



The London Gazette.

Published by Authority.

FRIDAY, MARCH 22, 1872.

*Lord Chamberlain's Office, St. James's Palace,
March 21, 1872.*

NOTICE is hereby given, that Her Majesty's Birthday will be kept on Wednesday, the 15th of May next.

*Lord Chamberlain's Office, St. James's Palace,
March 22, 1872.*

NOTICE is hereby given, that The Queen will hold a Drawing Room at Buckingham Palace, on Tuesday, the 23rd of April next, at three o'clock.

N.B. The Knights of the several Orders are to appear in their Collars at the Drawing Room, it being a Collar-Day.

REGULATIONS

TO BE OBSERVED AT THE QUEEN'S DRAWING ROOM AT BUCKINGHAM PALACE.

By Her Majesty's Command.

The Ladies, who propose to attend Her Majesty's Drawing Room, at Buckingham Palace, are requested to bring with them two large cards, with their names *clearly written* thereon, one to be left with the Queen's Page in Attendance, and the other to be delivered to the Lord Chamberlain, who will announce the name to The Queen.

PRESENTATIONS.

Any Lady who proposes to be presented to The Queen must leave at the Lord Chamberlain's Office, St. James's Palace, *before twelve o'clock*, two clear days before the Drawing Room, a card with her name written thereon, and with the name of the Lady by whom she is to be presented. In order to carry out the existing regulation, that no presentation can be made at a Drawing Room excepting by a Lady actually attending that Court, it is also necessary that an intimation from the Lady who is to make the presentation, of her intention to be present, should accompany the presentation card above referred to, which will be submitted to The Queen for Her Majesty's approbation. It is Her Majesty's Command, that no presentations shall be made at the Drawing Room, except in accordance with the above regulations.

It is particularly requested that in every case the names be *very distinctly written* upon the cards to be delivered to the Lord Chamberlain, in order that there may be no difficulty in announcing them to The Queen.

It is not expected that Gentlemen will present themselves at Drawing Rooms, except in attendance on the Ladies of their families.

Any Gentleman who under these circumstances should desire to be presented to The Queen, will observe the same regulations as are in force for Her Majesty's Levees.

The State apartments will be open for the reception of Company coming to Court at two o'clock.

SYDNEY,
Lord Chamberlain.

Foreign Office, March 22, 1872.

EARL GRANVILLE has received the following Notification from the French Ambassador at this Court, relative to the termination of the Treaty of Commerce of 1860, between Great Britain and France:—

The Duc de Broglie to Earl Granville.—
(Received March 15).

Londres, le 15 Mars, 1872.

LE Soussigné, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française a l'honneur de porter à la connaissance de son Excellence M. le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement et qui sont contenues dans la dépêche ci-jointe dont il a l'ordre de lui donner communication.

Comme son Excellence le verra par cette dépêche, le Gouvernement de la République a puisé avec regret, dans l'examen de la dernière note qui lui a été transmise au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, la conviction qu'il devait renoncer à l'espoir de voir accepter en ce moment la révision du Traité de Commerce de 1860 sur les bases qu'il avait proposées.

En conséquence, et par les raisons dont le Soussigné a plusieurs fois eu l'honneur d'entretenir son Excellence, le Gouvernement de la République se voit obligé de faire usage de la faculté réservée par l'Article XXI de ce Traité, et de l'autori-

sation qui lui a été spécialement accordée à cet effet par l'Assemblée Nationale de France dans la Loi du 2 Février dernier.

Le dit Traité doit donc dès-à-présent, être considéré comme dénoncé par le Gouvernement de la République et ses effets devront cesser, si aucune disposition contraire n'intervient, d'ici là dans une année à partir du jour où la présente communication sera parvenue entre les mains de son Excellence le Principal Secrétaire d'Etat.

Le Soussigné croit pourtant devoir rappeler que si dans le cours de cette année le Gouvernement Britannique pensait pouvoir avec utilité prendre en considération les propositions qui lui ont été faites, le Gouvernement Français a toujours déclaré qu'il se montrerait, à toute époque prêt, à rentrer en négociation pour le maintien avec modifications du Traité de 1860.

Il fera observer également qu'en vertu de l'Article 2 de la Loi déjà citée, les Tarifs Conventionnels établis doivent rester en vigueur; même après la cessation du Traité, jusqu'au vote des Tarifs nouveaux par l'Assemblée Nationale, et ne seront par conséquent modifiés que sur les points où cette Assemblée l'aurait jugé indispensable.

Le Gouvernement Britannique verra sans doute dans cette disposition la confirmation de l'assurance qui lui a été plusieurs fois donnée que le Gouvernement Français ne songe point à profiter de la liberté qu'il désire recouvrer, pour opérer une révolution économique de nature à troubler l'ensemble des relations commerciales des deux pays, mais qu'il veut seulement pourvoir dans la plus juste mesure aux besoins urgents des finances et de l'industrie Françaises.

Enfin le Soussigné s'associe pleinement à l'espérance exprimée par son Gouvernement, et confirmée par les assurances réitérées de son Excellence le Principal Secrétaire d'Etat, que la cessation du Traité de Commerce, si elle doit demeurer définitive, ne sera suivie d'aucun refroidissement dans les relations d'intimité qui existent depuis tant d'années entre la France et l'Angleterre et dont le maintien est d'un si grand prix pour les deux nations.

Le Soussigné prie son Excellence de vouloir bien lui accuser réception de la communication qu'il a l'honneur de lui faire, et saisit, &c.

(Signé) BROGLIE.

Inclosure.

M. de Rémusat to the Duc de Broglie.

M. le Duc,

Versailles, le 13 Mars, 1872.

LA note que vous avez reçue du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères a été pour le Gouvernement de la République l'objet d'un examen attentif. Il y a reconnu toute la courtoisie que Lord Granville porte dans ses communications avec la France; mais il a eu le regret de trouver dans ce document des objections qui ne lui laissent nul espoir de voir accepter la révision du Traité du 23 Janvier, 1860. sur les bases de négociation qu'il avait proposées.

Un mot seulement sera dit ici de ces propositions; elles se divisent en deux classes: Les unes sans aucun doute ont une tendance protectrice; mais le Traité lui-même est conçu dans un esprit de protection modérée; et puisque le Gouvernement de la Reine a déclaré par deux fois qu'il malgré sa répugnance pour toute protection systématique, il n'opposait pas une fin de non recevoir absolue à toute proposition de droits légèrement protecteurs; nous aurions désiré qu'il

voulût bien examiner si nos propositions n'étaient pas de celles qu'il ne peut tenir pour inacceptables, puisqu'elles sont au-dessous de la limite que s'étaient posée les négociateurs du Traité de 1870. Nous avons d'ailleurs la conviction que si elles étaient acceptées, elles ne porteraient pas une atteinte sensible aux importations de l'industrie Britannique en France. Quant à la seconde classe de nos propositions, elles ont un but éminemment fiscal. Si, comme on nous l'a plusieurs fois rappelé, le tableau détaillé des tarifs projetés n'a pas été fourni, c'est que ces tarifs restaient hypothétiques, tant qu'il n'était pas possible de préjuger à quels calculs s'arrêterait l'Assemblée Nationale. Il règne encore quelque incertitude à cet égard; mais des désignations de chiffres n'étaient pas nécessaires pour apprécier le système en général, et du moment que nous déclarions notre intention d'imposer certaines matières premières déterminées à un taux qui ne dépasserait jamais 20 pour cent et qui pourrait souvent être inférieur, il nous paraissait facile d'émettre en suffisante connaissance de cause une opinion motivée sur un semblable plan.

Au reste, nous voyons avec satisfaction que le Gouvernement de la Reine se montre plus disposée à entrer dans cet examen qu'il ne l'avait fait jusqu'ici, et des deux conditions qu'il met à la prise en considération de nos projets fiscaux, la seconde portant que les taxes compensatrices sur les produits manufacturés doivent être limitées au montant des droits établis sur les matières premières servant à leur fabrication, cette condition, dis-je, ne saurait donner lieu à aucune contestation. Quant à la première, c'est-à-dire, à l'établissement à l'intérieur d'un droit identique au droit d'entrée qui frapperait les matières premières, elle souffre beaucoup plus de difficulté. Mais sans rappeler toutes les considérations exposées dans notre dépêche du 7 Février, nous ne croyons pas impossible de combiner certains tempéraments qui atténueraient l'inégalité des charges entre le producteur indigène et le producteur étranger.

Mais nous pourrions revenir sur ces diverses questions, si nous rouvrons les négociations que le Principal Secrétaire d'Etat Sa Majesté Britannique consentirait à reprendre, après que le Traité de 1860 aurait été dénoncé.

Longtemps nous avons espéré éviter cette dénonciation; nous craignons qu'elle ne fût prise pour le début d'une révolution commerciale, qu'elle ne portât une perturbation trop brusque dans les intérêts engagés sur la foi de Conventions antérieures; enfin, qu'elle ne devînt pour des esprits prévenus le signe d'un refroidissement entre deux pays qui n'ont que des motifs de constant accord et d'entente mutuelle. Mais les déclarations du Gouvernement de la Reine nous rassurent pleinement. Nous lisons dans la dépêche qui nous est communiquée que s'il regarde la dénonciation du Traité comme un pas vers son extinction définitive, elle ne lui paraît cependant pas un obstacle à des négociations ultérieures. Nous lisons encore que, quel que soit le résultat de la discussion, l'Angleterre s'efforcera d'éviter toute altération dans la cordialité des rapports entre les deux pays, et qu'enfin, bien qu'elle n'ait aucune intention d'engager une guerre de tarifs, elle attacherait comme nous un grand prix à recouvrer sa liberté fiscale.

Ces sentiments sont les nôtres. Pour nous, en effet, la liberté fiscale serait bien précieuse, nécessaire même, dans un moment où nous aurions besoin de toutes nos ressources pour faire face à des charges extraordinaires. C'est cette considération surtout qui nous ferait désirer d'être affranchis des restrictions qu'une série de Con-

ventions Commerciales a imposées pour nous au droit de taxation que possède toute nation sur elle même. C'est pour sortir de cette sorte d'impuissance que nous sommes conduits à mettre un terme, des que nous en avons la faculté, aux engagements qui résultent pour nous de nombreux Traités de Commerce. Celui qui nous lie à la Grande Bretagne est le premier qui soit arrivé à l'époque d'une résiliation régulière. Nous ne pouvons plus même compter avec quelque assurance sur la possibilité de modifications qui nous seraient nécessaires. Nous sommes donc obligés de prendre date en le dénonçant aujourd'hui. Confians dans nos intentions, résolus à n'user qu'avec une grande modération de la liberté qui nous serait rendue, soit en négociant des Conventions nouvelles, soit plutôt en statuant seuls par voie législative sur notre régime commercial, nous avons pris notre résolution sous l'empire d'un intérêt public qui ne peut être méconnu. Veuillez donc, M. l'Ambassadeur, faire connaître au Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique, que dans notre pensée les effets du Traité du 23 Janvier, 1860, doivent expirer un an après le jour où vous lui aurez fait connaître nos intentions. Vous voudrez bien nous en informer immédiatement, afin que le fait soit porté, comme il convient, à la connaissance du commerce et de l'industrie.

Je vous prie de lire cette dépêche au Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, et, s'il le désire, de lui en laisser copie.

J'espère que la notification qu'elle contient et à laquelle vous donnerez, dans la forme, l'authenticité qui sera jugée convenable, sera reçu dans le même esprit que celui qui l'a dictée, et qu'aucune atteinte ne sera portée aux sentiments réciproques d'estime et de bienveillance qui subsistent entre les deux nations.

Agréer, &c.,

(Signé) REMUSAT.

(Translation.)

The Duc de Broglie to Earl Granville.—(Received March 15.)

London, March 15, 1872.

THE Undersigned, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic, has the honour to acquaint his Excellency the Principal Secretary of State of Her Britannic Majesty of the instructions which he has received from his Government, contained in the annexed despatch, which he has been instructed to communicate to him.

As his Excellency will perceive from this despatch, the Government of the Republic, after examination of the last note transmitted to it in the name of Her Britannic Majesty's Government, has arrived with regret at the conviction that it must renounce the hope of seeing accepted at present the revision of the Treaty of Commerce of 1860 on the bases which it had proposed.

In consequence, and for the reasons which the Undersigned has several times had the honour to discuss with his Excellency, the Government of the Republic finds itself compelled to make use of the power reserved by Article XXI of this Treaty and of the authorization which has been specially conferred by the National Assembly of France by the Law of the 2nd of February last.

The said Treaty must therefore henceforth be considered as denounced ("denoncée") by the Government of the Republic, and its provisions

will cease, should no contrary arrangement be made in the meanwhile, in a year from the day on which the present communication reaches the hands of his Excellency the Principal Secretary of State.

The Undersigned, however, considers it right to state that, if, in the course of the year the British Government should think it advantageous to take into consideration the proposals which have been made to them, the French Government has always declared that it would show itself ready at any time to resume negotiations for the maintenance, with modifications, of the Treaty of 1860.

He would also direct attention to the fact that, in virtue of Article 2 of the Law, already mentioned, the Conventional Tariffs existing will remain in force, even after the lapse of the Treaty, until the enacting of new Tariffs by the National Assembly, and, consequently, will be modified only on the points which that Assembly may judge indispensable.

The British Government will doubtless perceive in this arrangement the confirmation of the assurance which has been several times given, that the French Government has no thought of profiting by the liberty which it desires to regain to effect an economic revolution of a nature to disturb the commercial relations of the two countries, but that it only wishes to provide in the strictest measure for the pressing wants of French finance and industry.

In conclusion, the Undersigned shares fully the hope expressed by his Government, and confirmed by the repeated assurances of his Excellency the Principal Secretary of State, that the cessation of the Treaty of Commerce, if it must be final, will not be followed by any lessening of the intimate relations which have existed for so many years between France and England, the maintenance of which is of such value to both nations.

The undersigned begs his Excellency to be so good as to acknowledge the receipt of the communication which he has the honour to make to him, and avails himself, &c.

M. de Rémusat to the Duc de Broglie.

M. le Duc,

THE note which you have received from Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs has been the object of attentive examination by the Government of the Republic. It has recognized all the courtesy which Lord Granville expresses in his communications with France; but it has regretted to find in this document objections which leave no hope of seeing accepted the revision of the Treaty of January 23, 1860, on the bases of negotiation which had been proposed.

One word only as regards these propositions; they are divided into two classes. One class, without doubt, has a protective tendency, but the Treaty itself is conceived in a spirit of moderate protection; and since the Government of the Queen has on two occasions declared that in spite of its repugnance to all systematic protection, it has no absolute objection to any proposal for slightly protective duties, we could have wished that it had investigated whether our proposals were not of that class which it cannot consider as unacceptable, since they are above the limit which the negotiators of the Treaty of 1860 had laid down. We, moreover, entertain the conviction that, if they were accepted, they would not sensibly affect the importations of British manufactures into France. As for the second class of our proposals, they have an eminently fiscal

aim. If, as has several times been represented to us, the detailed Table of the proposed tariffs has not been furnished, it is because these tariffs were hypothetical in so far as it was not possible to predict the figures which the National Assembly might fix. There still exists some uncertainty in this respect; but the exact specification of the amounts was not necessary to the appreciation of the system in general, and from the moment that we declared our intention of subjecting certain raw materials decided upon to a tax which should never exceed 20 per cent., and which might often be less, it appeared to us easy to pronounce, with such knowledge of the facts, an opinion founded on a scheme of this nature.

Nevertheless, we observe with satisfaction that the Government of the Queen shows itself more disposed to make this examination than it had hitherto been, and of the two conditions which it lays down as essential to a consideration of our fiscal projects, the second, stipulating that the compensatory taxes on manufactured projects must be limited to the amount of the duties imposed on the raw materials employed in their manufacture, would give rise to no dispute. As to the first, that is to say, to the establishment of an internal duty, equivalent to the import duty, which would affect raw materials, there is much more difficulty. But, without recapitulating all the considerations set forth in our despatch of the 7th of February, we do not consider it impossible to combine certain modifications which would lessen the inequality of the burdens between the native and the foreign producer.

But we can revert to these different questions, if we re-open the negotiations which Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State would, perhaps, consent to resume, after the Treaty of 1860.

We long hoped to avoid this denunciation; we feared that it might be looked upon as the commencement of a commercial revolution, that it might cause too sudden a disturbance in interests based on the faith of former Conventions: lastly, that it might become to prejudiced minds the token of a coolness between two countries moved only by a desire for constant agreement and mutual understanding. But the declarations of the Government of the Queen entirely re-assure us. We read in the despatch which is communicated to us, that if it regards the denunciation of the Treaty as a step towards its definitive extinction, it nevertheless does not look upon it as a bar to future negotiations. We read also that, whatever the result of the discussion may be, England will strive to prevent any alteration in the cordiality of the relations between the two countries, and, finally, although she has no intention of entering upon a war of Tariffs, she, like ourselves, would attach much value to the recovery of her fiscal freedom.

These are our sentiments. For us, in effect, fiscal freedom would be very precious, even necessary, at a time when we should require all our resources to meet extraordinary burdens. It is this consideration, above all, that would make us desirous to be freed from the restrictions which a series of Commercial Conventions has imposed, as regards us, on the right of taxation which every nation possesses over itself. It is in order to extricate ourselves from this kind of helplessness that we are led to place a limit, as soon as we have the power of doing so, to the engagements which are the result for us of numerous Treaties of Commerce. The one which binds us to Great Britain is the first which has arrived at a term when it can be regularly annulled. We can no

longer even reckon with any certainty on the possibility of modifications which would be necessary to us. We are therefore obliged to prepare for its cessation by denouncing it now. Confident in our intentions, resolved to use only with great moderation the freedom which will be restored to us, either by negotiation of new Conventions, or rather by our own legislation on our commercial régime, we have taken this step under the pressure of a public interest which cannot be misunderstood. Will you, therefore, M. l'Ambassadeur, make known to the Principal Secretary of State of Her Britannic Majesty, that in our opinion the operation of the Treaty of January 23, 1860, will expire in one year from the day on which you announce to him our intentions. You will inform us immediately of the fact, in order that it may be communicated in the proper manner to the trading and industrial communities.

I request you to read this despatch to the Principal Secretary of State of Her Majesty, and, if he wishes it, to leave a copy with him.

I trust that the notification which it contains, and to which you will impart, in form, the official character which may be deemed proper, will be received in the spirit which has dictated it, and that no injury will be done to the mutual sentiments of regard and friendliness which exist between the two nations.

Accept, &c.,
(Signed) REMUSAT.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

THIS day, Richard de Aquila Grosvenor, Esquire (commonly called Lord Richard Grosvenor); Augustus Frederick George Warwick, Baron Poltimore; and Sir William Thomas Knollys, K.C.B., were, by Her Majesty's command, sworn of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, and took their places at the Board accordingly.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty.

Lord President.	Lord Northbrook.
Lord Chamberlain.	Mr. Göschén.
Lord R. Grosvenor.	Sir W. Knollys.
Lord Poltimore.	

WHEREAS an Order establishing an uniform standard of value in Her Majesty's city, garrison, and territory of Gibraltar was passed by Her Majesty in Council on the twenty-first

day of February, one thousand eight hundred and seventy-two, and it was therein directed that such Order should come into operation on and from the first day of March, one thousand eight hundred and seventy-two :

And whereas it has been represented to Her Majesty that much inconvenience might be caused to Her subjects and others resident within the said city, garrison, and territory of Gibraltar unless the coming into operation of the said Order in Council be deferred :

It is hereby ordered by Her Majesty, by and with the advice of Her Privy Council, that the said Order in Council shall come into operation and take effect on and from the first day of May, one thousand eight hundred and seventy-two, instead of on and from the first day of March, one thousand eight hundred and seventy-two, and the directions in such Order fixing the date at which the same should come into operation are hereby revoked.

And the Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury, and the Right Honourable the Earl of Kimberley, one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, are to give the necessary instructions herein accordingly.

Edmund Harrison.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the eighth and ninth years of Her Majesty, chapter seventy ; of the Act of the fourteenth and fifteenth years of Her Majesty, chapter ninety-seven ; of the Act of the nineteenth and twentieth years of Her Majesty, chapter fifty-five ; and of the Act of the thirty-fourth and thirty-fifth years of Her Majesty, chapter eighty-two ; duly prepared and laid before Her Majesty in Council a representation, bearing date the first day of February, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words and figures following ; that is to say :

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the eighth and ninth years of your Majesty, chapter seventy ; of the Act of the fourteenth and fifteenth years of your Majesty, chapter ninety-seven ; of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter fifty-five ; and of the Act of the thirty-fourth and thirty-fifth years of your Majesty, chapter eighty-two, have prepared and now humbly lay before your Majesty in Council the following representation as to the assignment of a consolidated chapelry to the consecrated church of Saint Mathew, situate at Criftins, in the parochial chapelry of Dudleston, in the county of Salop, and in the diocese of Lichfield.

"Whereas at certain extremities of the said parochial chapelry of Dudleston, and of the parish of Ellesmere, in the county and diocese aforesaid, which said extremities lie contiguous one to another, and are described in the schedule hereunder written, there is collected together a population which is situate at a distance from the several churches of such parochial chapelry and parish respectively.

"And whereas it appears to us to be expedient that such contiguous portions of the said parochial

chapelry of Dudleston and of the said parish of Ellesmere, should be formed into a consolidated chapelry for all ecclesiastical purposes, and that the same should be assigned to the said church of Saint Mathew, situate at Criftins as aforesaid.

"Now, therefore, with the consent of the Right Reverend George Augustus, Bishop of the said diocese of Lichfield, with the consent of the Reverend John Peake, the vicar or incumbent of the vicarage of the said parish of Ellesmere, and as such vicar or incumbent the patron of the perpetual curacy of the said parochial chapelry of Dudleston, and with the consent of the Right Honourable Adelbert Wellington Brownlow, Earl Brownlow, the patron of the vicarage of the said parish of Ellesmere (in testimony whereof they, the said consenting parties, have respectively signed and sealed this representation), we, the said Ecclesiastical Commissioners, humbly represent that it would, in our opinion, be expedient that all those contiguous portions of the said parochial chapelry of Dudleston and of the said parish of Ellesmere, which are described in the schedule hereunder written, all which portions, together with the boundaries thereof, are delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, should be united and formed into one consolidated chapelry for the said church of Saint Mathew, situate at Criftins as aforesaid, and that the same should be named 'The Consolidated Chapelry of Saint Mathew, Criftins.'

"We, therefore, humbly pray that your Majesty will be graciously pleased to take the premises into your Royal consideration, and to make such order in respect thereto as to your Majesty, in your Royal wisdom, shall seem meet.

The SCHEDULE to which the foregoing Representation has reference.

"The Consolidated Chapelry of Saint Mathew, Criftins, being :—

"All that portion of the parochial chapelry of Dudleston, in the county of Salop, and in the diocese of Lichfield, which is bounded on the north-east by the parish of Overton, in the county of Flint, and in the diocese of Saint Asaph, on the east by the township of Eastwick, in the parish of Ellesmere, in the said county of Salop, and in the diocese of Lichfield aforesaid, on the south-east partly by the township of Elson and Greenhill, and partly by the township of Crickett, both in the parish of Ellesmere aforesaid, on the south-west partly by the consolidated chapelry of Welsh Frankton, in the said county of Salop, and in the diocese of Saint Asaph aforesaid, and partly by the parish of Saint Martin, in the last-mentioned county and diocese, and on the remaining sides, that is to say, on the north and on the north-west, by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the said parish of Saint Martin from the parochial chapelry of Dudleston aforesaid, at a point near to the cottage called or known as Little Pentremorgan, in the middle of the turnpike-road called or known as Bronygarth, and leading from Chirk to Ellesmere ; and extending thence, generally eastward, for a distance of one mile and a-half, or thereabouts, along the middle of the said turnpike-road, to its junction, near the Pigeons Inn, with the road which leads past the houses called or known respectively as Cross Lanes and Pentrecoed, towards Overton ; and extending thence, for a distance of three-quarters of a mile, or thereabouts, first northward, and then north-eastward, along the middle of the last-described road, to its junction, at Pentrecoed aforesaid, with the road which

leads from Pentrecoed to Gadlass; and extending thence, for a distance of rather more than half-a-mile, first north-eastward, and then south-eastward, along the middle of the last-described road, to a point at the Thatched Cottage opposite to the south-western end of the fence which divides the buildings and premises called or known as Pentrecoed, and numbered 859 upon the tithe commutation map of the township of Dudleston, and upon the map hereunto annexed, from the close numbered 849 upon the same map; and extending thence, north-eastward, to and along the middle of the said fence, and along the middle of the water-course which divides the closes numbered respectively 858, 857, 856, 855, and 853, upon the said maps, from the closes numbered respectively 849 as aforesaid, 851, and 852, upon the same maps, to the boundary at the junction of the same water-course with the stream called or known as Shelbrook, which divides the said parochial chapelry of Dudleston, from the parish of Overton aforesaid. And also all that contiguous portion of the said parish of Ellesmere, which is comprised within and is co-extensive with the limits of the township of Eastwick aforesaid. And also, all that other contiguous portion of the said parish of Ellesmere, which is comprised within and is co-extensive with that part of the township of Elson and Greenhill aforesaid, which is known as Greenhill, and which is bounded on the south-west by the before-mentioned township of Crickett, on the north-west by the above-described portion of the said parochial chapelry of Dudleston, and on the remaining sides, that is to say on the north-east and on the south-east by an imaginary line, commencing upon the boundary which divides the said parochial chapelry of Dudleston, from the township of Elson and Greenhill aforesaid, at a point at or near to Greenhill Bank, in the middle of the road which leads from Greenhill Bank aforesaid, to Greenhill; and extending thence south-eastward for a distance of twelve chains or thereabouts, along the middle of the last-described road to its junction at Greenhill aforesaid, with a certain footpath which leads across the closes numbered respectively 78 and 64, upon the tithe commutation map of the said township of Elson and Greenhill, and upon the map hereunto annexed, towards Elson; and continuing thence south-eastward, for a distance of fifteen chains or thereabouts, along the middle of the said footpath, to its junction with the road which leads from Elson to Crickett; and extending thence south-westward, for a distance of half-a-mile or thereabouts, along the middle of the last-described road, to the boundary which divides the said township of Elson and Greenhill from the township of Crickett aforesaid."

And whereas the said representation has been approved by Her Majesty in Council: now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said representation, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette pursuant to the said Acts; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of Lichfield.

Arthur Helps.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the third and fourth years of Her Majesty, chapter one hundred and thirteen; of the Act of the sixth and seventh years of Her Majesty, chapter thirty-seven; of the Act of the nineteenth and twentieth years of Her Majesty, chapter one hundred and four; and of the Act of the twenty-third and twenty-fourth years of Her Majesty, chapter one hundred and twenty-four, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a scheme, bearing date the eighth day of February, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words and figures following, that is to say:

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the third and fourth years of your Majesty, chapter one hundred and thirteen; of the Act of the sixth and seventh years of your Majesty, chapter thirty-seven; of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter one hundred and four; and of the Act of the twenty-third and twenty-fourth years of your Majesty, chapter one hundred and twenty-four, have prepared and now humbly lay before your Majesty in Council, the following scheme for constituting a separate district for spiritual purposes out of the district parish of Saint Mark, Kennington, out of the district parish of Saint George, Camberwell, out of the district parish of Emmanuel, Camberwell, and out of the new parish of Christ Church, Brixton-road, all such district parishes, and such new parish being respectively situate in the county of Surrey, and in the diocese of Winchester.

"Whereas it has been made to appear to us, that it would promote the interests of religion, that the particular portions of the said district parish of Saint Mark, Kennington, of the said district parish of Saint George, Camberwell, of the said district parish of Emmanuel, Camberwell, and of the said new parish of Christ Church, Brixton-road, which are hereinafter mentioned and described (such portions not at present containing within their limits any consecrated church or chapel in use for the purposes of divine worship), should be constituted a separate district in the manner hereinafter set forth.

"And whereas certain hereditaments and premises situate within the limits of the above-named cures, or of some or one of them, have become vested in us under the provisions of, and for the purposes of the herein mentioned Acts, or some of them, and we have, in respect of such hereditaments and premises, agreed to make and pay out of the common fund created by the firstly herein mentioned Act, to the minister of the district hereinafter recommended to be constituted, when he shall have been duly licensed in accordance with the provisions of the secondly herein mentioned Act, and to his successors, a grant of two hundred pounds per annum, and such grant as aforesaid, will be made by an instrument to be executed by us under our common seal, in accordance with the provision of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of your Majesty, chapter one hundred and eleven.

"Now, therefore, with the consent of the Right Reverend Samuel, Bishop of the said diocese of Winchester (in testimony whereof he has signed and sealed this scheme), we humbly recommend and propose that all those portions of the said

district parish of Saint Mark, Kennington, of the said district parish of Saint George, Camberwell, of the said district parish of Emmanuel, Camberwell, and of the said new parish of Christ Church, Brixton-road, which are respectively mentioned and described in the schedule hereunder written, and which are delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, shall, upon and from the day of the date of the publication in the London Gazette of any Order of your Majesty in Council ratifying this scheme, become and be constituted a separate district for spiritual purposes, and that the same shall be named 'The District of Saint John the Divine, Kennington.'

"And we further recommend and propose, that nothing herein contained shall prevent us from recommending and proposing any other measures relating to the matters aforesaid, or any of them, in accordance with the provisions of the said Acts, or of either of them, or of any other Act of Parliament.

The SCHEDULE to which the foregoing Scheme has reference.

"The District of Saint John the Divine, Kennington, being :

"All those several contiguous portions of the district parish of Saint Mark, Kennington, of the district parish of Saint George, Camberwell, of the district parish of Emmanuel, Camberwell, and of the new parish of Christ Church, Brixton-road, all such district parishes and such new parish, being respectively situate in the county of Surrey, and in the diocese of Winchester, which said portions of such district parishes, and of such new parish, are comprised within and are bounded by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the said district parish of Saint Mark, Kennington, from the district parish of Emmanuel, Camberwell aforesaid, at the point where Camberwell New-road is joined by Wyndham-road and by Lothian-road; and extending thence, south-westward, for a distance of eighteen chains, or thereabouts, along the middle of the last-named road, to the point where it is crossed by the boundary dividing the said district parish of Emmanuel, Camberwell, from the district parish of Saint Mark, Kennington aforesaid, such point being near to, and to the west of, the junction of the said Lothian-road with Bishop's-road; and extending thence, for a distance of twenty-four chains, or thereabouts, first south-eastward, and then south-westward, along the last-mentioned boundary, to its junction, near to and to the north of Burton-road, with the boundary dividing the said district parish of Emmanuel, Camberwell, from the new parish of Christ Church, Brixton-road aforesaid; and extending thence, southward, along the last-mentioned boundary, to a point in the middle of the road at present forming a continuation of Burton-road aforesaid; and extending thence, westward, for a distance of two chains, or thereabouts, along the middle of the last-described road, and along the middle of the said Burton-road, to the junction of the last-named road with Loughborough-road North; and extending thence, northward, along the middle of the last-named road, to its junction with Mostyn-road; and extending thence, westward, along the middle of the last-named road, to its junction with Arthur-road; and extending thence, northward, along the middle of the last-named road, to its junction with Treherne-road; and continuing thence, still northward, and in a direct line, across the last-named road, to a point at the southern end of the wall which divides the house and premises

known as No. 55, Treherne-road, from the house and premises known as No. 57, Treherne-road; and continuing thence, still northward, along the middle of the said wall, to its junction with the wall or fence forming the southern boundary of the land whereon the building called or known as Christ Church National Schools is situate; and extending thence north-eastward, along the middle of the last-described wall or fence (thereby crossing the boundary which divides the said new parish of Christ Church, Brixton-road, from the district parish of Saint Mark, Kennington aforesaid), and continuing in the same direction along the middle of the wall or fence forming the southern boundary of the gardens and grounds attached to the house, called or known as Christ Church Vicarage, to the junction of the last-described wall or fence, with the wall or fence forming the eastern boundary of the last-mentioned gardens and grounds; and extending thence northward, along the middle of the last-described wall or fence, to its junction with the wall or fence forming the northern boundary of the same gardens and grounds; and extending thence westward, along the middle of the last-mentioned wall or fence, to the boundary which divides the said district parish of Saint Mark, Kennington, from the new parish of Christ Church, Brixton-road as aforesaid; and extending thence northward, along the last-mentioned boundary (thereby proceeding along the eastern side of the sixth house from the north-eastern corner of Russell-grove), to a point in the middle of Vassall-road; and extending thence north-eastward, for a distance of six chains or thereabouts, along the middle of the last-named road, thereby following in part the said last-mentioned boundary to the junction of the same road with the street or road called or known as Holland-grove; and extending thence north-westward, along the middle of the last-named street or road, to its junction with Cranmer-road; and extending thence eastward, along the middle of the last-named road, to its junction with Foxley-road, and extending thence north-westward, along the middle of the last-named road to its junction with Camberwell New-road aforesaid and with Saint Mark's-road; and extending thence eastward, along the middle of the last-named road, to the boundary at the junction of the same road with Park-road, which divides the said district parish of Saint Mark, Kennington, from the new parish of Saint Paul, Newington, in the said county of Surrey, and in the diocese of London; and extending thence south-eastward, along the last-mentioned boundary, thereby following the course of the said Park-road, to the junction of the same boundary with the boundary dividing the said district parish of Saint Mark, Kennington, from the new parish of All Souls, Grosvenor-park, in the last-mentioned county and diocese; and extending thence, first south-eastward (thereby continuing along the course of the last-named road), and then north-eastward, along the last-mentioned boundary to its junction at or near to Pitt-street, with the boundary which divides the said new parish of All Souls, Grosvenor-park, from the district parish of Saint George, Camberwell aforesaid, and extending thence northward, along the last-mentioned boundary, to a point in the middle of Avenue-road, and extending thence eastward, for a distance of four chains or thereabouts, from the said last-mentioned boundary, along the middle of the last-named road, to its junction with Nelson-street, and extending thence southward, along the middle of the last-named street, to the boundary at the junction of the same street with Wyndham-road aforesaid, which divides the said district parish of Saint George, Camberwell, from the district parish of Emmanuel, Cam-

berwell aforesaid, and extending thence south-westward, for a distance of ten and a half chains, or thereabouts, along the last-described boundary, and along the boundary which divides the said district parish of Saint Mark, Kennington, from the district parish of Emmanuel, Camberwell as aforesaid (thereby following the course of the said Wyndham-road) to the first-described point where Camberwell New-road is joined by Wyndham-road and by Lothian-road as aforesaid, at which point the said imaginary line commenced."

And whereas drafts of the said scheme have, in accordance with the provisions of the hereinbefore secondly mentioned Act, been transmitted to the Patrons and to the Incumbents of the cures of Saint Mark, Kennington, Saint George, Camberwell, Emmanuel, Camberwell, and Christchurch, Brixton-road, out of which it is intended that the district therein recommended to be constituted shall be taken. And whereas the Patrons and Incumbents of the said cures of Saint Mark, Kennington, Saint George, Camberwell, and Christ Church, Brixton-road, do not object to the said scheme. And whereas certain objections have been made to the said scheme by the Patron and the Incumbent of the said cure of Emmanuel, Camberwell.

And whereas the said scheme has, notwithstanding such objections, been approved by Her Majesty in Council: now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said scheme, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette pursuant to the said Acts; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said Diocese of Winchester.

Arthur Helps.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the fifty-ninth year of His Majesty King George the Third, chapter one hundred and thirty-four; of the Act of the second and third years of Her Majesty, chapter forty-nine; and of the Act of the nineteenth and twentieth years of Her Majesty, chapter fifty-five, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a representation, bearing date the eighth day of February, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words following; that is to say:

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the fifty-ninth year of His Majesty King George the Third, chapter one hundred and thirty-four; of the Act of the second and third years of your Majesty, chapter forty-nine; and of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter fifty-five, have prepared, and now humbly lay before your Majesty in Council, the following representation as to the assignment of a district chapelry to the consecrated church of Saint Michael and All Angels, situate at Caldmore, in the parish of Walsall, in the county of Stafford, and in the diocese of Lichfield.

"Whereas it appears to us to be expedient that a district chapelry should be assigned to the said church of Saint Michael and All Angels, situate at Caldmore as aforesaid.

"Now, therefore, with the consent of the Right Reverend George Augustus, Bishop of the said diocese of Lichfield (testified by his having signed and sealed this representation), we, the said Ecclesiastical Commissioners, humbly represent, that it would, in our opinion, be expedient that all that part of the said parish of Walsall, which is described in the schedule hereunder written, all which part, together with the boundaries thereof, is delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, should be assigned as a district chapelry to the said church of Saint Michael and All Angels, situate at Caldmore as aforesaid, and that the same should be named 'The District Chapelry of Saint Michael and All Angels, Caldmore.'

"And with the like consent of the said George Augustus, Bishop of the said diocese of Lichfield (testified as aforesaid), we, the said Ecclesiastical Commissioners, further represent, that it appears to us to be expedient that banns of matrimony should be published, and that marriages, baptisms, churchings, and burials should be solemnized or performed at such church, and that the fees to be received in respect of the publication of such banns and of the solemnization or performance of the said offices should be paid and belong to the minister of the same church for the time being: Provided always, that nothing herein contained shall be construed as expressing any intention on the part of us, the said Commissioners, to concur in or approve the taking of any fee for the performance of the said office of baptism, or for the registration thereof.

"We, therefore, humbly pray, that your Majesty will be graciously pleased to take the premises into your Royal consideration, and to make such order with respect thereto, as to your Majesty in your Royal wisdom shall seem meet.

The SCHEDULE to which the foregoing Representation has reference.

"The District Chapelry of Saint Michael and All Angels, Caldmore, being:—

"All that part of the parish of Walsall, in the county of Stafford, and in the diocese of Lichfield, wherein the present incumbent of such parish now possesses the exclusive cure of souls, which is bounded on the south by the parish of Wednesbury, in the said county and diocese, on the west by the new parish of Pleck and Bescot, in the same county and diocese, and upon all other sides, that is to say:—On the north and on the east by an imaginary line, commencing upon the boundary which divides the said new parish of Pleck and Bescot from the parish of Walsall aforesaid, at the point where the mill stream supplying New Mills is crossed by the Walsall and Wednesbury-road, and extending thence north-eastward for a distance of eighteen chains, or thereabouts, along the middle of the said road to its junction with Mount-street, formerly called or known as Cox-street, and extending thence eastward along the middle of the last-named street, to its junction with Caldmore-road, and continuing thence eastward along the middle of the last-named road to its junction with Bath-street, and with Orlando-street, and extending thence north-eastward along the middle of the last-named street to its junction with Sandwell-street, and extending thence southward for a distance of five chains, or thereabouts, along the middle of the last-named street to its junction with

Lysways-street, and extending thence eastward for a distance of eleven chains, or thereabouts, along the middle of the last-named street to its junction with Emery-street, and extending thence southward for a distance of five chains, or thereabouts, along the middle of the last-named street, to its junction with a certain footroad connecting Jessons-lane with Snakes-lane; and extending thence westward along the middle of the said footroad to its junction with Snakes-lane aforesaid; and extending thence southward along the middle of the last-named lane, and along the middle of the footpath which leads in continuation of the same lane towards Folly House, to the junction of the last-described footpath, at or near to Folly House aforesaid, with a certain occupation road and footpath leading from Sandwell-street aforesaid, past the said Folly House, and across Full Brook to Delves Green; and extending thence south-eastward along the middle of the said occupation road and footpath to the boundary in the middle of Full Brook aforesaid, which divides the said parish of Walsall from the parish of Wednesbury aforesaid."

And whereas the said representation has been approved by Her Majesty in Council: now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said representation, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette, pursuant to the said Acts; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of Lichfield.

Arthur Helps.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the eighth and ninth years of Her Majesty, chapter seventy; of the Act of the fourteenth and fifteenth years of Her Majesty, chapter ninety-seven; of the Act of the nineteenth and twentieth years of Her Majesty, chapter fifty-five; and of the Act of the thirty-fourth and thirty-fifth years of Her Majesty, chapter eighty-two, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a representation, bearing date the eighth day of February, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words following; that is to say:

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the eighth and ninth years of your Majesty, chapter seventy; of the Act of the fourteenth and fifteenth years of your Majesty, chapter ninety-seven; of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter fifty-five, and of the Act of the thirty-fourth and thirty-fifth years of your Majesty, chapter eighty-two, have prepared and now humbly lay before your Majesty in Council, the following representation as to the assignment of a consolidated chapelry to the consecrated church of Saint Mary, situate at Hook, in the new parish of Sarisbury, in the county of Southampton, and in the diocese of Winchester.

No. 23842.

B

"Whereas at certain extremities of the said new parish of Sarisbury, and of the parish of Titchfield, in the said county of Southampton, and in the said diocese of Winchester, which said extremities lie contiguous one to another, and are described in the schedule hereunder written, there is collected together a population which is situate at a distance from the several churches of such new parish and parish respectively:

"And whereas it appears to us to be expedient that such contiguous portions of the said new parish of Sarisbury and of the said parish of Titchfield, should be formed into a consolidated chapelry for all ecclesiastical purposes, and that the same should be assigned to the said church of Saint Mary, situate at Hook as aforesaid:

"Now, therefore, with the consent of the Right Reverend Samuel, Bishop of the said diocese of Winchester, with the consent of the Reverend Walter Maude Cosser, the vicar or incumbent of the vicarage of the said parish of Titchfield, and as such vicar or incumbent, the patron of the vicarage of the said new parish of Sarisbury (in testimony whereof they, the said Samuel, Bishop of the said diocese of Winchester, and the said Walter Maude Cosser have respectively signed and sealed this representation), and with the consent of the dean and chapter of the cathedral church of Winchester, the patrons of the vicarage of the said parish of Titchfield (in testimony whereof they the said dean and chapter have affixed their common or corporate seal to this representation), we, the said Ecclesiastical Commissioners for England, humbly represent that it would, in our opinion, be expedient that all those contiguous portions of the said new parish of Sarisbury, and of the said parish of Titchfield, which are described in the schedule hereunder written, all which portions, together with the boundaries thereof, are delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, should be united and formed into one consolidated chapelry for the said church of Saint Mary, situate at Hook as aforesaid, and that the same should be named 'The Consolidated Chapelry of Saint Mary, Hook with Warsash.'

"We, therefore, humbly pray, that your Majesty will be graciously pleased to take the premises into your Royal consideration, and to make such order in respect thereto as to your Majesty in your Royal wisdom shall seem meet.

The SCHEDULE to which the foregoing Representation has reference.

"The Consolidated Chapelry of Saint Mary, Hook with Warsash, being:—

"All that portion of the new parish of Sarisbury, in the county of Southampton, and in the diocese of Winchester, which is bounded on the west by the chapelry or donative of Hamble, or Hamble-le-Rice, in the said county and diocese, or in other words by the river Hamble; on the south and on the east by the parish of Titchfield, in the same county and diocese; and on the remaining side, that is to say, on the north, by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the said parish of Titchfield from the new parish of Sarisbury aforesaid, at a point on the eastern side of Titchfield Common, in the middle of the cross-road leading from Three Stone Bottom to Lock's-road, such point being a little to the east of the junction of the said cross-road with Hunt's Pond-road and with Lock's-road aforesaid; and extending thence, westward, for a distance of two chains, or thereabouts, along the middle of the same cross-road to its junction with

Hunt's Pond-road and with Lock's-road as aforesaid; and extending thence, north-westward, along the middle of the last-named road to its junction, opposite to Lock's Heath Farm, with the Abshot and Hook-road; and extending thence, southward, for a distance of forty-four chains, or thereabouts, along the middle of the last-named road, to the point where it is joined by the road which leads from Titchfield, past Great Ireland, to Warsash; and extending thence, north-westward, and in a direct line for a distance of one mile, or thereabouts, across Lock's Heath and through Peter's Coppice to the point where Brook-lane is joined by Barns-lane, and extending thence, south-westward, for a distance of nine chains, or thereabouts, along the middle of the said Brook-lane to its junction on the northern side of Brook Farm with the drift way commonly called or known as "The Drove," which extends from the same lane to the eastern bank of the river Hamble aforesaid, and continuing thence, still south-westward, along the middle of the said driftway to its south-western end on the eastern bank of the said river, and continuing thence in the same direction, and in a direct line to the boundary in the middle of the same river, which divides the said new parish of Sarisbury from the chapelry or donative of Hamble, or Hamble-le-Rice aforesaid.

"And also all that contiguous portion of the said parish of Titchfield, which is bounded on the south-west by Southampton Water, on the north by the above described portion of the new parish of Sarisbury aforesaid, and on the remaining side, that is to say, on the south-east by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the said new parish of Sarisbury from the parish of Titchfield aforesaid, at the point at or near to Common Gate, where the road leading from Titchfield, past Great Ireland to Warsash as aforesaid, is joined by Brownwich-lane, and extending thence south-westward, for a distance of one mile and three-quarters, or thereabouts, along the middle of the last-named lane, thereby passing to the south-east of the house called or known as Brownwich Farm, to the south-western end of the same lane on the shore of Southampton Water aforesaid, and continuing thence, still south-westward, and in a direct line to the south-western boundary of the said parish of Titchfield, at low water mark on the shore of Southampton Water aforesaid."

And whereas the said representation has been approved by Her Majesty in Council; now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said representation, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette pursuant to the said Acts; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of Winchester.

Arthur Helps.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the third and fourth years of Her Majesty,

chapter one hundred and thirteen, of the Act of the sixth and seventh years of Her Majesty, chapter thirty-seven, and of the Act of the twenty-first and twenty-second years of Her Majesty, chapter fifty-eight, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a scheme, bearing date the fifteenth day of February, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words following, that is to say:

"We the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the third and fourth years of your Majesty, chapter one hundred and thirteen, of the Act of the sixth and seventh years of your Majesty, chapter thirty-seven, and of the Act of the twenty-first and twenty-second years of your Majesty, chapter fifty-eight, have prepared, and now humbly lay before your Majesty in Council the following scheme for constituting a separate district for spiritual purposes, to comprise a part of the new parish of Crook, in the county of Durham, and in the diocese of Durham.

"Whereas it has been made to appear to us that it would promote the interests of religion that the particular part of the said new parish of Crook which is hereinafter mentioned and described (such part not at present containing within its limits any consecrated church or chapel in use for the purposes of divine worship), should be constituted a separate district for spiritual purposes in the manner hereinafter recommended and proposed.

"And whereas it is enacted by the thirdly hereinbefore mentioned Act that, as soon as the tithe or tenth of lead ore or ure in the parish of Stanhope, in the said county of Durham, shall have come into our possession, as in the said Act is contemplated, the common fund under our control created by the firstly hereinbefore mentioned Act, shall be charged with a gross annual charge of four thousand five hundred pounds, to be appropriated towards permanently augmenting or endowing certain benefices and churches therein specified, and such other benefices with cure of souls within the county of Durham, and in the patronage or alternate patronage of the Bishop of Durham for the time being, as shall be selected by the said Bishop and approved by us the said Commissioners.

"And whereas the said tithe or tenth of lead ore or ure of the said parish of Stanhope has come into our possession.

"And whereas, with a view to the permanent endowment of the district hereinafter recommended to be constituted, it has been proposed to us by the Right Reverend Charles, now Bishop of Durham, and it appears to us to be expedient, that out of the said annual sum of four thousand five hundred pounds so charged upon the common fund under our control as aforesaid, a sum of one hundred and fifty pounds per annum should be appropriated towards the endowment of the said district so soon as the same shall have been constituted, and shall be payable to the minister thereof so soon as one shall have been appointed and licensed in accordance with the provisions of the herein secondly-mentioned Act, and to his successors; and also that, so soon as such district shall have become a new parish, under the provisions of the lastly-mentioned Act, a further sum of fifty pounds per annum shall be appropriated out of the said sum of four thousand five hundred pounds towards the further endowment of the said new parish.

"And whereas such grants of one hundred and fifty pounds and of fifty pounds, respectively, will be made and secured by an instrument or instru-

ments, to be executed by us under our common seal, in accordance with the provisions of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of your Majesty, chapter one hundred and eleven.

"And whereas it has also been proposed to and stipulated with us by the said Charles, Bishop of Durham, and it appears to us to be desirable, and we have accordingly agreed and undertaken to recommend to your Majesty in Council that, in consideration of the concurrence of the said Bishop in the appropriation of the annual sums aforesaid towards the permanent endowment of the said district or new parish, the whole right of patronage of the said district or new parish, and of the nomination of the minister or incumbent thereof, should be assigned to and be absolutely vested in the said Charles, Bishop of Durham, and his successors, bishops of the same diocese, for ever.

"Now, therefore, with the consent of the said Charles, Bishop of Durham (in testimony whereof he has signed and sealed this scheme), we, the said Ecclesiastical Commissioners, humbly recommend and propose, that all that part of the said new parish of Crook which is mentioned and described in the schedule hereunder written, and which is delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, shall, upon and from the day of the date of the publication in the London Gazette of any Order of your Majesty in Council ratifying this scheme, become and be constituted a separate district for spiritual purposes, and that the same shall be named 'The District of Stanley.'

"And we further recommend and propose, that the whole right of patronage of the said district so recommended to be constituted, and, so soon as such district shall have become a new parish as aforesaid, then of such new parish, and of the nomination of the minister or incumbent thereof, shall, without any assurance in the law other than this scheme and any duly gazetted Order of your Majesty in Council ratifying the same, and upon and from the day of the date of the publication of such Order in the London Gazette as aforesaid, be assigned to and be absolutely vested in, and shall and may from time to time be exercised by the said Charles, Bishop of the said diocese of Durham, and by his successors, bishops of the same diocese, for ever.

"And we further recommend and propose, that nothing herein contained shall prevent us from recommending and proposing any other measures relating to the matters aforesaid, or any of them, in accordance with the provisions of the said Acts, or of either of them, or of any other Act of Parliament.

The SCHEDULE to which the foregoing Scheme has reference.

"The District of Stanley, being :—

"All that part of the new parish of Crook, in the county of Durham, and in the diocese of Durham, which is bounded on the greater part of the east and on the north by the parish of Brancepeth, on the north-west by the particular district of Satley, on the south-west partly by the new parish of Thornley, all in the county and diocese aforesaid, and on all other sides, that is to say, on the remaining part of the south-west, on the south, and on the remaining part of the east, by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the said new parish of Thornley from the new parish of Crook aforesaid, at the point near Bridge Cottage, where the line of the Stockton and Darlington Railway is joined by the line of the Hedleyhope Colliery Railway, and extending thence south-eastward for a distance of rather more than

one mile along the middle of the first-named line of railway to the point where it crosses the road leading from the house called or known as White Lea, past Blue Cottage, towards Billy Row and Mount Pleasant, and extending thence generally eastward for a distance of fifty-six chains, or thereabouts, along the middle of the said road to its junction at Billy Row aforesaid, with the road which leads from Mount Pleasant aforesaid, towards the houses called or known as Roddymoor, and extending thence southward for a distance of fifteen and a half chains, or thereabouts, along the middle of the last-described road to its junction, near to the building called or known as the Billy Hill British School, with the road and footway leading past the northern side of the house called or known as West Lodge, and past the houses called or known as North Roddymoor, and past the house called or known as Billy Hall, to Billy Hall-road, and extending thence for a distance of fifty-nine chains or thereabouts, first south-eastward, and then north-eastward, along the middle of the last-described road, to its junction with Billy Hall-road aforesaid, and extending thence northward for a distance of seventeen chains, or thereabouts, along the middle of the last-named road to its junction at Stanley-gate, with North-lane, and continuing thence still northward, and in a direct line, for a distance of one chain and a half, or thereabouts, across the last-named lane to the boundary which divides the said new parish of Crook from the parish of Brancepeth aforesaid."

And whereas a draft of the said scheme has, in accordance with the provisions of the hereinbefore secondly-mentioned Act, been transmitted to the patron, and to the incumbent of the new parish of Crook, out of which it is intended that the district therein recommended to be constituted shall be taken, and such patron and incumbent have respectively signified their assent to the said scheme.

And whereas the said scheme has been approved by Her Majesty in Council: now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said scheme, and to order and direct that the same and every part thereof, shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette, pursuant to the said Acts; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of Durham.

Arthur Helps.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the third and fourth years of Her Majesty, chapter one hundred and thirteen; of the Act of the sixth and seventh years of Her Majesty, chapter thirty-seven; of the Act of the nineteenth and twentieth years of Her Majesty, chapter one hundred and four; and of the Act of the twenty-third and twenty-fourth years of Her Majesty, chapter one hundred and twenty-four, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a scheme, bearing date the twenty-ninth

day of February, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words and figures following; that is to say:

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the third and fourth years of your Majesty, chapter one hundred and thirteen; of the Act of the sixth and seventh years of your Majesty, chapter thirty-seven; of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter one hundred and four; and of the Act of the twenty-third and twenty-fourth years of your Majesty, chapter one hundred and twenty-four, have prepared, and now humbly lay before your Majesty in Council, the following scheme for constituting a separate district for spiritual purposes out of the parish of Saint Andrew, Auckland, in the county of Durham, and in the diocese of Durham.

"Whereas it has been made to appear to us that it would promote the interests of religion that the particular part of the said parish of Saint Andrew, Auckland, which is hereinafter mentioned and described (such part not at present containing within its limits any consecrated church or chapel in use for the purposes of divine worship), should be constituted a separate district in the manner hereinafter set forth.

"And whereas certain hereditaments and premises, situate within the said parish of Saint Andrew, Auckland, have become vested in us under the provisions of and for the purposes of the herein mentioned Acts, or of some of them, and we have, in respect of such hereditaments and premises, agreed to make and pay out of the common fund created by the firstly herein-mentioned Act, to the minister of the district hereinafter recommended to be constituted, when he shall have been duly licensed in accordance with the provisions of the secondly herein-mentioned Act, and to his successors, a grant of two hundred pounds per annum, and also so soon as a church shall have been erected within and for such district, and shall have been approved by us, and shall have been consecrated as the church of such district, and such district shall have thereupon become a new parish within the meaning of the secondly herein-mentioned Act, to make and pay such further grant from the said fund as will suffice to raise the income of the incumbent of such new parish to three hundred pounds per annum.

"And whereas such grants as aforesaid will be made by an instrument or instruments to be executed by us under our common seal, in accordance with the provisions of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of your Majesty, chapter one hundred and eleven.

"Now, therefore, with the consent of the Right Reverend Charles, Bishop of the said diocese of Durham (in testimony whereof he has signed and sealed this scheme), we humbly recommend and propose that all that part of the said parish of Saint Andrew, Auckland, which is mentioned and described in the schedule hereunder written, and which is delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, shall, upon and from the day of the date of the publication in the London Gazette of any Order of your Majesty in Council ratifying this scheme, become and be constituted a separate district for spiritual purposes, and that the same shall be named 'The District of Saint Peter, Auckland.'

"And we further recommend and propose that nothing herein contained shall prevent us from recommending and proposing any other measures relating to the matters aforesaid, or any of them,

in accordance with the provisions of the said Acts, or of either of them, or of any other Act of Parliament."

The SCHEDULE to which the foregoing Scheme has reference.

"The District of Saint Peter, Auckland, being:—

"All that part of the parish of Saint Andrew, Auckland, in the county of Durham, and in the diocese of Durham, which includes a portion of the southern side of the town of Bishop Auckland, and which is comprised within, and is bounded by, an imaginary line commencing at a point in the centre of the level crossing by which the line of the Stockton and Darlington Railway crosses South Church-lane; and extending thence for a distance of thirty chains, or thereabouts, first northward then north-westward and then westward along the middle of the said lane to its junction with Newgate-street; and extending thence northward along the middle of the last-named street for a distance of thirteen chains, or thereabouts, to its junction with Tenter's-street; and extending thence westward for a distance of thirteen chains, or thereabouts, along the middle of the last-named street to its junction with Gibbon-street; and extending thence southward for a distance of three chains, or thereabouts, along the middle of the last-named street to its intersection by Edward-street; and extending thence westward for a distance of eight chains, or thereabouts, along the middle of the last-named street to its junction with Etherley-lane; and extending thence south-westward for a distance of nine chains, or thereabouts, along the middle of the last-named lane to its junction with Princes-street, otherwise called or known as Fairless-street; and extending thence eastward for a distance of six chains, or thereabouts, along the middle of the last-named street to a point opposite to a boundary-stone inscribed 'A. St. P. D., 1872, No. 1,' and placed on the southern side of the same street at or near to its junction with a certain occupation road leading to the close numbered 288 upon the map of the Ordnance Survey of the parishes of Saint Andrew, Auckland, and of Whitworth, published in the year one thousand eight hundred and fifty-seven, and upon the map hereunto annexed; and extending thence southward for a distance of five chains, or thereabouts, along the middle of the said occupation-road to its southern end at the north-western corner of the close numbered 288 as aforesaid; and extending thence, first south-westward and then southward, to and along the middle of the fence which divides the close numbered 288 as aforesaid from the closes numbered respectively 282, 283, and 287 upon the said maps, to the junction of the same fence with the fence dividing the close numbered 341 upon the said maps from the closes numbered respectively 287 as aforesaid, and 72, upon the same maps; and extending thence, first westward and then southward, along the middle of the last-described fence to its junction with the fence dividing the close numbered 340 upon the said maps from the closes numbered respectively 72 as aforesaid, 71, and 339 upon the same maps; and extending thence, first westward and then southward, along the middle of the last-described fence to a boundary-stone inscribed 'A. St. P. D., 1872, No. 2,' and placed at the southern end of the same fence on the northern side of the line of the Stockton and Darlington Railway aforesaid; and continuing thence still southward to and then

eastward for a distance of twenty-nine chains, or thereabouts, along the middle of the same line of railway (thereby passing through the Bishop Auckland Railway Station) to the first-named point in the centre of the level-crossing by which the same line of railway crosses South Church-lane as aforesaid, at which point the said imaginary line commenced."

And whereas a draft of the said scheme has, in accordance with the provisions of the hereinbefore secondly-mentioned Act, been transmitted to the patron and to the incumbent of the cure out of which it is intended that the district recommended in such scheme to be constituted shall be taken, and such patron and incumbent have respectively signified their assent to the said scheme.

And whereas the said scheme has been approved by Her Majesty in Council: now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said scheme, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette pursuant to the said Acts; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of Durham.

Arthur Helps.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the thirty-second and thirty-third years of Her Majesty, chapter ninety-four, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a scheme or representation, bearing date the twenty-ninth day of February, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words and figures following; that is to say:

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England acting under the provisions of the Act of the thirty-second and thirty-third years of your Majesty, chapter ninety-four, have prepared and now humbly lay before your Majesty in Council the following scheme or representation for altering the boundaries of the new parish of Saint James, Bradford, and of the new parish of Saint John, Bradford, both which new parishes were some time part of the parish of Saint Peter, Bradford, in the county of York, and in the diocese of Ripon.

"Whereas by the authority of an instrument bearing date the seventeenth day of October, in the year one thousand eight hundred and forty-two, a part of the said parish of Saint Peter, Bradford, was assigned as a particular district to the church of Saint James, situate within the limits of the same parish.

"And whereas by the authority of an Order of your Majesty in Council bearing date the twenty-ninth day of March, in the year one thousand eight hundred and fifty-four, and published in the London Gazette upon the thirty-first day of the same month, a part of the said parish of Saint Peter, Bradford, was assigned as a district chapelry to the church of Saint John, situate within the limits of the said parish, and was named 'The District Chapelry of Saint John, Bradford.'

"And whereas both the said particular district of Saint James, Bradford, and the said district chapelry of Saint John, Bradford, have, under the provisions of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter one hundred and four, become new parishes of the character contemplated by that Act and by the Act of the sixth and seventh years of your Majesty, chapter thirty-seven, and by the said above-mentioned Act of the thirty-second and thirty-third years of your Majesty, chapter ninety-four.

"And whereas by the authority of another Order of your Majesty in Council, bearing date the thirty-first day of July, in the year one thousand eight hundred and fifty-eight, and published in the London Gazette on the seventh day of September in the same year, the boundaries of the said new parish of Saint John, Bradford, were altered by way of extension.

"And whereas it has been represented to us and it appears to us to be expedient that the boundaries of the said new parish of Saint John, Bradford, should be further altered by way of extension, and also that the boundaries of the said new parish of Saint James, Bradford, should likewise be altered by way of extension, so that they shall each include a further portion of the said parish of Saint Peter, Bradford.

"Now, therefore, with the consent of the Right Reverend Robert, Bishop of the said diocese of Ripon (in testimony whereof he has signed and sealed this scheme or representation), we, the said Ecclesiastical Commissioners, humbly represent, recommend, and propose that, from and after the day of the date of the publication in the London Gazette of any Order of your Majesty in Council ratifying this scheme or representation, all that part of the said parish of Saint Peter, Bradford, which is described in the first schedule hereunder written, and is delineated and set forth upon the map or plan hereunto appended, and numbered I, and which is thereon coloured pink, shall be dis severed from such parish, and shall be annexed to and shall become and be, and form part of, and be deemed to be within the limits of the said new parish of Saint James, Bradford, and that from the same day and date all that other part of the said parish of Saint Peter, Bradford, which is described in the second schedule hereunder written, and is delineated and set forth upon the map or plan hereunto appended, numbered II, and which is thereon coloured pink, shall be dis severed from such parish, and shall be annexed to and shall become and be and form part of and be deemed to be within the limits of the said new parish of Saint John, Bradford.

"And we further represent, recommend, and propose, that nothing herein contained shall prevent us from representing, recommending, or proposing any other measures relating to the matters aforesaid, or any of them, in accordance with the provisions of the hereinbefore mentioned Acts, or of either of them or of any other Act of Parliament.

The SCHEDULES to which the foregoing Scheme or Representation has reference.

FIRST SCHEDULE.

"The territory proposed to be annexed to the new parish of Saint James, Bradford, in the county of York, and in the diocese of Ripon, being:—

"All that part of the parish of Saint Peter, Bradford, in the said county and diocese, wherein the present incumbent of such parish now possesses the exclusive cure of souls, which is bounded on the south by the new parish of Saint Stephen, Bowling, in the county and diocese aforesaid; on

the west, partly by the new parish of All Saints, Horton, in the said county and diocese, partly by the new parish of Saint James, Bradford aforesaid, and partly by the new parish of Saint John, Bradford, in the same county and diocese; and on the remaining sides, that is to say, on the north and on the east, by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the said new parish of Saint John, Bradford, from the parish of Saint Peter, Bradford, aforesaid, at the point where Crowther-street is joined by Sterling-street, and extending thence eastward along the middle of the last-named street to its junction with Manchester-road, and extending thence south-eastward, and in a direct line, across the last-named road to its junction with Clifford-street, and extending thence north-eastward along the middle of the last-named street to a point at the junction of the same street with Britannia-street, upon the boundary which divides the said parish of Saint Peter, Bradford, from the new parish of Saint Luke, Bradford, in the county and diocese aforesaid, and extending thence southward, for a distance of a quarter of a mile or thereabouts, along the last-described boundary to the point in the centre of the bridge which carries the line of the Bradford and Halifax branch of the Lancashire and Yorkshire Railway over Mill-lane, where the same boundary diverges to the eastward, and continuing thence still southward, for a distance of a quarter of a mile or thereabouts, along the middle of the said branch line of railway to the boundary in the centre of the bridge which carries Ripley-street over the same branch line of railway, which said boundary divides the said parish of Saint Peter, Bradford, from the new parish of Saint Stephen, Bowling, aforesaid."

"SECOND SCHEDULE.

"The territory proposed to be annexed to the new parish of Saint John, Bradford, in the county of York, and in the diocese of Ripon, being:—

"All that part of the parish of Saint Peter, Bradford, in the said county and diocese, wherein the present incumbent of such parish now possesses the exclusive cure of souls, which is bounded on the west by the new parish of Saint John, Bradford, aforesaid; on the north, partly by the said new parish, and partly by the new parish of Saint Luke, Bradford, in the county and diocese aforesaid; on the east, by the last-named new parish; and on the remaining side, that is to say, on the south, by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the last-named new parish from the parish of Saint Peter, Bradford, aforesaid, at the point where Britannia-street is joined by Clifford-street, and extending thence south-westward along the middle of the last-named street to its junction with Manchester-road, and extending thence north-westward, and in a direct line, across the last-named road to its junction with Sterling-street, and extending thence westward along the middle of the last-named street to the boundary at the junction of the same street with Crowther-street, which divides the said parish of Saint Peter, Bradford, from the new parish of Saint John, Bradford, aforesaid."

And whereas a draft of the said scheme or representation has been transmitted to the patrons and to the incumbents of the several cures affected by the arrangements contemplated by such scheme or representation, and such patrons and incumbents have respectively signified their assent to the said scheme or representation:

And whereas the said scheme or representation has been approved by Her Majesty in Council:

now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said scheme or representation, and to order and direct that the same, and every part thereof, shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette, pursuant to the said Act; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of Ripon.

Arthur Helps.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the fifty-ninth year of His Majesty King George the Third, chapter one hundred and thirty-four; of the Act of the second and third years of Her Majesty, chapter forty-nine; and of the Act of the nineteenth and twentieth years of Her Majesty, chapter fifty-five, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a representation, bearing date the seventh day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words following; that is to say:

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the fifty-ninth year of His Majesty King George the Third, chapter one hundred and thirty-four; of the Act of the second and third years of your Majesty, chapter forty-nine; and of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter fifty-five; have prepared, and now humbly lay before your Majesty in Council, the following representation as to the assignment of a district chapelry to the consecrated church of All Saints, situate at Yeovil Marsh, in the parish of Yeovil, with the chapelry of Preston annexed, in the county of Somerset, and in the diocese of Bath and Wells.

"Whereas it appears to us to be expedient that a district chapelry should be assigned to the said church of All Saints, situate at Yeovil Marsh as aforesaid.

"Now, therefore, with the consent of the Right Honourable and Right Reverend Arthur Charles, Bishop of the said diocese of Bath and Wells (testified by his having signed and sealed this representation), we, the said Ecclesiastical Commissioners, humbly represent that it would, in our opinion, be expedient that all that part of the said parish of Yeovil, with the chapelry of Preston annexed, which is described in the schedule hereunder written, all which part, together with the boundaries thereof, is delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, should be assigned as a district chapelry to the said church of All Saints, situate at Yeovil Marsh as aforesaid, and that the same should be named 'The District Chapelry of All Saints, Yeovil Marsh.'

"And with the like consent of the said Arthur Charles, Bishop of the said diocese of Bath and Wells (testified as aforesaid), we, the said Ecclesiastical Commissioners, further represent, that it appears to us to be expedient that banns of matrimony should be published, and that marriages, baptisms, churchings, and burials should be solemnized or performed at such church, and

that the fees to be received in respect of the publication of such banns, and of the solemnization or performance of the said offices, should be paid and belong to the minister of the same church for the time being: Provided always, that nothing herein contained shall be construed as expressing any intention on the part of us, the said Commissioners, to concur in or approve the taking of any fee for the performance of the said office of baptism, or for the registration thereof.

"We, therefore, humbly pray that your Majesty will be graciously pleased to take the premises into your Royal consideration, and to make such Order with respect thereto as to your Majesty, in your Royal wisdom, shall seem meet.

The SCHEDULE to which the foregoing Representation has reference.

"The District Chapelry of All Saints, Yeovil Marsh, being :—

"All that part of the parish of Yeovil, with the chapelry of Preston thereto annexed, in the county of Somerset, and in the diocese of Bath and Wells, wherein the present Incumbent of such cure now possesses the exclusive cure of souls, which is bounded on the east and on the north-east by the parish of Mudford, on the north partly by the parish of Limington, and partly by a detached portion of the parish of Ashington, on the north-west by the parish of Chilthorne Domer, on the west by the parish of Thorn Coffin, all such lastly-mentioned parishes being situate in the county and diocese aforesaid, and on the remaining side, that is to say, on the south, by an imaginary line commencing upon the boundary which divides the said parish of Thorn Coffin from the parish of Yeovil, with the chapelry of Preston thereto annexed aforesaid, at the point at or near to Thorn Cross, in the middle of Thorn-lane, and extending thence eastward for a distance of two miles and a quarter, or thereabouts, along the middle of the said lane, and along the middle of the road or lane which leads in continuation of the said Thorn-lane, past Brims-more Tree Farm and Noble's Nap, to Mudford, part of which road or lane is called or known as Hut-lane (thereby following in part the boundary which divides the said parish of Yeovil from the chapelry of Preston aforesaid), to the boundary which divides the said parish of Yeovil, with the chapelry of Preston thereto annexed, from the parish of Mudford aforesaid."

And whereas the said representation has been approved by Her Majesty in Council: now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said representation, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette, pursuant to the said Acts; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forth-with registered by the Registrar of the said diocese of Bath and Wells.

Arthur Helps.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the sixth and seventh years of Her Majesty,

chapter thirty-seven, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a scheme, bearing date the seventh day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words following, that is to say:

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the sixth and seventh years of your Majesty, chapter thirty-seven, have prepared and now humbly lay before your Majesty in Council the following scheme for assigning the right of patronage of the district of Saint Stephen, Haggerston, in the county of Middlesex, and in the diocese of London.

"Whereas by an Order of your Majesty in Council, bearing date the thirty-first day of March, in the year one thousand eight hundred and sixty-five, and published in the London Gazette on the fourth day of April, in the same year, the district of Saint Stephen, Haggerston, was, under the Act hereinbefore mentioned, and certain other Acts in the said Order of your Majesty in Council specified, constituted out of certain cures (all of them in the county and diocese aforesaid) which in the same Order are mentioned and described, and the same district has not yet become a new parish, under the provisions of the hereinbefore mentioned Act.

"And whereas no specific assignment of the whole or any part of the right of patronage of the said district of Saint Stephen, Haggerston, or of the nomination of the minister thereof, has been made by any Order of your Majesty in Council, and such right of patronage and nomination has hitherto continued to be exercised in accordance with the directions in that behalf contained in the hereinbefore mentioned Act.

"And whereas a sum of three thousand pounds sterling, has been contributed and paid to the credit of our account at the Bank of England by Richard Foster, of Stainforth House, Upper Clapton, in the said county of Middlesex, Esquire, Charles Jacomb, of Springfield, Upper Clapton aforesaid, Esquire, and Arthur Witherby, of Dacre House, Lee, in the county of Kent, Esquire, towards providing a church for the use of the inhabitants of the said district of Saint Stephen, Haggerston; and we have, in respect of the said sum, agreed with the said Richard Foster, Charles Jacomb, and Arthur Witherby, and have undertaken that the said sum of three thousand pounds shall be disbursed and expended by us in defraying the cost of such church accordingly, the same church to be satisfactory to us, and to be approved by us in due course as by the hereinbefore mentioned Act is provided.

"And whereas the said sum of three thousand pounds sterling was so contributed and paid by the said Richard Foster, Charles Jacomb, and Arthur Witherby, as aforesaid, upon the understanding and condition that (such arrangement appearing to us to be expedient) the whole right of patronage of the said district of Saint Stephen, Haggerston, and of the new parish of Saint Stephen, Haggerston, when the said district shall have become a new parish, and the whole right of nomination and presentation of the minister of the same district, or (as the case may be) of the incumbent of the same new parish, should be assigned in the manner and to the extent herein-after recommended and proposed, to certain persons, five in number, whom the said Richard Foster, Charles Jacomb, and Arthur Witherby have, by an instrument under their hands, bearing date on or about the nineteenth day of December, one thousand eight hundred and seventy-one, nominated to us for that purpose.

"Now, therefore, we humbly recommend and

propose, that the whole right of patronage of the district (or, as the case may be, of the new parish) of Saint Stephen, Haggerston, and the whole right of nomination and presentation of the minister of the same district, or (as the case may be) of the incumbent of the same new parish, shall, without any conveyance or assurance in the law other than this scheme and any duly gazetted Order of your Majesty in Council ratifying the same, and upon and from the day of the date of the publication of such Order in the London Gazette as aforesaid, be assigned to, and be absolutely vested in, the following five persons (being the five persons so nominated to us as aforesaid), and their heirs and assigns for ever, that is to say, the Reverend John Ross, Clerk, now vicar or incumbent of the vicarage of Saint Mary, Haggerston, in the county of Middlesex aforesaid, the said Richard Foster, the said Charles Jacomb, the said Arthur Witherby, and Charles Meymott Tidey, of The Hollies, in the parish of Hackney, in the said county of Middlesex, Bachelor of Medicine, and their heirs and assigns for ever.

"And we further recommend and propose, that nothing herein contained shall prevent us from recommending and proposing any other measures relating to the matters aforesaid, or any of them, in accordance with the provisions of the herein-before mentioned Act, or of any other Act of Parliament."

And whereas the said scheme has been approved by Her Majesty in Council: now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council, is pleased hereby to ratify the said scheme, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette pursuant to the said Act; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of London.

Arthur Helps.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Ecclesiastical Commissioners for England have, in pursuance of the Act of the third and fourth years of Her Majesty, chapter one hundred and thirteen; of the Act of the sixth and seventh years of Her Majesty, chapter thirty-seven; and of the Act of the nineteenth and twentieth years of Her Majesty, chapter one hundred and four, duly prepared and laid before Her Majesty in Council a scheme, bearing date the seventh day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, in the words following, that is to say;

"We, the Ecclesiastical Commissioners for England, in pursuance of the Act of the third and fourth years of your Majesty, chapter one hundred and thirteen; of the Act of the sixth and seventh years of your Majesty, chapter thirty-seven; and of the Act of the nineteenth and twentieth years of your Majesty, chapter one hundred and four, have prepared, and now humbly lay before your Majesty in Council, the following scheme for constituting a separate district for spiritual purposes out of the parish of Great Malvern, in the county of Worcester, and in the diocese of Worcester.

"Whereas it has been made to appear to us that it would promote the interests of religion that the particular part of the said parish of Great Malvern, hereinafter mentioned and described (such part not at present containing within its limits any consecrated church or chapel in use for the purposes of divine worship), should be constituted a separate district in manner hereinafter recommended and proposed.

"And whereas a sum of two thousand three hundred and seventy pounds, four and a quarter pounds per centum debenture stock of the Great Western Railway Company has been transferred into our name in the books of the same company, to be held in trust by us as and for a permanent endowment for the Incumbent for the time being of the said district hereinafter recommended to be constituted, and upon the understanding that the amount of the annual interest and dividends to accrue due on account of the said sum of stock shall be receivable by the said Incumbent for the time being when he shall have been duly licensed, and upon the further understanding that we should pay out of the common fund created by the firstly-herin-named Act to the said Incumbent for the time being of the said district hereinafter recommended to be constituted, when such Incumbent shall have been duly licensed as before mentioned, the annual sum of fifty pounds, and upon the further understanding and condition that (such arrangement appearing to us to be expedient) the whole right of patronage of the said district and of the nomination of the Incumbent thereof, should be assigned in the manner hereinafter mentioned.

"And whereas we have agreed and undertaken to make such grant of fifty pounds per annum as aforesaid, by an instrument to be executed by us under our common seal, in accordance with the provisions of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of your Majesty, chapter one hundred and eleven.

"Now, therefore, with the consent of the Right Reverend Henry, Bishop of the said diocese of Worcester (in testimony whereof he has signed and sealed this scheme), we, the said Ecclesiastical Commissioners, humbly recommend and propose, that all that part of the said parish of Great Malvern which is described in the schedule hereunder written, all which part, together with the boundaries thereof, is delineated and set forth on the map or plan hereunto annexed, shall, upon and from the day of the date of the publication in the London Gazette, of any Order of Your Majesty in Council ratifying this scheme, become and be constituted a separate district for spiritual purposes, and that the same shall be named 'The District of Christ Church, Great Malvern.'

"And we further recommend and propose, that the right of patronage of the said district so recommended to be constituted, and of the nomination of the Incumbent thereof, shall, for the first turn of presentation, and for the first turn only, without any assurance in the law other than this scheme and any duly gazetted Order of Your Majesty in Council ratifying the same, and upon and from the day of the date of the publication of such Order in the London Gazette as aforesaid, be assigned to, and become absolutely vested in, and shall and may be exercised by the Reverend George Fisk, the vicar or incumbent of the vicarage of the said parish of Great Malvern, or other the vicar or incumbent for the time being of the said vicarage as such vicar or incumbent, and that the whole remaining right of patronage of the said district, and of the nomination of the incumbent thereof other than such first turn of presentation as aforesaid, shall in like manner, and from the

same date, be assigned to, and become absolutely vested in, and shall and may from time to time be exercised by the said Henry, Bishop of the said diocese of Worcester, and by his successors, bishops of the same diocese for ever.

"And we further recommend and propose, that nothing herein contained shall prevent us from recommending and proposing any other measures relating to the matters aforesaid, or to any of them, in accordance with the provisions of the said Acts or of either of them, or of any other Act of Parliament.

The SCHEDULE to which the foregoing Scheme has reference.

"The district of Christ Church, Great Malvern, being :

"All that part of the parish of Great Malvern, in the county of Worcester, and in the diocese of Worcester, wherein the present incumbent of such parish now possesses the exclusive cure of souls, which is bounded on the north, partly by the new parish of the Holy Trinity, Great Malvern, and partly by the parish of Madresfield, both in the county and diocese aforesaid, on the east by the consolidated chapelry of Saint Mary, Guarlford, in the said county and diocese, on the south by the parish of Hanley Castle, in the same county and diocese, and on the remaining side, that is to say, on the west, by an imaginary line, commencing at the point where the boundary which divides the last-named parish from the parish of Great Malvern aforesaid, crosses the line of the Worcester and Hereford Branch of the Great Western Railway ; and extending thence, northward, for a distance of nearly one mile along the middle of the said line of railway, to a point at the southern end of the bridge which carries the same line of railway over Mill-lane ; and extending thence, south-eastward, for a distance of three chains or thereabouts, to and along the southern side of the said lane, to a point opposite to the south-western end of the wall forming the south-eastern boundary of the buildings and premises called or known as the Great Malvern Mill-lane National Schools ; and extending thence, north-eastward, across Mill-lane aforesaid, to and along the said wall, to its junction with the wall forming the northern boundary of the said buildings and premises ; and extending thence, westward, along the last-described wall, to its junction with the wall forming the western boundary of the same buildings and premises ; and extending thence, southward, along the last-described wall, to its southern end, on the northern side of Mill-lane aforesaid ; and continuing thence, still southward, and in a direct line, to a point in the middle of the said lane ; and extending thence, north-westward, for a distance of four and a-half chains, or thereabouts, along the middle of the same lane (thereby passing under the bridge which carries the said line of railway over Mill-lane as aforesaid), to the junction of the same lane with Tibberton-road ; and extending thence, northward, along the middle of the last-named road, to its junction with the road leading from Barnard's Green to Great Malvern ; and extending thence, westward, for a distance of five chains, or thereabouts, along the middle of the last-described road, to its junction with Albert-road ; and extending thence, northward, for a distance of sixteen chains, or thereabouts, along the middle of the last-named road, to its junction with a certain occupation road leading from the said Albert-road towards the line of railway aforesaid ; and extending thence, north-eastward, for a distance of seventeen and a half chains, or thereabouts, along the middle

of the last-described road, to its north-eastern end, on the western side of the said line of railway ; and continuing thence, still north-eastward, and in a direct line, to a point in the middle of the same line of railway ; and extending thence, northward, for a distance of twelve chains, or thereabouts, along the middle of the same line of railway, to the boundary which divides the said parish of Great Malvern from the new parish of the Holy Trinity, Great Malvern aforesaid."

And whereas a draft of the said scheme has, in accordance with the provisions of the hereinbefore secondly-mentioned Act, been transmitted to the patron and to the incumbent of the said parish of Great Malvern, out of which it is intended that the district recommended in such scheme to be constituted shall be taken, and such patron and incumbent have respectively signified their assent to the said scheme.

And whereas the said scheme has been approved by Her Majesty in Council : now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her said Council is pleased hereby to ratify the said scheme, and to order and direct that the same and every part thereof shall be effectual in law immediately from and after the time when this Order shall have been duly published in the London Gazette pursuant to the said Acts ; and Her Majesty, by and with the like advice, is pleased hereby to direct that this Order be forthwith registered by the Registrar of the said diocese of Worcester.

Arthur Helps.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the Right Honourable Henry Austin Bruce, one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, after giving to the Incumbents and the Churchwardens of the parishes hereinafter mentioned, ten days' previous notice of his intention to make such representation, has, under the provisions of an Act passed in the session of Parliament held in the sixteenth and seventeenth years of Her Majesty's reign, intituled "An Act to amend the laws concerning the burial of the dead in England beyond the limits of the Metropolis, and to amend the Act concerning the burial of the dead in the Metropolis," made a representation stating that, for the protection of the public health, no new burial ground should be opened in the undermentioned parishes, without the previous consent of one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, and that burials should be discontinued therein, with the following modifications, viz. :—

HORNSEY.—From and after the thirty-first of December, one thousand eight hundred and seventy-two, in the churchyard of Hornsey, in the county of Middlesex, in ground previously buried in, except in then existing family vaults and graves.

LLANGOLLEN.—Forthwith wholly in the Church of Llangollen, in the county of Denbigh ; and in the old churchyard, except in now existing vaults, each coffin buried in which shall be embedded in charcoal, and be separately entombed in an air-tight manner.

BOLTON-PERCY, YORKS.—Forthwith wholly in the Parish Church, and in the old churchyard of Bolton-Percy.

SHERBORNE, GLOUCESTERSHIRE.—Forthwith wholly in the church of the parish of Sherborne, in the county of Gloucester, and in the old churchyard of the said parish, except in the now existing vault and walled graves.

WALTON-ON-THE-HILL.—Forthwith in the Necropolis Cemetery, in the parish of Walton-on-the-Hill, in the county of Lancaster, except in graves in which every coffin buried shall be separately entombed by stonework or brickwork properly cemented, or by concrete not less than six inches in thickness; that no earthen grave that has been buried in shall be re-opened, unless it be a private family grave, in which case the soil within a foot above the previously buried coffin shall be left undisturbed; and that no grave shall be opened less than four feet deep.

EPSOM.—Forthwith in the churchyard of the parish of Epsom, except in now completely walled graves and vaults, every coffin buried in which shall be separately entombed, i.e., enclosed in stonework or brickwork properly cemented, or in concrete not less than four inches thick.

CIRENCESTER.—Forthwith wholly in the parish church, and in the chapels, of Cirencester; and that they be discontinued forthwith also in the parish churchyard, and in the burial-grounds of the Unitarian and Baptist chapels, Codrington-street, and in the Watermoor or Dissenters' Cemetery, with the following exceptions, namely:—except in vaults and walled graves existing on the first of February, one thousand eight hundred and seventy-two, to be used only for the burial of members of the families of those already buried therein, every coffin to be separately entombed, and be placed not less than half a yard beneath the level of the ground; and except also in such portions of the eastern end of the parish churchyard, and in such parts of the Dissenters' Cemetery as are not within fifteen feet of any house or road, and have not been previously buried in, for the burial of those whose near relatives have been buried in the parish churchyard, or in the Dissenters' Cemetery.

ECCLESHALL.—Forthwith wholly in the parish church of Eccleshall, in the county of Stafford.

WALTON-ON-THE-HILL.—Forthwith in the St. Mary's Cemetery, in the parish of Walton-on-the-Hill, in the county of Lancaster, except in graves in which every coffin buried shall be separately entombed by stonework or brickwork properly cemented, or by concrete not less than six inches in thickness: that no earthen grave that has been buried in, in that part of the said cemetery which is north of a line drawn from a point seventy yards south of the east end of the northern wall to another point fifty yards south of the west end of the northern wall, shall be re-opened, unless it be a private family grave, in which case the soil within a foot above the previously buried coffin shall be left undisturbed: and that no grave shall be opened less than four feet deep.

Now, therefore, Her Majesty in Council is pleased hereby to give notice of such representation, and to order that the same be taken into consideration by a Committee of the Lords of Her Majesty's Most Honourable Privy Council on the thirtieth day of April next,

And Her Majesty is further pleased to direct that this Order be forthwith published in the London Gazette; and that copies thereof be affixed on the doors of the churches or chapels of, or on some conspicuous places within, the parishes affected by such representation, one month before the said thirtieth day of April.

Arthur Helps.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Crowle, appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the third of January, one thousand eight hundred and seventy-two, numbered 77.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased; by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXVII.

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT,
1870.

Crowle.

BYE-LAWS OF THE CROWLE SCHOOL BOARD.

Interpretation of Terms.

1. The term "Education Department" means the Lords of the Committee of the Privy Council on Education.

The term "Her Majesty's Inspectors" means the Inspectors of Schools appointed by Her Majesty on the recommendation of the Education Department.

The term "School Board," or "Board," means the School Board of the district comprising the parish of Crowle.

The term "School," or "Public Elementary School," means a Public Elementary School as defined by the said Act, and includes a free school, but not an Industrial School.

The term "School Managers" means a body of managers appointed by the Board, pursuant to the 15th section of the said Act.

The term "Parent" includes guardian and every person who is able to maintain or has the actual custody of any child, but does not include the mother of a child when the father is living, and is residing within the district.

Requiring Parents to cause Children to attend School.

2. Subject to the provisions of the Elementary Education Act, 1870, and of these Bye-laws, the parent of every child not less than five

years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the district of the said parish, shall cause such child to attend school in the said parish.

Determining Time during which Children shall attend School. (See Section 7, Sub-section 2.)

3. The time during which every child shall attend school shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children of similar age, provided that nothing herein contained shall prevent the withdrawal by the parent of any child during the time or times in which any religious observance is practised, or instruction in religious subjects is given, and that no child shall be required :—

- a. To attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.
- b. To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast or Thanksgiving, or on Saturday after twelve o'clock at noon.

Section 76.

- c. To attend school on any day fixed for the inspection of the school, and the examination of the scholars therein, in respect of religious subjects.

Provided also that any requirement herein contained shall not be held or construed to apply to any child employed in labour and receiving instruction in conformity with the provisions of the Factory Acts, or of the Workshop Regulation Act, 1867.

Proviso for Total or Partial Exemption from Attendance if Child has reached a certain Standard.

4. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between ten and thirteen years of age has reached the fifth standard of education mentioned in the New Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any such child who has been so certified to have reached the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than fifteen hours in any one week.

Defining Reasonable Excuse for Non-Attendance.

5. A child shall not be required to attend school :—

- a. If such child be under efficient instruction in some other manner.
- b. If such child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
- c. If there be no Public Elementary School which the child can attend within three miles, measured according to the nearest road from the residence of such child.
- d. If such child shall have reached the age of ten years, and if the Board shall be satisfied that such child is engaged in some useful employment.

Providing for Remission or Payment of School Fees in case of Poverty.

6. If the parent of any child satisfies the School Board that the reason that his or her child does not attend school is, that he or she is unable from

poverty to pay the school fees of such child, the School Board, in the case of a school provided by the Board, will remit the whole or such part of the fees as in the opinion of the Board the parent is unable to pay, for a renewable period to be fixed by the Board, not exceeding six calendar months, provided that the amount of fees to be remitted shall not exceed the following scale :—

For any child under eight years of age, 3d. per week.

For any child exceeding eight years of age, and under ten, 4d. per week.

For any child exceeding ten years of age, 6d. per week.

Providing that no Proceeding be taken until after Fourteen Days from Service.

7. No proceeding against any parent for breach of these Bye-laws, or any of them, shall be taken until after the expiration of fourteen days from the service of notice, nor until such parent has had an opportunity of attending a meeting of the Board, or of a Committee thereof, or of the managers of a school, to state his or her reasons for not complying with the said notice.

Penalty for Breach of Bye-laws.

8. Any person committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall be subject to a penalty not exceeding two shillings and sixpence, provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week, shall be deemed one offence, and that no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such a sum as with the costs will amount to five shillings for each offence.

Date on which Bye-laws shall come into Operation.

9. These Bye-laws shall take effect from and after the day on which the same shall be sanctioned by Order in Council.

[SCHEDULE.]

Form of Notice.

NOTICE TO ATTEND SCHOOL.

To Mr.

TAKE Notice, that you are required, within fourteen days from the service hereof, to cause your child [A.B.], who is now between five and thirteen years of age, to attend and continue to attend an Elementary School.

Dated this day of A.D. 187 .

[C.D.],

Clerk to the School Board.

Offices of the School Board.

The officer serving this notice will explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give any information relating thereto, or to the school which your child may attend.

The officer will not disclose the fact of your having been served with this notice, or any information relating thereto, to any person other than a member of the Board, or a school manager, or the principal teacher of a school.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, or of a Committee thereof, or of

school managers appointed by the Board, to be held in the _____, on _____ the _____ day of _____ 187____, between _____ and _____ o'clock in the _____; and before any proceedings are taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement or excuse you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

Approved and passed by the
School Board at the
Monthly Meeting, held 3rd
January, 1872.



(Signed) *Cornelius Maw*, Chairman.
Thos. Turner Pearson, Clerk.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of *Eston*, appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the fourteenth of December, one thousand eight hundred and seventy-one, numbered 78.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXVIII.

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT, 1870.

Township of Eston.

BYE-LAWS OF THE ESTON SCHOOL BOARD.

Recital of 74th Section of Education Act, authorising School Boards to make Bye-laws as to Attendance at School.

WHEREAS, by the 74th section of the Elementary Education Act, 1870, it is enacted that every School Board may, from time to time, with the approval of the Education Department, make Bye-laws for all or any of the following purposes:—

1. Requiring the parents of children of such an age, not less than five years nor more than thirteen years, as may be fixed by the Bye-laws, to cause such children (unless there is some reasonable excuse) to attend school.
2. Determining the time during which children are so to attend school, provided that no such Bye-law shall prevent the withdrawal of any child from any religious observance or instruction in religious subjects, or shall require any child to attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his parents belong, or shall be contrary to anything contained in

any Act for regulating the education of children employed in labour.

3. Providing for the remission or payment of the whole or any part of the fees of any child where the parent satisfies the School Board that he is unable from poverty to pay the same.
4. Imposing penalties for the breach of any Bye-laws.
5. Revoking or altering any Bye-laws previously made.

Provided that any Bye-law under this section requiring a child between ten and thirteen years of age to attend school, shall provide for the total or partial exemption of such child from the obligation to attend school if one of Her Majesty's Inspectors certifies that such child has reached a standard of education specified in such Bye-law.

Reasonable Excuses for Non-attendance.

And by the said 74th section it is further enacted, that any of the following reasons shall be a reasonable excuse, namely:—

1. That the child is under efficient instruction in some other manner.
2. That the child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
3. That there is no Public Elementary School open which the child can attend, within such distance, not exceeding three miles, measured according to the nearest road from the residence of such child, as the Bye-laws may prescribe.

Penalties for Breach of Bye-laws.

And by the said 74th section it is further enacted, that any proceeding to enforce any Bye-law may be taken, and any penalty for the breach of any Bye-law may be recovered in a summary manner; but no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such amount as, with the costs, will amount to five shillings for each offence, and such Bye-laws shall not come into operation until they have been sanctioned by Her Majesty in Council.

Recital of Section 17, providing for Payment of School Fees to School Board, and for Remission of Fees in case of Poverty.

And whereas, by the 17th section of the said Act, it is enacted, that every child attending a school provided by any School Board, shall pay such weekly fee as may be prescribed by the School Board, with the consent of the Education Department; but the School Board may, from time to time, for a renewable period not exceeding six months, remit the whole or any part of such fee in the case of any child when they are of opinion that the parent of such child is unable from poverty to pay the same, but such remission shall not be deemed to be parochial relief given to such parent.

Recital of Section 25, authorising School Board to pay School Fees in case of Poverty.

And whereas, by the 25th section of the said Act, it is enacted, that the School Board may, if they think fit, from time to time, for a renewable period not exceeding six months, pay the whole or any part of the school fees payable at any Public Elementary School by any child resident in their district, whose parent is, in their opinion, unable from poverty to pay the same; but no such payment shall be made or refused on condition of the child attending any Public Elementary School other

than such as may be selected by the parent; and such payment shall not be deemed to be parochial relief given to such parent.

Recital of Section 26, authorising the Establishment of Free Schools in special cases.

And whereas, by the 26th section of the said Act, it is enacted, that if a School Board satisfy the Education Department that, on the ground of the poverty of the inhabitants of any place in their district, it is expedient for the interests of education to provide a school at which no fees shall be required from the scholars, the Board may, subject to such rules and conditions as the Education Department may prescribe, provide such school, and may admit scholars to such school without requiring any fee.

Recital of Section 36, authorising School Board to appoint Officers to enforce Attendance at School.

And whereas, by the 36th section of the said Act, it is enacted, that every School Board may, if they think fit, appoint an officer or officers to enforce any Bye-laws under this Act with reference to the attendance of children at school, and to bring children who are liable under the Industrial Schools Act, 1866, to be sent to a certified Industrial School, before two Justices, in order to their being so sent, and any expenses incurred under this section may be paid out of the school fund.

Recital of Election of School Board.

And whereas, in pursuance of a requisition sent by the Education Department to the Clerk of the Guardians of the Guisbrough Union, in the North Riding of the county of York, a School Board for the township of Eston was duly elected on the 19th day of April, 1871.

Now, at a meeting of the School Board of the said township of Eston, held at the British School, in the said township of Eston, on Monday, 6th day of November, 1871, at which meeting a quorum of the members of such Board are present, the said Board do hereby, in pursuance of the aforesaid powers, and subject to the approval of the Education Department, make and ordain the following Bye-laws:—

Interpretation of Terms.

1. The term "Education Department" means the Lords of the Committee of the Privy Council on Education.

The term "Her Majesty's Inspectors" means the Inspectors of Schools appointed by Her Majesty on the recommendation of the Education Department.

The term "Township of Eston," or "Township," means the district in the Guisbrough Union of the township of Eston, for which a separate poor rate is or can be made.

The term "School Board," or "Board," means the School Board of the district comprising the township of Eston.

The term "School," or "Public Elementary School," means a Public Elementary School as defined by the said Act, and includes a free school but not an Industrial School.

The term "School Managers" means a body of Managers appointed by the Board, pursuant to the 15th section of the said Act.

The term "Officer" means an officer appointed by the Board, pursuant to the 36th section of the said Act.

The term "Parent" includes guardian, and every person who is liable to maintain or has the actual custody of any child, but does not include the mother of a child when the father is living, and is residing within the township.

Requiring Parents to cause Children to attend School.

2. Subject to the provisions of the Elementary Education Act, 1870, and of these Bye-laws, the parent of every child not less than five years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the district of the said township, shall cause such child to attend school.

Determining Time during which Children shall attend School.

3. The time during which every child shall attend school, shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children, provided that nothing contained in these Bye-laws shall prevent the withdrawal of any child from any religious observance or instruction in religious subjects, and provided that no child shall be required—

See Sec. 7, Sub. Sec. 1.

- a. To attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.
- b. To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast or Thanksgiving, or on Saturday after twelve o'clock at noon.

Sec. 76.

- c. To attend school on any day fixed for the inspection of the school, or the examination of the scholars therein, in respect of religious subjects.

Provided also, that any requirement herein contained shall not be held or construed to apply to any child employed in labour, and receiving instruction in conformity with the provisions of the Factory Acts, or of the Workshop Regulation Act, 1867.

Proviso for Total or Partial Exemption from Attendance if Child has reached certain Standard.

4. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between ten and thirteen years of age has reached the fifth standard of education mentioned in the Revised Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school, and any such child who has been so certified to have reached the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than fifteen hours in any one week.

Defining Reasonable Excuse for Non-attendance.

5. A child shall not be required to attend school:—

- a. If such child is under efficient instruction in some other manner.
- b. If such child has been prevented from attending school by sickness, or any unavoidable cause.
- c. If there is no Public Elementary School which such child can attend within a mile, measured according to the nearest road from the residence of such child.

Providing for Remission or Payment of School Fees in case of Poverty.

6. If the parent of any child satisfies the School Board that the reason that his or her child does not attend school, is that he or she is unable from poverty to pay the school fees of such child, the School Board, in the case of a school provided by the Board, will remit, and, in the case of any other school, will pay, the whole or such part of the fees as, in the opinion of the Board, the parent is unable to pay, for a renewable period to be fixed by the Board, not exceeding six calendar months, provided that the amount of fees to be remitted or paid shall not exceed either the ordinary payment at the school selected by the parent or the following scale:—

For any child under eight years of age, 3d. per week.

For any child exceeding eight years of age and under ten, 4d. per week.

For any child exceeding ten years of age, 6d. per week.

Requiring Notice to Parent to cause Child to attend School.

7. An officer may visit the parent of any child who, according to his information and belief, is not attending school, or under efficient instruction, and may then, or at a subsequent time, serve upon such parent a notice in the form or to the effect prescribed in the Schedule to these Bye-laws; and unless the parent objects, the officer shall read over and explain such notice, and the consequences of neglecting to comply therewith, to the parent at the time of service.

Requiring Particulars of Notices to be recorded.

8. The particulars of each notice served upon parents shall be recorded by the officer serving the same in a book to be provided by the Board, which shall be laid before the Board at each ordinary meeting.

Prohibiting Officers from disclosing Information.

9. An officer shall not disclose the fact of service of any such notice, or any information relating thereto, to any person not a member or officer of the Board, or a manager or principal teacher of a school.

Providing that no Proceeding be taken until after Fourteen Days from Service.

10. No proceeding against any parent for breach of these Bye-laws, or any of them, shall be taken until after the expiration of fourteen days from the service of the notice prescribed by Bye-law No. 7, nor until such parent has had an opportunity of attending a meeting of the Board, or of a committee thereof, or of the managers of a school, to state his or her reasons for not complying with the said notice.

Penalty for Breach of Bye-laws.

11. Any person committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall be subject to a penalty not exceeding two shillings and sixpence, provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week shall be deemed one offence, and that no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such a sum as, with the costs, will amount to five shillings for each offence.

Date on which Bye-laws shall come into Operation.

12. These Bye-laws shall take effect from and

after the day on which the same shall be sanctioned by Order in Council.

Sealed with the Corporate
Common Seal of the School
Board of the township of
Eston, this 14th day of
December, A.D. 1871.



Edward Williams, Chairman.

Sealed in the presence of
Ralph Hall Oughton, Clerk.

[SCHEDULE.]

FORM OF NOTICE.

Township of Eston.

NOTICE TO ATTEND SCHOOL.

To Mr.

TAKE Notice, that you are required, within fourteen days from the service hereof, to cause your child [A.B.] who is now between five and thirteen years of age, to attend and continue to attend an Elementary School.

Dated this day of , A.D. 187 .

[C.D.,]

Clerk to the School Board.

*Offices of the School Board,
Eston.*

The officer serving this notice will explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give you any information relating thereto, or to the schools which your child may attend.

The officer will not disclose the fact of your having been served with this notice, nor any information relating thereto, to any person other than a member of the Board, or a school manager, or the principal teacher of a school.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, or of a Committee thereof, or of school managers appointed by the Board, to be held in the on the day of 187 , at o'clock in the ; and, before any proceedings are taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

Standards of Examination referred to in the preceding Bye-laws.

(Revised Code of Regulations, 1871. Sec. 28).

STANDARD I.

Reading—One of the narratives next in order after monosyllables in an elementary reading book used in the school.

Writing—Copy in manuscript character a line of print, and write from dictation a few common words.

Arithmetic—Simple addition and subtraction of numbers of not more than four figures, and the multiplication table to multiplication by six.

STANDARD II.

Reading—A short paragraph from an elementary reading book.

Writing—A sentence from the same book slowly read once, and then dictated in single words.

Arithmetic—The multiplication table, and any simple rule as far as division.

STANDARD III.

Reading—A short paragraph from a more advanced reading book.

Writing—A sentence slowly dictated once, by a few words at a time, from the same book.

Arithmetic—Compound rules (money).

STANDARD IV.

Reading—A few lines of poetry or prose.

Writing—A sentence slowly dictated once, by a few words at a time, from a reading book used in the first class of the school.

Arithmetic—Compound rules (common weights and measures*).

STANDARD V.

Reading—A short ordinary paragraph in a newspaper, or other modern narrative.

Writing—Another short ordinary paragraph in a newspaper, or other modern narrative, slowly dictated once by a few words at a time.

Arithmetic—Practice or bills of parcels.

STANDARD VI.

Reading—To read with fluency and expression.

Writing—A short theme or letter, or an easy paraphrase.

Arithmetic—Proportion and vulgar or decimal fractions.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT.

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Stafford, appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the sixteenth of November, one thousand eight hundred and seventy-one, numbered 79.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXIX.

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT, 1870.

Borough of Stafford.

BYE-LAWS OF THE STAFFORD SCHOOL BOARD.

WHEREAS, in pursuance of a requisition sent by the Education Department to the Mayor of

* The "weights and measures" taught in Public Elementary Schools should be only such as are really useful:—such as Avoirdupois Weight, Long Measure, Liquid Measure, Time Table, Square and Cubical Measures, and any measure which is connected with the industrial occupations of district. In all schools the children in standard five and six should know the principles of the Metric System, and be able to explain the advantages to be gained from uniformity in the method of forming multiples and submultiples of the unit.

the borough of Stafford, in the county of Stafford, a School Board for the district of the said borough was duly elected on the 20th day of March, 1871.

Now, at a meeting of the School Board of the said borough of Stafford, duly convened and held at the Guildhall, in the Market-place, in the said borough, this 16th day of November, 1871, at which meeting a quorum of the members of such Board are present, the same Board do hereby, in pursuance of the aforesaid powers, and subject to the approval of the Education Department, make the following Bye-laws, to come into effect forthwith, after the same shall receive the sanction of Her Majesty in Council:—

Interpretation.

1. In these Bye-laws—

The term "Education Department" means The Lords of the Committee of the Privy Council on Education.

The term "Her Majesty's Inspectors" means the Inspectors of Schools appointed by Her Majesty on the recommendation of the Education Department.

The term "Borough of Stafford," or "Borough," means the municipal borough of Stafford, as enlarged and extended by the Act for the Regulation of Municipal Corporations in England and Wales, and includes any future enlargement or extension of such municipal borough.

Terms importing males include females.

The term "School Board," or "Board," means the School Board of the district comprising the borough of Stafford.

The term "Stafford School District," or "School District," means the school district to which the School Board belongs.

The term "School," or "Public Elementary School," means a Public Elementary School as defined by the said Act, situate within the Stafford School District.

The term "Managers" includes all persons who have the management of any Public Elementary School.

The term "Parent" includes a guardian, and every person who is liable to maintain or has the actual custody of any child, but does not include the mother of a child when the father is living, and is residing within the Stafford School District.

The term "Child" means a child residing within the Stafford School District.

Attendance.

2. Subject as hereinafter mentioned, the parent of every child of not less than five years nor more than thirteen years of age shall cause such child to attend a Public Elementary School, unless there be a reasonable excuse for non-attendance. Any of the following reasons shall be deemed to be a reasonable excuse:—

1. That the child is under efficient instruction in some other manner.
2. That the child has been prevented from attending school by sickness or an unavoidable cause, or a cause that to the School Board shall seem to be sufficient.
3. That there is no Public Elementary School open which the child can attend within one mile, measured according to the nearest road from the residence of such child.

Proviso.

4. That the child is subject, for the time being, to the provisions of a statute or statutes for regulating the education of children in certain employments.

Any child of the age of ten years who has been certified by one of Her Majesty's Inspectors of Schools as having passed a public examination according to the fourth standard of education of the Government Code of February, 1871, shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any child of the like age who has been in like manner certified as having passed a public examination according to the third standard of education of the same Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than one half of the meetings of the school in any one week.

Time of Attendance.

3. Except as aforesaid, the time during which every child shall attend school shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children of similar age; provided that nothing herein contained shall prevent the withdrawal of any child from any religious observance or instruction in religious subjects, or shall require any child to attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which the parent of such child belongs, or shall be deemed or construed as being contrary to anything contained in any Act for regulating the education of children employed in labour.

Penalty for Breach of Bye-laws.

4. Every parent committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall, upon conviction, be liable to a penalty not exceeding with the costs five shillings for each offence; provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week shall be deemed to be one offence, and provided that no proceedings shall be taken against any parent whose child has attended four-fifths of the meetings of the school during the four weeks next preceding the week in which the report is made.

Relief from Proceedings.

5 No proceedings shall be commenced against any parent for the recovery of a penalty imposed for breach of these Bye-laws, or any of them, unless such parent has been served with a notice in writing (either personally or by leaving the same with some person at the residence of such parent) requiring such parent within fourteen days in the case of a first notice, or three days in the case of any subsequent notice, after the service thereof, to cause the child named therein to attend and continue to attend a Public Elementary School.

Remission or Payment of Fees.

6. If any parent who has been served with a notice under these Bye-laws, requiring him to cause his child to attend school, satisfies the School Board that he is unable from poverty to pay the school fees of such child, the School Board, in the case of a school provided by the Board, will remit, and in the case of any other school, will pay, the whole or such part of the fees as, in the opinion of the Board, the parent is unable to pay, for a renewable period to be fixed by the Board, not exceeding six calendar months, provided that the amount of fees to be remitted or paid shall not exceed either the ordinary payment of the school selected by the parent, or the following scale:—

Scale of Fees.

Boys' schools, and girls', and all mixed schools,
3d. per week.

Infants' schools, and all children under six years of age, 2d. per week.

As witness the Common Seal of the School Board, and the signatures of the Chairman and Clerk of the Board, this 16th day of November, 1871.



John Morgan, Chairman of the School Board for the borough of Stafford.
Wm. Morgan, Clerk to the said Board.

FORM OF NOTICE.

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT, 1870.

Stafford School District.

To
TAKE Notice, that you are hereby required, within* days after the service hereof, to cause your child to attend and continue to attend a Public Elementary School.

Dated this day of 187 .

(Signed)

Officer of the School Board of the
Stafford School District.

The officer serving this notice will explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give you any information relating thereto, or to the schools which your child may attend.

The officer will not disclose the fact of your having been served with this notice, nor any information relating thereto, to any person other than a member of the Board or school manager, or the principal teacher of a school.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, or of a Committee thereof, or of School Managers appointed by the Board, to be held in the , on the day of , 187 , with any person who can confirm your statement, between and o'clock in the ; and before any proceedings are taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

At the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Stoke St. Michael (Somerset), appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws bearing date the second of October, one thousand eight hundred and seventy-one, numbered 80.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her

* Fourteen days in the case of a first notice, or three days in the case of any subsequent notice.

Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-Laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXX.

**THE ELEMENTARY EDUCATION ACT,
1870.**

Stoke St. Michael, Somerset.

BYE-LAWS (under the 74th Section) adopted at a Meeting of the School Board for the District of Stoke St. Michael, on Monday, 2nd October, 1871.

Election of School Board.

WHEREAS, in pursuance of a requisition sent by the Education Department to the Clerk of the Union of Shepton Mallet, in the county of Somerset, a School Board for the district of Stoke St. Michael was duly elected on the 22nd day of June, 1871.

Now, at a meeting of the School Board of the said parish of Stoke St. Michael, held at the Schoolroom, in the said parish, on Monday, the 2nd day of October, 1871, at which meeting a quorum of the members of such Board are present, the said Board do hereby, subject to the approval of the Education Department, make and ordain the following Bye-laws:—

Definition of Terms.

1. The terms "Parish," "Education Department," "Her Majesty's Inspectors," "Parent," "Elementary School," or "School," and "Public Elementary School," mean the same as defined in the sections 3 and 7 of the Elementary Education Act, 1870.

Requiring Parents to cause Children to Attend School.

2. Subject to the provisions of the Elementary Education Act, 1870, and of these Bye-laws, the parent of every child not less than five years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the district of the said parish, shall cause such child to attend an Elementary School.

Determining Time during which Children shall Attend School. See Sec. 7 (Sub-Sec. 2).

3. The time during which every child shall attend school, shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children of similar age, provided that nothing herein contained shall prevent the withdrawal by the parent of any child during the time or times in which any religious observance is practised, or instruction in religious subjects is given, and that no child shall be required—

- (a.) To attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.
- (b.) To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast or Thanksgiving, or on Saturday after twelve o'clock at noon.

Sec. 76.

- (c.) To attend school on any day fixed for the inspection of the school, and the examination of the scholars therein, in respect of religious subjects.

No. 23842.

D

Provided also that any requirement herein contained shall not be held or construed to apply to any child employed in labour, and receiving instruction in conformity with the provisions of the Factory Acts, or of the Workshop Regulation Act, 1867.

Total or Partial Exemption from Attendance if Child has reached certain Standard.

4. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between ten and thirteen years of age has reached the fifth standard of education mentioned in the Revised Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any such child who has been so certified to have reached the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than four meetings in any one week.

Reasonable Excuse for Non-attendance.

5. A child shall not be required to attend school:—

- (a.) If such child is under efficient instruction in some other manner.
- (b.) If such child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
- (c.) If there is no Public Elementary School which such child can attend, within two miles, measured according to the nearest road, from the residence of such child.

Remission or Payment of School Fees in case of Poverty.

6. If the parent of any child satisfies the School Board that the reason that his or her child does not attend school is that he or she is unable, from poverty, to pay the school fees of such child, the School Board, in the case of a school provided by the Board, will remit, and in the case of any other school will pay, the whole or such part of the fees as, in the opinion of the Board, the parent is unable to pay, for a renewable period, to be fixed by the Board, not exceeding six calendar months; provided that the amount of fees to be remitted or paid shall not exceed 2d. per week.

Notice to Parent to cause Child to attend School.

7. An officer may visit the parent of any child, who, according to his information and belief, is not attending school, or under efficient instruction, and may then, or at a subsequent time, serve upon such parent a notice in the form or to the effect prescribed in the Schedule to these Bye-laws; and, unless the parent object, the officer shall read over and explain such notice, and the consequences of neglecting to comply therewith, to the parent at the time of service.

Particulars of Notices to be recorded.

8. The particulars of each notice served upon parents shall be recorded by the officer serving the same, in a book to be provided by the Board, which shall be laid before the Board at each ordinary meeting.

Prohibiting Officers from disclosing Information.

9. An officer shall not disclose the fact of service of any such notice, or any information relating thereto, to any person not a member or officer of the Board, or principal teacher of a school.

No Proceeding to be taken until after Fourteen Days from Service.

10. No proceeding against any parent for breach of these Bye-laws, or any of them, shall be taken until after the expiration of fourteen days from the service of the notice prescribed by Bye-law (No. 7), nor until such parent has had an opportunity of attending a meeting of the Board, to state his or her reasons for not complying with the said notice.

Penalty for Breach of Bye-laws.

11. Any person committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall be subject to a penalty not exceeding two shillings and sixpence, provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week, shall be deemed one offence, and that no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such a sum as with the costs will amount to five shillings for each offence.

Date on which Bye-laws shall come into operation.

12. These Bye-laws shall take effect from and after the day on which the same shall be sanctioned by Order in Council.

Sealed with the Corporate
Common Seal of the Dis-
trict of Stoke St. Michael,
this 2nd day of October,
A.D. 1871.



*R. Strachey, Chairman.
B. Nuth, Clerk.*

[SCHEDULE.]

FORM OF NOTICE TO ATTEND SCHOOL.

To Mr.

TAKE Notice, that you are required, within fourteen days from the service hereof, to cause your child [A.B.], who is now between five and thirteen years of age, to attend and continue to attend an Elementary School.

Dated this day of A.D. 187 .

[C.D.]

Clerk to the School Board.

Stoke Farm, Oakhill, Bath.

The officer serving this notice will explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give you any information relating thereto, or to the schools which your child may attend.

The officer will not disclose the fact of your having been served with this notice, or any information relating thereto, to any person other than a member of the Board, or the principal teacher of a school.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, to be held in the
on the day of , 187 .
between and o'clock in the ;
and before any proceedings are taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT.

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Ipswich, appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the twenty-eighth of December, one thousand eight hundred and seventy-one, numbered 81.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-Laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXXI.

THE ELEMENTARY EDUCATION
ACT, 1870.

Borough of Ipswich.

BYE-LAWS OF THE IPSWICH SCHOOL BOARD.

Recital of 74th Section of Education Act, authorising School Boards to make Bye-laws as to Attendance at School.

WHEREAS, by the 74th section of the Elementary Education Act, 1870, it is enacted that every School Board may, from time to time, with the approval of the Education Department, make Bye-laws for all or any of the following purposes:—

1. Requiring the parents of children of such age, not less than five years nor more than thirteen years, as may be fixed by the Bye-laws, to cause such children (unless there is some reasonable excuse) to attend school.
2. Determining the time during which children are so to attend school, provided that no such Bye-law shall prevent the withdrawal of any child from any religious observance or instruction in religious subjects, or shall require any child to attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his parent belongs, or shall be contrary to anything contained in any Act for regulating the education of children employed in labour.
3. Providing for the remission or payment of the whole or any part of the fees of any child, where the parent satisfies the School Board that he is unable from poverty to pay the same.
4. Imposing penalties for the breach of any Bye-laws.
5. Revoking or altering any Bye-laws previously made.

Provided that any Bye law under this section requiring a child between ten and thirteen years of age to attend school, shall provide for the total or partial exemption of such child from the obligation to attend school, if one of Her Majesty's Inspectors certifies that such child has reached a standard of education specified in such Bye-law.

Reasonable Excuses for Non-attendance.

And by the said 74th section, it is further enacted, that any of the following reasons shall be a reasonable excuse, namely:—

1. That the child is under efficient instruction in some other manner.
2. That the child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
3. That there is no Public Elementary School open which the child can attend, within such distance, not exceeding three miles, measured according to the nearest road from the residence of such child, as the Bye-laws may prescribe.

Penalties for Breach of Bye-laws.

And, by the said 74th section, it is further enacted, that any proceeding to enforce any Bye-law may be taken, and any penalty for the breach of any Bye-law may be recovered, in a summary manner; but no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such amount as with the costs will amount to five shillings for each offence, and such Bye-laws shall not come into operation until they have been sanctioned by Her Majesty in Council.

Recital of Section 17, providing for Payment of School Fees to School Board, and for Remission of Fees in case of Poverty.

And whereas, by the 17th section of the said Act, it is enacted, that every child attending a school provided by any School Board, shall pay such weekly fee as may be prescribed by the School Board, with the consent of the Education Department; but the School Board may, from time to time, for a renewable period not exceeding six months, remit the whole or any part of such fee in the case of any child when they are of opinion that the parent of such child is unable from poverty to pay the same, but such remission shall not be deemed to be parochial relief given to such parent.

Recital of Section 25, authorising School Board to pay School Fees in case of Poverty.

And whereas, by the 25th section of the said Act, it is enacted that the School Board may, if they think fit, from time to time, for a renewable period not exceeding six months, pay the whole or any part of the school fees payable at any Public Elementary School by any child resident in their district, whose parent is in their opinion unable from poverty to pay the same, but no such payment shall be made or refused on condition of the child attending any Public Elementary School other than such as may be selected by the parent; and such payment shall not be deemed to be parochial relief given to such parent.

Recital of Section 26, authorising the Establishment of Free Schools in special cases.

And whereas, by the 26th section of the said Act, it is enacted that if a School Board satisfy the Education Department that, on the ground of the poverty of the inhabitants of any place in their district, it is expedient for the interests of education to provide a school at which no fees shall be required from the scholars, the Board may, subject to such rules and conditions as the Education Department may prescribe, provide such school, and may admit scholars to such school without requiring any fee.

Recital of Section 36, authorising School Board to appoint Officers to enforce Attendance at School, &c.

And whereas, by the 36th section of the said Act, it is enacted that every School Board may, if they think fit, appoint an officer or officers to enforce any Bye-laws under this Act with reference to the attendance of children at school, and to bring children who are liable under the Industrial Schools Act, 1866, to be sent to a certified Industrial School, before two Justices, in order to their being so sent, and any expenses incurred under this section may be paid out of the School Fund.

Recital of Election of School Board.

And whereas, in pursuance of a requisition sent by the Education Department to the Mayor of the borough of Ipswich, in the county of Suffolk, a School Board for the district of the said borough was duly elected on the 28th day of January, 1871.

Now, at a meeting of the School Board of the said borough of Ipswich, held at the Town Hall, in the said borough of Ipswich, on Thursday, the 21st day of December, 1871, at which meeting a quorum of the members of such Board are present, the said Board do hereby, in pursuance of the aforesaid powers, and subject to the approval of the Education Department, make and ordain the following Bye-laws:—

Interpretation Terms.

1. The term "Education Department" means "The Lords of the Committee of the Privy Council on Education."

The term "Her Majesty's Inspectors" means "The Inspectors of Schools appointed by Her Majesty on the recommendation of the Education Department."

The term "Borough of Ipswich" or "Borough," means the "The Municipal Borough of Ipswich," as enlarged and extended by the Act for the regulation of Municipal Corporations in England and Wales, and includes any future enlargement or extension of such Municipal Borough.

The term "School Board" or "Board" means the School Board of the district comprising the Borough of Ipswich.

The term "School" or "Public Elementary School," means a Public Elementary School as defined by the said Act, and includes a free school, but not an Industrial School.

The term "School Managers" means a body of managers appointed by the Board, pursuant to the 15th section of the said Act.

The term "Officer" means an officer appointed by the Board, pursuant to the 36th section of the said Act.

The term "Parent" includes guardian, and every person who is liable to maintain or has the actual custody of any child, but does not include the mother of a child, when the father is living and is residing within the borough.

Requiring Parents to cause Children to attend School.

2. Subject to the provisions of the Elementary Education Act, 1870, and of these Bye-laws, the parent of every child not less than five years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the district of the said borough, shall cause such child to attend school.

Determining Time during which Children shall attend School. (See Sec. 7.-Sub: Sec. 2.)

3. The time during which every child shall attend school shall be the whole time for which

the school shall be open for the instruction of children of a similar age, provided—

(a.) That nothing herein contained shall prevent the withdrawal by the parent of any child during the time or times in which any religious observance is practised, or instruction in religious subjects is given.

And that no child shall be required—

(b.) To attend school on any day exclusively set apart for religious observances by the religious body to which his or her parent belongs.

(c.) To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast, Thanksgiving, or Holiday, or on Saturday after twelve o'clock at noon.

Sect. 76.

Provided also that any requirement herein contained shall not be held or construed to apply to any child employed in labour and receiving instruction in conformity with the provisions of the Factory Acts, or of the Workshops Regulation Act, 1867.

Provision for Total or Partial Exemption from Attendance, if Child has reached certain Standard.

4. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between ten and thirteen years of age has reached the fifth standard of education mentioned in the New Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school, and any such child who has been so certified to have reached the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than fifteen hours in any one week.

Defining reasonable Excuse for Non-attendance.

5. A child shall not be required to attend school—

(a) If such child is under efficient instruction in some other manner.

(b) If such child is prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.

(c) If there is no Public Elementary School which such child can attend within three miles, measured according to the nearest road, from the residence of such child.

Providing for Remission of School Fees in case of Poverty.

6. If the parent of any child satisfies the School Board that the reason that his or her child does not attend school, is that he or she is unable, from poverty, to pay the school fees of such child, the School Board will remit the whole or such part of the fees as, in the opinion of the Board, the parent is unable to pay, for a renewable period to be fixed by the Board not exceeding six calendar months.

Requiring Notice to Parent to cause Child to attend School.

7. An officer may visit the parent of any child who, according to his information and belief, is not attending school or under efficient instruction, and may then, or at a subsequent time, serve upon such parent a notice in the form or to the effect prescribed in the Schedule to these Bye-laws; and unless the parent object, the officer shall read over and explain such notice, and the consequences of neglecting to comply therewith, to the parent at the time of service.

Requiring Particulars of Notices to be recorded.

8. The particulars of each notice served upon parents shall be recorded by the officer serving the same in a book to be provided by the Board, which shall be laid before the Board at each ordinary meeting.

Providing that no Proceeding be taken until after Fourteen Days from Service.

9. No proceeding against any parent for breach of these Bye-laws, or any of them, shall be taken until after the expiration of fourteen days from the service of the notice prescribed by Bye-law (No. 7), nor until such parent has had an opportunity of attending a meeting of the Board, or of a Committee thereof, or of the managers of a school, to state his or her reasons for not complying with the said notice.

Penalty for Breach of Bye-Laws.

10. Any person committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall be subject to a penalty not exceeding two shillings and sixpence: provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week shall be deemed one offence, and that no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such a sum as with the costs will amount to five shillings for each offence.

Date on which Bye-Laws shall come into operation.

11. These Bye-laws shall take effect from and after the day on which the same shall be sanctioned by Order in Council.

Sealed with the Corporate
Common Seal of the School
Board of the borough of
Ipswich, this 28th day of
December, A.D. 1871.



(Signed) *Robert Charles Ransome*, Chairman.
Fredk. A. Hammond, Clerk.

[SCHEDULE.]

FORM OF NOTICE.

NOTICE TO ATTEND SCHOOL.

To Mr.

TAKE Notice, that you are required, within fourteen days from the service hereof, to cause your child [A.B.] who is now between five and thirteen years of age, to attend and to continue to attend an elementary school.

Dated this day of A.D. 1871.

[C. D.]

Clerk to the School Board.

Office of the School Board,
27, Berners-street, Ipswich.

The officer serving this notice will explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give you any information relating thereto, or to the schools which your child may attend.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, or of a Committee thereof, or of school managers appointed by the Board, to be held in the on the day of 187 , between and o'clock in the ; and before any proceedings are taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN'S Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Castleford, appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the seventeenth of January, one thousand eight hundred and seventy-two, numbered 82.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXXII.

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT, 1870.

District of Castleford.

BYE-LAWS.

IN pursuance of the 74th section of the Elementary Education Act, 1870, the School Board for the district of Castleford, at a meeting held at the Board Room, in the Mechanics' Institute, in the town of Castleford, on Monday, the 4th day of December, 1871, at which meeting a quorum of the members of such Board being present, do hereby, in pursuance of the aforesaid powers, and subject to the approval of the Education Department, promulgate the following Bye-laws:—

Interpretation of Terms.

1. The term "parent" shall include the guardians or any person having the actual custody of, or liable to maintain any child; and such other terms as are defined by the 3rd section of the Education Act, 1870, shall have the meanings which are attached to them in the said Act.

Requiring Parents to cause Children to attend School.

2. The parent of every child not less than five years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the school district, shall cause such child to attend school, unless there be some reasonable excuse.

Reasonable Excuses.

The following shall be reasonable excuses for non-attendance:—

- (a.) That the child is under efficient instruction in some other manner.
- (b.) That the child has been prevented from attending school by sickness or any other unavoidable cause.
- (c.) That there is no Public Elementary School which such child can attend within one and a half mile, measured according to the nearest road from the residence of such child.

Determining Time during which Children shall attend School.

3. The time during which every child shall attend school shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children of similar age, provided that nothing herein contained shall prevent the withdrawal by the parent of any child during the time in which any religious observance is practised, or instruction given on religious subjects, and that no child shall be required—

- (a.) To attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.
- (b.) To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast and Thanksgiving, or on Saturday after twelve o'clock at noon.
- (c.) To attend school on any day fixed for the examination of the scholars therein in respect of religious subjects.

Provided also, that no requirement herein contained shall apply to any child employed in labour, and who is receiving instruction in conformity with the provisions of the Factory Acts, or of the Workshops Regulation Act, 1867.

Proviso for Exemption from Attendance if the Child have reached a certain Standard.

4. If one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between ten and thirteen years of age has reached the fifth standard of education mentioned in the Revised Code of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any child who has been so certified to have reached the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than fifteen hours in any one week.

Remission of School Fees in case of Poverty.

5. When the parent of any child shall satisfy the School Board he is unable, from poverty, to pay the whole or a portion of the school fees of such child in any Elementary School under the Act, within the Board district, the School Board will pay or remit the whole or such portion, as in the opinion of the Board, the parent is unable to pay, for a renewable period not exceeding six calendar months, provided that such fees, in any case, shall not exceed the following scale:—

Scale of Fees.

Boys' school, 4d. per week.
Girls' and all mixed schools, 3d. per week.
Infant schools, and all children under six years of age, 2d. per week.

Enforcing Attendance.

6. Any child not attending school, or not being under efficient instruction, the Board may cause the parent of such child to be served with a notice, to the effect prescribed in the Schedule appended to these Bye-laws, to be served by the officer appointed for such service; and who shall read over and explain such notice, if necessary, and the consequences of neglecting to comply therewith.

Penalty for Breach of Bye-laws.

7. Every person who shall commit a breach of these Bye-laws, or any or either of them, shall upon conviction, be liable to a penalty not exceeding five shillings, including costs, for each offence; provided that no proceedings shall be taken against any parent whose child has attended four-fifths of

the meetings of the school during the four weeks preceding the week in which the report was made. Penalty and proceedings to be carried out by appointed officer, subject to sanction of School Board.

No Proceedings shall be taken without Due Notice being given.

8. No proceedings shall be taken against any parent for breach of these Bye-laws, until after the expiration of fourteen days from the service of the notice referred to in Bye-law No. 6, nor until such parent has had an opportunity of attending a meeting of the Board, or of a committee thereof, to state the reason for not complying with the said notice, nor until the Board has declined to withdraw such notice.

Provision to alter Bye-laws.

9. The Board, in pursuance of the 74th section of the Elementary Education Act, may add to or alter any of the herein mentioned or subsequent Bye-laws, subject to, and with the approval of, the Education Department.

Date on which Bye-laws shall come into Operation.

10. These Bye-laws shall be considered to be in force after receiving the sanction of Her Majesty in Council.

Witness the Common Seal of the School Board for the district of Castleford, this 17th day of January, 1872.



(Signed) *John Austin, Chairman.*
W. T. M. Sylvester, Rector,
Clerk to the Board.

[SCHEDULE.]

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT,
1870.

Castleford School District.

To Mr.

TAKE Notice, that you are hereby required, within fourteen days from the service hereof, to cause your child who is now between five and thirteen years of age, to attend and continue to attend an Elementary School.

Dated this day of A.D. 187 .

(Signed)

Clerk to the School Board.

The officer serving this notice will explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give you any information relating thereto, or to the schools which your child may attend.

The officer will not disclose the fact of your having been served with this notice, or any information relating thereto, to any person other than a member of the Board, or a school manager, or the principal teacher of a school.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, or of a Committee thereof, or of school managers appointed by the Board, to be held in the , on the day of

187 , between

o'clock in the

and

any proceedings are taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT.

The QUEENS's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Gelligaer, appointed under the "Elementary Education Act, 1870," have in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the fifteenth of December, one thousand eight hundred and seventy-one, numbered 83.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXXIII.

THE ELEMENTARY EDUCATION
ACT, 1870.

Parish of Gelligaer.

BYE-LAWS OF THE GELLIGAER SCHOOL BOARD.

AT a Meeting of the School Board of the said parish of Gelligaer, held at the Board Room, Pontlloftyn, in the said parish the 15th day of December, 1871, the said Board do hereby, in pursuance of the Elementary Education Act, 1870, and subject to the approval of the Education Department, make the following Bye-laws:—

Requiring Parents to cause Children to Attend School.

1. The parent of every child, not less than five years of age nor more than thirteen years of age, residing within the said parish, shall cause such child to attend school, unless there is some reasonable excuse.

Determining Time during which Children shall Attend School.

2. The time during which every child shall attend school shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children of similar age, provided that nothing herein contained shall prevent the withdrawal by the parent of any child during the time or times in which any religious observance is practised, or instruction in religious subjects is given, and that no child shall be required—

- a. To attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.
- b. To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast or Thanksgiving, or on Saturday after twelve o'clock at noon.
- c. To attend school on any day fixed for the examination of the scholars therein in respect of religious subjects.

Provided also, that any requirement herein contained shall not be held or construed to apply to any

child employed in labour and receiving instruction in conformity with the provisions of the Factory Acts, or of the Workshop Regulation Act, 1867.

Proviso for Exemption from Attendance, if Child has reached certain Standard.

3. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child, between ten and thirteen years of age, has reached the fourth standard of education, mentioned in the Revised Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school.

Defining Reasonable Excuse for Non-attendance.

4. A child shall not be required to attend school—

- (a.) If such child is under efficient instruction in some other manner.
- (b.) If such child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
- (c.) If there is no Public Elementary School which such child can attend within two miles, measured according to the nearest road from the residence of such child.

Penalty for Breach of Bye-laws.

5. Every parent committing a breach of these Bye-laws, or of any of them, shall, upon conviction, be liable to a penalty not exceeding, with the costs, five shillings for each offence.

Sealed with the Common
Seal of the School Board of
the parish of Gelligaer, this
15th day of December,
1871.



*George Martin, Chairman.
Frank James, Clerk.*

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The **QUEEN'S** Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Saint Agnes (Cornwall), appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date one thousand eight hundred and seventy-one, numbered 84.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-Laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXXIV.

**THE ELEMENTARY EDUCATION
ACT, 1870.**

**BYE-LAWS OF THE ST. AGNES SCHOOL BOARD,
CORNWALL.**

WHEREAS by the 74th section of the Elementary

Education Act, 1870, it is enacted that every School Board may from time to time, with the approval of the Education Department, make Bye-laws for all or any of the following purposes:—

1. The term "School Board" or "Board" means the School Board of the parish of St. Agnes.

The term "School," or "Public Elementary School," means a Public Elementary School as defined by the said Act.

The term "Officer" means an officer appointed by the Board pursuant to the 36th section of the said Act.

The term "Parent" includes guardian, and every person who is liable to maintain, or has the actual custody of any child.

2. Subject to the provisions of the Elementary Education Act, 1870, and of these Bye-laws, the parent of every child not less than five years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the said district, shall cause such child to attend school within the said district.

3. The time during which every child shall attend school shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children of similar age, but no child shall be required—

- (a) To attend on Sunday, or if withdrawn by his parent on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his parent belongs.
- (b) To attend any religious observance, or any instruction in religious subjects from which he may be withdrawn by his parent.
- (c) To attend school on any day fixed for the inspection of the school and the examination of the scholars therein in respect of religious subjects.

4. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between ten and thirteen years of age has reached the fifth standard of education mentioned in the Revised Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any such child, who has been so certified to have reached the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than fifteen hours in any one week.

5. A child shall not be required to attend school—

- (a) If such child is under efficient instruction in some other manner.
- (b) If such child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
- (c) If there is no Public Elementary School which such child can attend, within two miles, measured according to the nearest road, from the residence of such child.

6. If any parent who has been served with a notice under these Bye-laws, requiring him or her to cause his or her child to attend school, satisfies the School Board that he or she is unable from poverty to pay the school fees of such child, the School Board, in the case of a school provided by the Board, will remit, and in the case of any other school will pay, the whole or such part of the fees as, in the opinion of the Board, the parent is unable to pay, for a renewable period to be fixed by the Board, not exceeding six calendar months, but the amount of fees to be so paid shall not exceed the ordinary payment which would be required for such child at the school provided by the Board.

7. An officer may visit the parent of any child, who, according to his information and belief, is not attending school, or under efficient instruction, and may then, or at a subsequent time, serve upon such parent a notice in the form or to the effect prescribed in the Schedule to these Bye-laws; and, if the parent desire it, the officer shall read over and explain such notice, and the consequences of neglecting to comply therewith, to the parent at the time of service.

8. The particulars of each notice served upon parents shall be recorded by the officer serving the same in a book to be provided by the Board, which shall be laid before the Board at each ordinary meeting.

9. No proceeding against any parent for breach of these Bye-laws, or any of them, shall be taken until after the expiration of fourteen days from the service of the notice prescribed by Bye-law No. 7, nor until such parent has had an opportunity of attending a meeting of the Board, or of a Committee thereof, to state his or her reasons for not complying with the said notice.

10. Any person committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall be subject to a penalty not exceeding two shillings and sixpence, provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week, shall be deemed one offence, and that no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such a sum as with the costs will amount to five shillings for each offence.

11. These Bye-laws shall take effect from and after the day on which the same shall be sanctioned by Her Majesty by Order in Council.

Sealed with the Corporate
Common Seal of the School
Board of the parish of
St. Agnes.



M. T. Hitchens, Chairman.

Sealed in the presence of
G. C. Hancock, Clerk.

[SCHEDULE.]

FORM OF NOTICE.

Parish of Saint Agnes.

NOTICE TO ATTEND SCHOOL.

To Mr.

Take Notice, that you are required within fourteen days from the service hereof, to cause your child who is now between five and thirteen years of age, to attend and continue to attend an Elementary School.

Dated this day of 187 .

Clerk to the School Board.

*Office of the School Board,
Churchtown, St. Agnes.*

The officer serving this notice will, if you desire it, explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give you any information relating thereto, or to the schools which your child may attend.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, or of a Committee thereof, to be held in the on the day of 187 , between and o'clock in the ; and before any proceedings are

taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

AT the Court at *Windsor*, the 19th day of *March*, 1872.

PRESENT,

The QUEEN'S Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Vaynor (Brecon), appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the twenty-second of November, one thousand eight hundred and seventy-one, numbered 85.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-Laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXXV.

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT, 1870.

At a Meeting of the School Board for the parish of Vaynor, in the county of Brecon, held at the Temperance Hall, Cefn-Coed-y-Cymmer, in the said parish of Vaynor, on the 22nd day of November, 1871, the said Board do hereby, in pursuance of the several powers vested in them by the Elementary Education Act, 1870, and of all other powers thereto enabling them, make and ordain the following Bye-laws:—

Interpretation

1. The several terms "Education Department," "Her Majesty's Inspectors," "Parent," herein-after used in these Bye-laws, shall have the same meaning and effect respectively as the same are defined by the first section of the said Elementary Education Act, 1870.

The term "School Board" shall mean the School Board elected under the provisions of the Elementary Education Act, 1870, for the parish of Vaynor aforesaid.

Attendance of Children.

2. Subject to the provisions of the Elementary Education Act, 1870, and of these Bye-laws, the parent of every child, not less than five years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the said parish of Vaynor, shall cause such child to attend school; provided always, a child shall not be so required to attend school in the following cases:—

- (a.) If such child is under efficient instruction in some other manner.
- (b.) If such child has been prevented from attending school by sickness, or any unavoidable cause.

- (a.) If there is no Public Elementary School which such child can attend within three miles, measured according to the nearest road, from the residence of such child.

Time of Attendance.

3. Every child so required to attend school shall attend school during the whole time set apart for the instruction of children of similar age at the school which he or she shall attend: provided, nevertheless, nothing herein contained shall prevent the withdrawal by the parent of any child during the time or times in which any religious observance is practised, or instruction in religious subjects is given, and that no child shall be required—

- (a.) To attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.
 (b.) To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast or Thanksgiving, or on Saturday.
 (c.) To attend school on any day fixed for the inspection of the school, and the examination of the scholars therein in respect of religious subjects.
 (d.) Or to attend school in violation of or contrary to anything contained in any Act for regulating the education of children employed in labour.

Exemption from Attendance.

4. If and when one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between the ages of ten and thirteen years has passed the sixth standard of education set out in the Revised Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any such child who has been so certified as aforesaid to have passed the fifth standard of education set out in such Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than fifteen hours a week.

Appointment of Officer.

5. The School Board may, by resolution, appoint an officer or officers to enforce any of these Bye-laws which have reference to the attendance of children at school, and to bring children who are liable under the Industrial Schools Act, 1866, to be sent to a certified Industrial School, before two Justices, in order to their being so sent, or for either object.

Service of Notice.

6. When any such officer so appointed by the School Board, shall have reason to believe that any child between the ages of five and thirteen years, residing within the School Board district, is not attending school, or under efficient instruction, such officer may visit the parent of such child, and may then, or at any subsequent time, serve upon such parent personally, a notice requiring such parent to cause such child to attend school, and such notice shall be in the form or to the effect set out in the Schedule to these Bye-laws. And in case the parent of such child do not comply with the requirements of such notice, within fourteen days after service thereof, the School Board shall be at liberty to proceed against him or her for a breach of these Bye-laws.

Remission and Payment of Fees.

7. Where the parent of any child of school age attending any school which is not a free school, or

No. 23842.

E

not attending any school, satisfies the School Board that he or she is unable, from poverty, to pay the whole or some part of the school fees of such child, the School Board, in the case of a school provided by the Board, may remit, and in the case of any other school, may pay the whole or such part of the fees, as in the opinion of the Board the parent is unable to pay, for a renewable period to be fixed by the Board, not exceeding six calendar months, provided that the amount of fees to be remitted or paid as aforesaid, shall not exceed for any child under thirteen years of age, three-pence per week.

Penalty for Breach of Bye-laws.

8. Any person committing a breach of these Bye-laws, or any or either of them, shall be subject to a penalty not exceeding two shillings and sixpence, provided that no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such a sum as with the costs will amount to five shillings for each offence.

Time of Bye-laws taking effect.

9. These Bye-laws shall take effect from and after the day on which the same shall be sanctioned by an Order of Her Majesty in Council.

The Seal of the Board was
 this 22nd day of November,
 1871, affixed to these
 Bye-laws.



Rose Mary Crawshaw, Chairman.
 John J. Jones, Clerk to the Board.

[SCHEDULE.]

NOTICE TO ATTEND SCHOOL.

To Mr.

TAKE Notice, that you are required, within fourteen days from the service hereof, to cause your child who is now between five and thirteen years of age, to attend and continue to attend school.

Dated this day of 187 .

Clerk to the School Board for the
 parish of Vaynor.

AT the Court at Windsor, the 19th day of
 March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Croydon, appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the twentieth of February, one thousand eight hundred and seventy-two, numbered 86.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy

Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-Laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXXVI.

THE ELEMENTARY EDUCATION ACT, 1870.

Parish of Croydon.

BYE-LAWS OF THE CROYDON SCHOOL BOARD.

Recital of Election of School Board.

WHEREAS, in pursuance of a requisition sent by the Education Department to the Returning Officer of the parish of Croydon, in the county of Surrey, a School Board for the district of the said parish was duly elected on the 4th day of March, 1871.

Now, at a meeting of the School Board of the said parish of Croydon, held at the Townhall, in the said parish of Croydon, on Tuesday, the 5th day of December, 1871, at which meeting a quorum of the members of such Board are present, the said Board do hereby, in pursuance of the aforesaid powers, and subject to the approval of the Education Department, make and ordain the following Bye-laws:—

PRELIMINARY.

Interpretation Terms.

The term "Education Department" means "The Lords of the Committee of the Privy Council on Education."

The term "Her Majesty's Inspectors" means "The Inspectors of Schools appointed by Her Majesty on the recommendation of the Education Department."

The terms importing Males in these Bye-laws include Females.

The term "School Board," or "Board," means "The School Board of the district comprising the parish of Croydon."

The term "School District," or "District," means the parish of Croydon.

The term "School," or "Public Elementary School," means a Public Elementary School as defined by the said Act, and includes a free school, but not an Industrial School.

The term "School Managers," means a body of Managers appointed by the Board, pursuant to the 15th section of the said Act.

The term "Officer," means an officer appointed by the Board, pursuant to the 36th section of the said Act.

The term "Parent" includes guardian, and every person who is liable to maintain, or has the actual custody of any child.

BYE-LAWS.

Requiring Parents to cause Children to attend School.

1. Subject to the provisions of the Elementary Education Act, 1870, and to these Bye-laws, the parent of every child not less than five years of age, nor more than thirteen years of age, residing within the district of the said parish, shall cause such child to attend school within the said parish.*

Determining Time during which Children shall attend School.

2. The time during which every child shall attend school shall be the whole time for which the

school shall be open for the instruction of children of similar age, provided that nothing herein contained shall prevent the withdrawal by the parent of any child during the time or times in which any religious observance is practised, or instruction in religious subjects is given, and that no child shall be required—

(a.) To attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.

(b.) To attend school on Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast or Thanksgiving, or on Saturday after twelve o'clock at noon.

Sec. 76.

(c.) To attend school on any day fixed for the inspection of the school, and the examination of the scholars therein, in respect of religious subjects.

Provided also, that any requirement herein contained shall not be held or construed to apply to any child employed in labour and receiving instruction in conformity with the provisions of the Factory Acts, or of the Workshop Regulation Act, 1867, or of any other Act or Acts that may be passed to regulate the employment and education of children engaged in labour.

Proviso for Total or Partial Exemption from Attendance if Child has reached certain Standards.

3. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between ten and thirteen years of age has reached a standard equivalent to the fifth standard of education mentioned in the New Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, such child shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any such child who has been so certified to have reached a standard equivalent to the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than fifteen hours in any one week; and in computing for the purpose of this section the time during which a child has attended any school, there shall not be included any time during which such child has attended either—

(a.) In excess of three hours at any one time, or in excess of five hours on any one day, or

(b.) On Sundays.

Defining reasonable Cause for Non-attendance.

4. A child shall not be required to attend school—

(a.) If such child is under efficient instruction in some other manner.

(b.) If such child is prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.

(c.) If there is no Public Elementary School which such child can attend within one mile, measured according to the nearest road, from the residence of such child.

Providing that no Proceedings be taken until after Fourteen Days from Service.

5. No proceeding against any parent for breach of these Bye-laws, or any of them, shall be taken until after the expiration of fourteen days from the service of the notice in the form prescribed in the Schedule to these Bye-laws, and therein marked with the letter A; nor until such parent has had an opportunity of attending a meeting of the Board, or of a Committee thereof,

* See exceptions, Bye-laws 3 and 4

or of the managers of a school, to state his or her reasons for not complying with the said notice.

Penalty for Breach of Bye-laws.

6. Any person committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall be subject to a penalty not exceeding five shillings, including costs, for each offence, provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week shall be deemed one offence.

Date on which Bye-laws shall come into Operation.

7. These Bye-laws shall take effect from and after the day on which the same shall be sanctioned by Order in Council.

Sealed with the Corporate
Common Seal of the School
Board of the parish of
Croydon, this 20th day of
February, A.D. 1872.



J. G. Hodgson, Chairman.
Barrow Rule, Clerk.

[SCHEDULE.]

FORM OF NOTICE.

(A.)

NOTICE TO ATTEND SCHOOL.

To Mr.

TAKE Notice, that you are required, within fourteen days from the service hereof, to cause your child [A.B.], who is now between five and thirteen years of age, to attend and continue to attend an Elementary School.

Dated this day of A.D. 187

[C.D.]

Clerk to the School Board.

Offices of the School Board,
Croydon.

The officer serving this notice will explain the same, and the consequences of refusing to comply therewith, and will also give you any information relating thereto, or to the schools which your child may attend.

The officer will not disclose the fact of your having been served with this notice, or any information relating thereto, to any person other than a member or officer of the Board or a school manager or the principal teacher of a school.

If you do not comply with this notice, and wish to give any reason or explanation for not doing so, you are invited to attend a meeting of the School Board, or of a Committee thereof, or of school managers appointed by the Board, to be held in the on the day of 187 , between and o'clock in the ; and before any proceedings are taken against you, full consideration will be given by the Board to any statement you may think fit to make at such meeting, or to the officer serving this notice.

AT the Court at Windsor, the 19th day of March, 1872.

PRESENT,

The QUEEN's Most Excellent Majesty in Council.

WHEREAS the School Board of Launceston, appointed under "The Elementary Education Act, 1870," have, in virtue of the powers

conferred upon them by the seventy-fourth section of that Act, with the approval of the Education Department, made certain Bye-laws, bearing date the seventeenth of January, one thousand eight hundred and seventy-two, numbered 87.

And whereas all the conditions in regard to the said Bye-laws, which are required to be fulfilled by the said Act, have been fulfilled, and the said Bye-laws have been submitted for the sanction of Her Majesty in Council: Now, therefore, Her Majesty, having taken the said Bye-laws (copy whereof is hereunto annexed) into consideration, is pleased, by and with the advice of Her Privy Council, to declare, and doth hereby declare, Her sanction of the same.

Arthur Helps.

Bye-Laws referred to in the foregoing Order.

No. LXXXVII.

THE ELEMENTARY EDUCATION
ACT, 1870.

Borough of Launceston.

BYE-LAWS OF THE LAUNCESTON SCHOOL BOARD
under the powers contained in the said Act.

AT a meeting of the School Board of the borough of Launceston, held at the Council Chamber, Launceston, on Wednesday, the 17th day of January, 1872, at which meeting a quorum of the members of such Board are present, the said Board do hereby, in pursuance of the aforesaid powers, and with the approval of the Education Department, make and ordain the following Bye-laws:—

1. The terms "Education Department" "Her Majesty's Inspectors," "Elementary School," and "Parent," shall respectively be interpreted in the same manner as provided, in respect of the same terms, by the Elementary Education Act, 1870.

2. The parent of every child, not less than five years of age and not more than twelve years of age, residing within the said borough shall cause such child to attend school.

3. The time during which every such child shall attend school, shall be the whole time for which the school attended by such child shall be open for the instruction of children of similar age, except—

a. Any day set apart for religious observance by the religious body to which his or her parent belongs.

b. On Sunday, Christmas Day, Good Friday, or any day set apart for a day of Public Fast or Thanksgiving, or a public holiday, or on Saturday after twelve o'clock at noon.

c. Nothing in this Bye-law shall prevent the withdrawal of any child from any religious observance or instruction in religious subjects, or require him or her to be present during the examination of other children on religious subjects.

4. In case one of Her Majesty's Inspectors of Schools shall certify that any child between the ages of ten and twelve years has reached the fifth standard of education mentioned in the New Code of Regulations of the Education Department, made on the 7th day of February, 1871, any such child shall be exempt from the obligation to attend School; and any such child who has been so certified to have attained the fourth standard of education mentioned in the said Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than twelve hours in one week.

And by the said 74th section, it is further enacted, that any of the following reasons shall be a reasonable excuse, namely:

1. That the child is under efficient instruction in some other manner.
2. That the child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
3. That there is no Public Elementary School open which the child can attend, within such distance (not exceeding three miles), measured according to the nearest road, from the residence of such child, as the Bye-laws may prescribe.

And by the said 74th section it is further enacted that any proceeding to enforce any Bye-law may be taken, and any penalty for the breach of any Bye-law may be recovered in a summary manner; but no penalty imposed for the breach of any Bye-law shall exceed such amount as with the costs will amount to five shillings for each offence, and such Bye-laws shall not come into operation until they have been sanctioned by Her Majesty in Council.

And whereas, by the 17th section of the said Act, it is enacted that every child attending a school provided by any School Board, shall pay such weekly fee as may be prescribed by the School Board, with the consent of the Education Department; but the School Board may, from time to time, for a renewable period not exceeding six months, remit the whole or any part of such fee in the case of any child, when they are of opinion that the parent of such child is unable from poverty to pay the same, but such remission shall not be deemed to be parochial relief given to such parent.

And whereas, by the 25th section of the said Act it is enacted that the School Board may, if they think fit, from time to time, for a renewable period not exceeding six months, pay the whole or any part of the school fees payable at any Public Elementary School by any child resident in their district, whose parent is in their opinion unable from poverty to pay the same, but no such payment shall be made or refused on condition of the child attending any Public Elementary School other than such as may be selected by the parent, and such payment shall not be deemed to be parochial relief given to such parent.

And whereas, by the 26th section of the said Act, it is enacted, that if a School Board satisfy the Education Department that, on the ground of the poverty of the inhabitants of any place in their district, it is expedient for the interests of education to provide a school at which no fees shall be required from the scholars, the Board may, subject to such rules and conditions as the Education Department may prescribe, provide such school, and may admit scholars to such school without requiring any fee.

And whereas, by the 36th section of the said Act, it is enacted that every School Board may, if they think fit, appoint an officer or officers to enforce any Bye-laws under this Act, with reference to the attendance of children at school, and to bring children who are liable under the "Industrial Schools Act, 1866," to be sent to a certified Industrial School, before two Justices, in order to their being so sent; and any expenses incurred under this section may be paid out of the School Fund.

And whereas, in pursuance of a requisition sent by the Education Department, to the Summoning Officer of the parish of Merthyr Tydfil, in the county of Glamorgan, a School Board for the

district of the said parish was duly elected on the 16th day of March, 1871.

Now, at a meeting of the School Board of the said parish of Merthyr Tydfil, duly convened and held at the Board Room of the Workhouse, in the said parish, on Friday, the 15th day of December, 1871, at which meeting a quorum of the members of such Board are present, the said Board do hereby, in pursuance of the aforesaid powers, and subject to the approval of the Education Department, make and ordain the following Bye-laws, to come into effect forthwith after the same shall receive the sanction of Her Majesty in Council.

PRELIMINARY.

Interpretation.

In these Bye-laws—

The term "Education Department," means the "Lords of the Committee of the Privy Council on Education."

The term "Her Majesty's Inspectors," means "The Inspectors of Schools appointed by Her Majesty on the recommendation of the Education Department."

The terms importing males in these Bye-laws include females.

The term "School Board," or "Board," means The School Board for the district comprising the parish of Merthyr Tydfil.

The term "Merthyr Tydfil School District," or "School District," means The School District to which the School Board belongs.

The term "School," or "Public Elementary School," means a Public Elementary School as defined by the said Act, situate within the Merthyr Tydfil School District, and includes a free school, but not an Industrial School.

The term "Managers," includes all persons who have the Management of any Public Elementary School.

The term "Officer," means An Officer appointed by the Board, pursuant to the 36th section of the said Act.

The term "Parent," includes a Guardian, and every person who is liable to maintain, or has the actual custody of any child, but does not include the mother of a child when the father is living and is residing within the Merthyr Tydfil School District.

The term "Child," means a Child residing within the Merthyr Tydfil School District.

BYE-LAWS.

Attendance.

1. Subject as hereinafter mentioned, the parent of every child of not less than five years nor more than thirteen years of age, shall cause such child to attend a Public Elementary School, unless there be a reasonable excuse for non-attendance.

Any of the following reasons shall be deemed to be a reasonable excuse:—

1. That the child is under efficient instruction in some other manner.
2. That the child has been prevented from attending school by sickness or any unavoidable cause.
3. That there is no Public Elementary School open which the child can attend within two miles, measured according to the nearest road, from the residence of such child.
4. That the child is subject, for the time being, to the provisions of a statute or statutes for regulating the education of children in certain employments.

Proviso.

Any child between ten and thirteen years of age, who has been certified by one of Her Majesty's Inspectors of Schools as having reached the fifth standard of education of the Government Code of February, 1871, shall be totally exempt from the obligation to attend school; and any such child, who has been in like manner certified as having reached the fourth standard of education of the same Code, shall be exempt from the obligation to attend school more than one half of the meetings of the school in any one week.

Time of Attendance.

2. The time during which every child shall attend school shall be the whole time for which the school shall be open for the instruction of children of similar age, provided that nothing herein contained shall prevent the withdrawal of any child from any religious observance or instruction in religious subjects, or shall require any child to attend school on any day exclusively set apart for religious observance by the religious body to which his parent belongs, or shall be deemed or construed as being contrary to anything contained in any Act for regulating the education of children employed in labour.

Penalty for Breach of Bye-laws.

3. Every parent committing a breach of these Bye-laws, or any of them, shall upon conviction, be liable to a penalty not exceeding with the costs five shillings for each offence, provided that all breaches of these Bye-laws by a parent in one and the same week shall be deemed to be one offence, and provided that no proceedings shall be taken against any parent whose child has attended four-fifths of the meetings of the school during the four weeks next preceding the week in which the report is made.

Relief from Proceedings.

4. No proceedings shall be commenced against any parent for the recovery of a penalty imposed for breach of these Bye-laws, or any of them, unless such parent has been served with a notice in writing (either personally or by leaving the same with some person at the residence of such parent) requiring such parent, within fourteen days in the case of a first notice, or three days in the case of any subsequent notice, after the service thereof, to cause the child named therein to attend and continue to attend a Public Elementary School.

Remission of Payment of Fees.

5. Where the parent of a child is, in the opinion of the School Board, unable from poverty to pay the whole or a part of the school fees payable at any Public Elementary School by such child, the Board may remit or pay for a renewable period, to be from time to time fixed by them, not exceeding six calendar months, the whole or such part of the fees so payable at a Public Elementary School as, in their opinion, the parent is unable from poverty to pay, provided that the amount of fees to be remitted or paid shall not exceed either the ordinary payment of the school selected by the parent, or the following scale:—

Boys' Schools, 4d. per week.

Girls and all Mixed Schools, 3d. per week.

Infants' Schools and all children under six years of age, 2d. per week.

No extra charge is to be made for books or other school requisites, whether for school or home use, by children who are paid for by the Board.

The above Bye-law (No. 5) to be in force for twelve calendar months only from the day that these Bye-laws shall have the seal of this Board affixed thereto.

Sealed with the Corporate
Common Seal of the Mer-
thyr Tydfil School Board,
this 8th day of March,
1872.



(Signed) Geo. T. Clark, Chairman of the Board.

*Lord Chamberlain's Office, St. James's Palace,
March 20, 1872.*

NOTICE is hereby given, that the State Apartments of Windsor Castle will be open to the public on and after Tuesday, the 26th instant.

Windsor Castle, March 19, 1872.

This day had audience of Her Majesty:—

Colonel Don Narciso Campero, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary from the Republic of Bolivia, to deliver his Credentials;

To which audience he was introduced by the Marquis of Ripon, K.G., President of Her Majesty's Privy Council, acting for Earl Granville, K.G., Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs.

Windsor Castle, March 19, 1872.

The Queen was this day pleased to confer the honour of Knighthood on John Goss, Esq., Composer for Her Majesty's Chapels Royal, and Organist of St. Paul's Cathedral.

Whitehall, March 20, 1872.

The Queen has been pleased to direct Letters Patent to be passed under the Great Seal granting the dignity of a Baronet of the United Kingdom of Great Britain and Ireland unto Field-Marshal Sir George Pollock, of the Khyber Pass, G.C.B., G.C.S.I., Constable of the Tower of London, and the heirs male of his body lawfully begotten.

Whitehall, March 20, 1872.

The Queen has been pleased to direct Letters Patent to be passed under the Great Seal of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, granting unto John von Sonnentag de Havilland, Esquire, Rouge Croix Pursuivant of Arms, the office of York Herald, vacant by the decease of Thomas William King, Esquire.

Foreign Office, March 21, 1872.

The Queen has been pleased to approve of M. Martial Chevalier as Consul-General at Quebec for the French Republic.

The Queen has also been pleased to approve of Mr. J. A. Sohr as Consul at Bombay for His Majesty the King of the Belgians.

The Queen has also been pleased to approve of Mr. Thomas T. Prentiss as Consul at Mahé, Seychelles, for the United States of America.

The Queen has also been pleased to approve of Don Juan Antonio Disdier as Vice-Consul at Cardiff for His Majesty the King of Spain.

*Education Department, Whitehall,
March 21, 1872.*

THE Lords of the Committee of the Privy Council on Education have issued orders this day for the formation of School Boards in the under-mentioned Parishes:—

Chepstow...	...	Monmouth
Hutton Cranswick	...	Yorkshire
Llanfair Dyffryn Clwyd	...	Denbigh
Scybor-y-Coed	...	Cardigan

*Education Department, Whitehall,
March 21, 1872.*

THE Lords of the Committee of the Privy Council on Education have issued orders this day to fill casual vacancies in the School Boards of Leicester and Llanrwst.

(C. 301.)

*Board of Trade, Whitehall,
March 21, 1872.*

THE Right Honourable the Lords of the Committee of Privy Council for Trade have received, from the Secretary of State for Foreign Affairs, copies of Despatches from Her Majesty's Chargé d'Affaires at Buenos Ayres, reporting the imposition by the Argentine Government of fifteen days' quarantine from the day of sailing on arrivals from Brazilian ports; from Her Majesty's Consul at Rosario, reporting the imposition of fifteen days' quarantine on arrivals from Monte Video and Brazilian ports, should they not present a clean bill of health to prove that quarantine had already been performed at Buenos Ayres; from Her Majesty's Consul at Pernambuco, reporting the continuance of Yellow Fever at that port; and from Her Majesty's Consul at Rio Grande do Sul, reporting the non-existence of the same malady within his Consular district.

(C. 302.)

*Board of Trade, Whitehall,
March 21, 1872.*

THE Right Honourable the Lords of the Committee of Privy Council for Trade have received, from the Secretary of State for Foreign Affairs, the following translations of two Circulars, addressed by the Spanish Minister of the Interior to the several Governors of the Maritime Provinces of Spain, introducing certain modifications into the Quarantine Regulations of that country:—

I.

With a view to obviate the injury done to the maritime commerce by the frequent occurrence of the decease of some one individual during the passage, the want of accuracy between the number of those who figure in the bill of health and ship's roll, and those whom the ships actually have on board, and the arrival of these ships at our ports without the first of these documents; with a view to facilitate the decision as to doubts which may arise in the minds of the special Directors of this service; and with a view to conciliate the mercantile interests with those of the public health, His Majesty has been pleased to order as follows:—

1. That notwithstanding that which is laid down in the Royal Order of the 6th of June, of 1860, ships having a clean bill of health, and which have lost some individual by death during the voyage, be admitted to free pratique provided the captains or masters satisfactorily prove that

such accident was not caused by some contagious disease.

2. That those ships which with a clean bill of health come, owing to accidental circumstances, with one person on board more or less than those comprised in the bill of health and ship's roll, be freely admitted, on its being shown by the masters of the vessels, that the difference in the number of the individuals consist in causes which do not affect the public health.

3. That on proof by the captain or master of the involuntary and inevitable absence of the bill of health, of which mention is made in the Royal Order of August 24, of 1867, no obstacles be placed in the way of the ship's free entry.

4. That the previous rules be always understood as applying to vessels coming from clean ports, arriving in good sanitary condition. And lastly, that during the necessary time spent by the ships for explaining the circumstances under which they arrived, they remain completely cut off from all communication.

By Royal Order, &c.

Madrid, March 8, 1872.

II.

Frequent complaints being received at this Ministry as to the manner in which the sanitary laws are interpreted in the sub-directions of the service, the King has been pleased to order that your Excellency should remind those who are established in your province of the Decrees of the 28th of December, of 1868, and April 16, of 1869, which regulate their organization, as well as of the exact fulfilment of the sanitary law and other dispositions in force, and that in all doubtful cases they must consult your Excellency. At the same time it is His Majesty's wish that, without the loss of a moment, your Excellency cause to be inserted in the Official Bulletin all the dispositions of a general character which may hereafter emanate from this Ministry and General Direction of the service, and those which constitute law in concrete cases, which may be brought to your Excellency's notice.

By Royal Order, &c.

Madrid, March 8, 1872.

(C. 304.)

*Board of Trade, Whitehall,
March 21, 1872.*

THE Right Honourable the Lords of the Committee of Privy Council for Trade have received, from the Secretary of State for Foreign Affairs, copies of Despatches from Her Majesty's Consul at Lisbon, reporting that the Portuguese Health Authorities have declared Salonica to be infected with Cholera Morbus since the 26th December last, the Ionian Isles to be suspected of the same malady since the 1st January last, Pernambuco to be infected with Yellow Fever since the 22nd of December last, and Maranhão to be free from that malady since the 29th of the same month.

War Office, Pall Mall,

22nd March, 1872.

3rd Regiment of Dragoon Guards, Lieutenant Daniel Alexander Grant to be Captain, vice H. M. Hozier, appointed Assistant-Controller. Dated 13th March, 1872.

4th Dragoon Guards, Henry Ernest Baskerville Walton, Gent., to be Sub-Lieutenant, vice W. E. K. Fox, whose appointment is cancelled. Dated 23rd March, 1872.

5th Dragoon Guards, Lieutenant Edward Ad-derley to be Captain, vice R. Soames, retired. Dated 9th March, 1872.

1st Dragoons, Richard William Blackwood Ker, Gent., to be Sub-Lieutenant, in succession to Lieutenant the Honourable R. G. Molyneux, retired. Dated 23rd March, 1872.

11th Hussars, The second Christian name of Brevet Lieutenant-Colonel Annesley is *Lyttelton* not *Lytleton*, as previously stated.

13th Hussars, Sub-Lieutenant Charles Stuart Wheler, from the 14th Hussars, to be Sub-Lieutenant in succession to Lieutenant J. C. Ellis, retired. Dated 23rd March, 1872.

14th Hussars, Henry Richard Lloyd Howard Gent., to be Sub-Lieutenant, vice Wheler transferred to the 13th Hussars. Dated 23rd March, 1872.

15th Hussars, Lieutenant Henry Wise Ridley Blackett to be Captain, vice G. Walker, retired. Dated 16th March, 1872.

21st Hussars. The surname of the Lieutenant-Colonel is *MacLeod*, not *M'Leod*, as previously stated.

William Edward Ker Fox, Gent., to be Sub-Lieutenant, in succession to Lieutenant J. F. D. Fordyce, appointed a Probationer for the Indian Staff Corps. Dated 23rd March, 1872.

2nd Foot, Lieutenant William Mackie to be Captain, vice G. H. Woodard, who becomes Supernumerary on being appointed Adjutant of the 40th Lancashire Rifle Volunteer Corps. Dated 8th March, 1872.

22nd Foot, Lieutenant Henry Lionel Nicholls, from 100th Foot, to be Captain, vice H. Leigh, retired. Dated 6th March, 1872.

Lieutenant Arthur Brett to be Instructor of Musketry, vice Lieutenant Tollemache, promoted. Dated 17th January, 1872.

23rd Foot, Captain James Williamson, from Supernumerary, to be Captain, vice A. S. Beaumont, retired upon temporary half-pay. Dated 16th March, 1872.

46th Foot, Major Robert Bennett, from half-pay, late Depot Battalion, to be Major, vice T. D. Forde, retired upon temporary half-pay. Dated 23rd March, 1872.

50th Foot, The third Christian name of Lieutenant-General Sir E. W. F. Walker, K.C.B., is *Forestier*, not *Forrestier*, as stated in Gazette of 15th instant.

51st Foot, Lieutenant Arthur Shaen Carter to be Captain, vice J. F. Pinhey, retired. Dated 6th March, 1872.

73rd Foot, Lieutenant William Frederick Duff Schreiber retires from the Service, receiving the value of his Commission. Dated 23rd March, 1872.

81st Foot, Thomas Henry Burton Forster, Gent., to be Sub-Lieutenant, in succession to Lieutenant Armstrong, promoted. Dated 23rd March, 1872.

83rd Foot, Lieutenant Alfred J. P. Nuthall has been appointed a Probationer for the Indian Staff Corps.

86th Foot, Major John Jerome to be Lieutenant-Colonel, vice Brevet-Colonel E. W. D. Lowe, C.B., retired upon half-pay. Dated 6th March, 1872.

Captain William Knipe to be Major, vice Jerome. Dated 6th March, 1872.

88th Foot, Major and Brevet Lieutenant-Colonel Thomas Gore retires upon half-pay. Dated 23rd March, 1872.

The promotion of Ensign Curran to bear date 30th instead of 31st October, 1871, such ante-date not to carry back pay.

93rd Foot, Lieutenant Henry Mark Atherley retires from the Service, receiving the value of an Ensigncy. Dated 23rd March, 1872.

98th Foot, Lord Henry George Russell Phipps to be Sub-Lieutenant, in succession to Lieutenant W. O'Toole, promoted. Dated 23rd March, 1872.

99th Foot, Lieutenant Forbes Lugard Story to be Captain, vice G. Ivan Thompson, retired. Dated 9th March, 1872.

103rd Foot, Charles Coningham, Gent., to be Sub-Lieutenant, in succession to Lieutenant E. G. P. Wood, retired. Dated 23rd March, 1872.

104th Foot, Lieutenant Henry J. Woodward to be Captain, vice A. Willes, retired. Dated 6th March, 1872.

Rifle Brigade, Lieutenant George Stanley Byng to be Captain, vice C. G. A. Drummond, retired. Dated 9th March, 1872.

Royal Military Academy, Lieutenant Francis Roberts, Royal Artillery, to be Lieutenant of a Company of Gentlemen Cadets, vice Lieutenant C. Greer, Royal Artillery, who has resigned that appointment. Dated 5th February, 1872.

BREVET.

Major and Brevet Lieutenant-Colonel G. Hyde Page, half-pay, late 41st Foot, late Deputy Quartermaster-General, Cape of Good Hope, having completed the qualifying service with the rank of Lieutenant-Colonel, to be Colonel, under the provisions of the Royal Warrant of 27th December, 1870. Dated 8th March, 1872.

Captain C. T. S. Nott, retired Royal Marine Light Infantry, to have the honorary rank of Major, under the provisions of the Order in Council of 22nd February, 1870. Dated 23rd March, 1872.

Captain C. F. Short, retired, Royal Marine Light Infantry, to have the honorary rank of Major, under the provisions of the Order in Council of 22nd February, 1870. Dated 23rd March, 1872.

Captain John H. Parry, retired Royal Marine Light Infantry, to have the honorary rank of Major, under the provisions of the Order in Council of 22nd February, 1870. Dated 23rd March, 1872.

Lieutenant L. P. Shawe, retired on a permanent annuity, Royal Marine Infantry, to have the honorary rank of Captain, under the provisions of the Order in Council of 22nd February, 1870. Dated 23rd March, 1872.

Staff Surgeon-Major John Rambaut, M.D., retired upon half-pay, to have the honorary rank of Deputy Inspector-General of Hospitals. Dated 23rd March, 1872.

The following promotions to take place consequent on the death, on 3rd March, 1872, of General the Honourable Thomas Ashburnham, C.B., Colonel of the 82nd Foot:—

Lieutenant-General William Hassall Eden, Colonel of the 90th Foot, to be General. Dated 4th March, 1872.

Major-General Matthew Smith, Colonel of the 76th Foot, to be Lieutenant-General. Dated 4th March, 1872.

Brevet - Colonel Lawrence Fyler, C.B., from Lieutenant-Colonel, retired full-pay, Recruiting District, to be Major-General, dated 6th March, 1868, such antedate not to carry back pay prior to 4th March, 1872.

Major Henry George Delafosse, 101st Foot, to be Lieutenant-Colonel. Dated 4th March, 1872.

Captain Francis Constantine Trent, 48th Foot, to be Major. Dated 4th March, 1872.

The following promotions to take consequent on the death, on 7th March, 1872, of Lieutenant-General Marcus John Slade, Colonel of the 50th Foot :—

Major-General Henry Bates, Colonel of the 9th Foot, to be Lieutenant-General. Dated 8th March, 1872.

Brevet-Colonel Sir James Edward Alexander, from Lieutenant-Colonel half-pay, late 14th Foot, to be Major-General. Dated 6th March, 1868, such antedate not to carry back pay prior to 8th March, 1872.

Major Robert Bethune Ingram, half-pay, late 100th Foot, to be Lieutenant-Colonel. Dated 8th March, 1872.

Captain Herbert Mark Garrett Purvis, Royal Artillery, to be Major. Dated 8th March, 1872.

The following promotions and retirements to take place in conformity with the provisions of the Royal Warrant of 27th December, 1870, and to be dated 31st October, 1871, the officers promoted to have no claim to back pay prior to 23rd March, 1872, but the officers retiring to be permitted to receive pay up to the 22nd March, 1872, inclusive :—

5th Lancers, Major William Godfrey Dunham Massy, from Supernumerary List, to be Lieutenant-Colonel, by purchase, vice Frederick Walter Carden, who retires.

Captain Martin Pierce Blake to be Major, by purchase, vice Massy.

Lieutenant Gabriel Roland Ruscombe Poole to be Captain, by purchase, vice Blake.

The promotion of Cornet Baker, on 1st of November, 1871, is cancelled.

Cornet Edward Christopher Baker to be Lieutenant, by purchase, vice Poole.

11th Foot, Lieutenant Frederick Nathaniel Callwell to be Captain, by purchase, vice John William Poole, who retires.

The promotion of Ensign Yorke, on the 1st November, 1871, is cancelled.

Ensign William Yorke to be Lieutenant, by purchase, vice Callwell.

Admiralty, 18th March, 1872.

George Stanley, Esq., has this day been promoted to the rank of Staff Commander in Her Majesty's Fleet.

Marmaduke Philip Smyth Ward, Esq., has this day been promoted to the rank of Staff Surgeon in Her Majesty's Fleet, with seniority of 6th March, 1872.

In accordance with the provisions of Her Majesty's Order in Council of the 22nd February, 1870—

Lieutenant Harry Arthur Keith Murray has been this day placed on the Retired List of his rank.

No. 23842.

F

Admiralty, 19th March, 1872.

Lieutenant Cæsar Hugh Hawkins, Flag Lieutenant to the late Rear-Admiral James H. Cockburn, Commander-in-Chief on the East India Station, has been promoted to the rank of Commander, with seniority of the 11th ultimo.

In accordance with the provisions of Her Majesty's Order in Council of the 22nd February, 1870—

Assistant Paymaster Bartholomew S. Tobin has this day been placed on the Retired List.

Admiralty, 21st March, 1872.

In accordance with the provisions of Her Majesty's Order in Council of the 22nd February, 1870, the undermentioned Officers have this day been placed on the Retired List :—

Staff Captain Edward K. Calver.

Staff Commander John Richards.

The above Officers have been authorized to assume the rank of Captain from the date of their retirement.

Commissions signed by the Lord Lieutenant of the County Palatine of Chester, and County of the City of Chester.

36th Cheshire Rifle Volunteer Corps.

William Bourne Watkins, Gent., to be Captain, vice Stubbs, deceased. Dated 6th March, 1872.

Ensign John A. F. Aspinall to be Lieutenant, vice Sutcliffe, resigned. Dated 6th March, 1872.

William Norman, Gent., to be Ensign, vice Bolton, resigned. Dated 6th March, 1872.

Henry Platt, Gent., to be Ensign, vice Aspinall, promoted. Dated 7th March, 1872.

Commissions signed by the Lord Lieutenant of the County of Cornwall.

Cornwall Rangers Militia.

Walter Warrick Vivian, Gent., to be Lieutenant. Dated 15th March, 1872.

Henry Haworth Newton Onslow, Gent., to be Lieutenant. Dated 15th March, 1872.

John Royds Dennistoun Onslow, Gent., to be Lieutenant. Dated 15th March, 1872.

Commissions signed by the Lord Lieutenant of the County of Middlesex.

2nd Middlesex Artillery Volunteer Corps.

James Turner Jay to be Second Lieutenant. Dated 16th March, 1872.

19th Middlesex Rifle Volunteer Corps.

Boleslas Henry d'Avigdor to be Ensign. Dated 16th March, 1872.

28th Middlesex Rifle Volunteer Corps.

Ensign Edmond George Knapp Piersy Lloyd to be Lieutenant. Dated 13th March, 1872.

40th Middlesex Rifle Volunteer Corps.

Captain Lewis Henry Isaacs to be Major. Dated 13th March, 1872.

Lieutenant Charles Ford to be Captain. Dated 12th March, 1872.

49th Middlesex Rifle Volunteer Corps.

Captain Edward Endymion Porter to be Major. Dated 8th March, 1872.

Louis Henry Cecil Jackson to be Ensign. Dated 8th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Elgin.

9th Elgin Rifle Volunteer Corps.

John Grant to be Ensign, vice J. F. Grant, resigned. Dated 4th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Glamorgan.

Royal Glamorgan Light Infantry Militia.

Arthur Marcus Phillips Kemeys Tynte, Gent., to be Lieutenant. Dated 6th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Southampton.

Hampshire Regiment of Artillery Militia.

Henry Jack Cumming, Gent., to be Lieutenant, vice Cowell, promoted. Dated 14th March, 1872.

Commission signed by the Governor and Captain of the Isle of Wight.

Isle of Wight Artillery Militia.

Charles Septimus Berthon, Gent., to be Supernumerary Lieutenant. Dated 9th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Kent, and of the City and County of the City of Canterbury.

10th Kent Artillery Volunteer Corps.

Clement Winstanley to be Second Lieutenant. Dated 16th March, 1872.

Commissions signed by the Lord Lieutenant of the County Palatine of Lancaster.

7th Regiment of Royal Lancashire Militia.

Cecil Bowcher Duff Michel, Gent., to be Lieutenant. Dated 12th March, 1872.

1st Lancashire Artillery Volunteer Corps.

George Arthur Holme, Gent., to be First Lieutenant. Dated 11th March, 1872.

15th Lancashire Artillery Volunteer Corps.

First Lieutenant William George Band to be Captain. Dated 11th March, 1872.

21st Lancashire Rifle Volunteer Corps.

James Carlton Eckersley, Gent., to be Ensign. Dated 9th March, 1872.

31st Lancashire Rifle Volunteer Corps.

Major Thomas Evans Lees to be Lieutenant-Colonel, vice Blackburne, deceased. Dated 12th March, 1872.

Captain Edward Browne Lees to be Major. Dated 12th March, 1872.

Lieutenant James Greaves Ireland to be Captain. Dated 12th March, 1872.

Ensign Humphrey Goodwin to be Lieutenant. Dated 12th March, 1872.

Ensign James Lees Page to be Lieutenant. Dated 12th March, 1872.

40th Lancashire Rifle Volunteer Corps.

Ensign George William Rayner Wood to be Lieutenant. Dated 12th March, 1872.

56th Lancashire Rifle Volunteer Corps.

John George Clarges Parsons, Gent., to be Lieutenant. Dated 13th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Northumberland.

3rd Northumberland Artillery Volunteer Corps.

William Henry Bainbridge to be Second Lieutenant. Dated 12th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Perth.

19th Perthshire Rifle Volunteer Corps.

William Campbell Colquhoun to be Captain, vice Williamson, resigned. Dated 19th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Renfrew.

Prince of Wales' Royal Regiment of Renfrew Militia.

John Campbell Douglas, Gent., to be Supernumerary Lieutenant. Dated 15th March, 1872.

Commissions signed by the Vice Lieutenant of the County of Surrey.

2nd Royal Surrey Militia.

Francis Toler, Gent., to be Lieutenant. Dated 18th March, 1872.

1st Surrey Artillery Volunteer Corps.

Frederick Charles Romer, Gent., to be Second Lieutenant. Dated 19th January, 1872.

5th Surrey Rifle Volunteer Corps.

Ensign James Searle, jun., to be Lieutenant, vice Paine, promoted. Dated 14th March, 1872.

19th Surrey Rifle Volunteer Corps.

Lieutenant Edward Somerville Butler to be Captain. Dated 18th March, 1872.

William Frederic Foster, jun., to be Ensign. Dated 18th March, 1872.

23rd Surrey Rifle Volunteer Corps.

Lieutenant James Watson to be Captain, vice G. H. Clark, deceased. Dated 18th March, 1872.

Commissions signed by the Lord Lieutenant of the Tower Hamlets.

1st Tower Hamlets Artillery Volunteer Corps.

John J. Ellis to be Honorary Colonel, vice Buxton, deceased. Dated 3rd February, 1872.

3rd Tower Hamlets Rifle Volunteer Corps.

Ensign James Greig to be Lieutenant, vice Rudd, promoted. Dated 5th March, 1872.

Ensign John C. Cristoffer to be Lieutenant, vice Sadleir, resigned. Dated 5th March, 1872.

Commissions signed by the Lord Lieutenant of the County of Warwick.

1st Regiment of Warwickshire Militia.

Charles Herbert Heath, Gent., to be Lieutenant, vice Gall, resigned. Dated 15th March, 1872.

1st Warwickshire Rifle Volunteer Corps.

Ensign John Charles Bloxham to be Lieutenant, vice Ratcliff, resigned. Dated 15th March, 1872.

Frank Barlow Osborn, Gent., to be Lieutenant, vice Mole, promoted. Dated 15th March, 1872.

Abraham Rooke, Gent., to be Ensign, vice Bloxham, promoted. Dated 15th March, 1872.

William Henry Wright, Gent., to be Ensign, vice Nossiter, resigned. Dated 15th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Linlithgow.

5th Linlithgowshire Rifle Volunteer Corps.

Robert A. B. Todd to be Captain, vice Birnie, resigned. Dated 18th March, 1872.

Commission signed by the Lord Lieutenant of the County of Monmouth.

Royal Monmouthshire Militia.

Vere Francis John Somerset, Gent., to be Supernumerary Lieutenant. Dated 20th March, 1872.

Commissions signed by the Lord Lieutenant of the West Riding of the County of York, and of the City of York, and County of the same or Ainsty of York.

2nd Regiment (Light Infantry) of West York Militia.

Geoffrey Garnett Tennant, Gent., to be Supernumerary Lieutenant. Dated 9th March, 1872.

4th Regiment of West York Militia.

Captain Thomas Sturges Walford to be Major, vice Hare, who retires. Dated 6th March, 1872.

Donald Macdonald Leith Hay, Gent., to be Lieutenant, vice Maude, promoted. Dated 6th March, 1872.

1st West Regiment of Yorkshire Yeomanry Cavalry.

Lieutenant Thomas William Jeffcock to be Captain, vice Lord Milton, resigned. Dated 19th February, 1872.

Lieutenant the Honourable Charles Lindley Wood to be Captain, vice Bower, resigned. Dated 24th February, 1872.

1st West Riding of Yorkshire Engineer Volunteer Corps.

First Lieutenant James William Elliott to be Captain, vice Thomas Turton, resigned. Dated 1st March, 1872.

2nd West Riding of Yorkshire Rifle Volunteer Corps.

Lieutenant Frank Mappin to be Captain, vice Fred T. Mappin, resigned. Dated 15th March, 1872.

3rd West Riding of Yorkshire Rifle Volunteer Corps.

Ensign Clayton Stanford Willicombe to be Lieutenant, vice H. Müller, promoted. Dated 11th March, 1872.

Ensign Reginald Thompson to be Lieutenant, vice Bateman, resigned. Dated 11th March, 1872.

Charles William Smith to be Ensign, vice Hertz, promoted. Dated 20th February, 1872.

Robert John Foster to be Ensign, vice Willicombe, promoted. Dated 11th March, 1872.

Gordon Mitchell to be Ensign, vice Thompson, promoted. Dated 11th March, 1872.

Robert Alexander Beattie to be Ensign. Dated 11th March, 1872.

4th West Riding of Yorkshire Rifle Volunteer Corps.

Lieutenant Charles William Holyday to be Captain, vice Wheelwright, resigned. Dated 15th March, 1872.

Ensign Reginald John Sowerby to be Lieutenant, vice Holyday, promoted. Dated 15th March, 1872.

Walter Blagborough to be Lieutenant, vice E. J. Smith, resigned. Dated 15th March, 1872.

George Staward Fennell to be Lieutenant, vice Aspinall, resigned. Dated 15th March, 1872.

George Swaine to be Ensign, vice R. J. Sowerby, promoted. Dated 15th March, 1872.

34th West Riding of Yorkshire Rifle Volunteer Corps.

Lieutenant James Edwin Eastwood to be Captain, vice Jonathan R. Bradbury, resigned. Dated 28th February, 1872.

Ensign Charles William Crowcher to be Lieutenant, vice Hanson, resigned. Dated 28th February, 1872.

Ensign Charles Eastwood to be Lieutenant, vice Buckley, resigned. Dated 28th February, 1872.

Honorary Assistant-Quartermaster John Hutchinson to be Honorary Quartermaster, vice Platt, resigned. Dated 28th February, 1872.

Gilbert Wilson to be Honorary Assistant-Quartermaster, vice Hutchinson, promoted. Dated 28th February, 1872.

37th West Riding of Yorkshire Rifle Volunteer Corps.

Godfrey Mason Richardson to be Ensign, vice Bury, promoted. Dated 8th March, 1872.

MEMORANDA.

Her Majesty has been graciously pleased to accept the resignation of the Commission held by Major and Honorary Lieutenant-Colonel Henry Master Feilden in the 1st Regiment of the Duke of Lancaster's Own Militia, and to approve of his retaining his rank and continuing to wear the uniform of the Regiment on his retirement. Dated 15th March, 1872.

Her Majesty has been graciously pleased to accept the resignation of the Commission held by Lieutenant John Bridson Callister in the Artillery Regiment of Royal Lancashire Militia. Dated 15th March, 1872.

Her Majesty has been pleased to approve of Major H. J. Hare, of the 4th West York Militia, retaining his rank and continuing to wear the uniform of the Regiment on retirement.

Her Majesty has been graciously pleased to accept the resignation of the Commission held by Captain Stovin Wing in the 6th West York Militia.

Her Majesty has been graciously pleased to accept the resignation of the Commission held by Lieutenant Charles Jackson in the North Durham Regiment of Militia. Dated 15th March, 1872.

Her Majesty has been pleased to approve of Captain W. H. Moorsom bearing the title of Captain-Commandant of the 36th Cheshire Rifle Volunteer Corps.

Her Majesty has been pleased to approve of Captain John George Williams bearing the title of Captain-Commandant of the 1st Lincolnshire Rifle Volunteer Corps.

Treasury Chambers, March 19, 1872.

Her Majesty's Secretary of State for the Home Department, with the concurrence of the Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury, hereby give notice, that the following situation is added

to Schedule A of the Order in Council, dated 4th June, 1870, respecting the qualifications of persons to be appointed to situations or employments in Her Majesty's Civil Service, viz. :—

The situation of Clerk in the Office of Prison Managers (Scotland).

March 21, 1872.

The Commissioners of Inland Revenue, with the concurrence of the Lords Commissioners of Her Majesty's Treasury, hereby give notice, that the following situation is withdrawn from Schedule A and added to Schedule B of the Order in Council of 4th June, 1870, viz. :—

The situation of Clerk to Surveyor of Taxes.

THE FAIRS ACT, 1871.

CASTLE HEDINGHAM FAIR.

IN pursuance of the above-mentioned Act, I, the Right Honourable Henry Austin Bruce, one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, hereby notify as follows :

1. By Memorial, dated the 8th day of March, 1872, a representation has been duly made to me by Lewis A. Majendie, of Hedingham Castle, in the county of Essex, Esquire, as owner of the hereinafter-mentioned fair, that a Fair has been annually held on the 25th day of July, in the parish of Castle Hedingham, in the petty sessional division of North Hinckford, in the county of Essex, and that it would be for the convenience and advantage of the public that such Fair should be abolished.

2. On the 19th day of April, 1872, I shall take the aforesaid representation into consideration, and all persons are to intimate, before that day, any objection they may desire to offer to the abolition of the said Fair.

(Signed)

H. A. Bruce.

Whitehall, March 19, 1872.

THE FAIRS ACT, 1871.

BURES ST. MARY FAIR.

WHEREAS a representation has been duly made to me, as Secretary of State for the Home Department, by the Justices sitting in Petty Sessions for the Boxford Division of Babergh, in the county of Suffolk, that a Fair has been annually held on Holy Thursday, in the parish of Bures St. Mary, in the said division of the said county, and that it would be for the convenience and advantage of the public that the said Fair should be abolished :

And whereas notice of the said representation, and of the time when I should take the same into consideration, has been duly published in pursuance of "The Fairs Act, 1871.:"

And whereas on such representation and consideration it appears to me that it would be for the convenience and advantage of the public that the said Fair should be abolished :

And whereas Osgood Hanburg, of Holfield Grange, Coggeshall, in the county of Essex, Esquire, as lord or owner of the said Fair and the tolls thereof, has consented in writing that the said Fair should be abolished :

Now therefore I, as the Secretary of State for the Home Department, in exercise of the powers vested in me by "The Fairs Act, 1871," do hereby order that the Fair which has been annually held on Holy Thursday, in the parish of Bures St. Mary, in the Boxford Division of Babergh, in the county

of Suffolk, shall be abolished as from the date of this order.

Given under my hand at Whitehall, this 18th day of March, 1872.

(Signed) H. A. Bruce.

THE FAIRS ACT, 1871.

GREAT DUNMOW FAIRS.

WHEREAS a representation has been duly made to me, as Secretary of State for the Home Department, by the Justices sitting in Petty Sessions for the division of Dunmow, in the county of Essex, that Fairs have been annually held on the 5th, 6th, and 7th days of May, and on the 7th, 8th, and 9th days of November, in the parish of Great Dunmow, in the said division of the said county, and that it would be for the convenience and advantage of the public that the said Fairs should be abolished :

And whereas notice of the said representation, and of the time when I should take the same into consideration, has been duly published in pursuance of "The Fairs Act, 1871.:"

And whereas on such representation and consideration it appears to me that it would be for the convenience and advantage of the public that the said Fairs should be abolished :

And whereas the Bailiffs and Burgesses of the borough of Dunmow, as lords or owners of the said Fairs and the tolls thereof, have consented in writing that the said Fairs should be abolished :

Now therefore I, as the Secretary of State for the Home Department, in exercise of the powers vested in me by "The Fairs Act, 1871," do hereby order that the Fairs which have been annually held on the 5th, 6th, and 7th days of May, and on the 7th 8th, and 9th days of November, in the parish of Great Dunmow, in the petty sessional division of Dunmow, in the county of Essex, shall be abolished as from the date of this order.

Given under my hand at Whitehall, this 18th day of March, 1872.

(Signed) H. A. Bruce.

THE FAIRS ACT, 1871.

WINDSOR FAIR.

WHEREAS a representation has been duly made to me, as Secretary of State for the Home Department, by the Town Council of the borough of Windsor, as owners of the hereinafter-mentioned Fair, that a Fair has been annually held in the said borough, on the 24th and 25th days of October, and that it would be for the convenience and advantage of the public that the said Fair should be abolished :

And whereas notice of the said representation, and of the time when I should take the same into consideration, has been duly published in pursuance of "The Fairs Act, 1871.:"

And whereas on such representation and consideration it appears to me that it would be for the convenience and advantage of the public that the said Fair should be abolished :

Now therefore I, as the Secretary of State for the Home Department, in exercise of the powers vested in me by "The Fairs Act, 1871," do hereby order that the Fair which has been annually held in the borough of Windsor, on the 24th and 25th days of October, shall be abolished, as from the date of this Order.

Given under my hand at Whitehall, this 18th day of March, 1872.

(Signed) H. A. Bruce.

NOTICE TO MARINERS.

(No. 20.)—WEST INDIES—NEW GRANADA.

Light at Port Savanilla.

THE Government of New Granada has given notice, that a temporary light, preparatory to the establishment of a permanent light, is now exhibited at Port Savanilla, as a guide to the anchorage.

The light is a *fixed* white light, exhibited from a white tower, visible between the bearings S.E. $\frac{3}{4}$ S. by East to N.N.E. $\frac{3}{4}$ E., elevated 58 feet above the level of the sea, and in clear weather should be seen from a distance of 10 miles.

The shoal head of the Culebra Bank, with 10 or 12 feet water on it, bears West over $1\frac{1}{2}$ miles from the lighthouse. There is from 6 to 7 fathoms water close to this shoal ground.

Approximate position, as given, lat. $11^{\circ} 0' N.$, long. $75^{\circ} 1' 50'' W.$, the presumed site is on Nisperal Point.

Note.—This light will shortly be changed to a 5th order fixed light, varied by flashes.

A white beacon, 14 feet high, has also been erected on the south-west point of Verde Island.

Directions.—Vessels, before proceeding eastward of Morro Hermoso, should bring the light to bear E. by N., and steer in on that course, and when in 5 or $4\frac{3}{4}$ fathoms, bring the light to bear E. $\frac{1}{2}$ N., and anchor in the same depth of water, muddy bottom. Hard sand bottom on the north side and gravel or shell on the south side, indicate approach of shoaler water.

The south side of the Bay of Savanilla should not be approached within $4\frac{1}{2}$ fathoms.

A rock with 18 feet water on it, has also been discovered about three quarters of a mile W. $\frac{1}{2}$ N. from Morro Hermosa, with 7 and 8 fathoms around it.

[All bearings are magnetic. Variation $4^{\circ} 50'$ Easterly in 1872.]

By command of their Lordships,

Geo. Henry Richards, Hydrographer.
Hydrographic Office, Admiralty, London,
4th March, 1872.

This notice affects the following Admiralty Charts:—West Indies, No. 392 a; Cape La Vala to Cayos Ratonos, No. 396; and Savanilla, No. 2259; Also West India Pilot, Vol. I, page 165.

NOTICE TO MARINERS.

(No. 21.)—BAY OF FUNDY—NEW BRUNSWICK.

Revolving Light on South Wolf Island.

THE Government of the Dominion of Canada has given notice, that a light is now exhibited from a lighthouse recently erected on the South Wolf Island, Bay of Fundy.

The light is a *revolving* white light attaining its greatest brilliancy *every one and a half minutes*, elevated 111 feet above the level of high water, and in clear weather should be seen from a distance of 18 miles.

The illuminating apparatus is catoptric, or by reflectors.

The lantern surmounts the keeper's dwelling, is 35 feet high, and with the dwelling, painted white. It is situated on the south-east point of the island.

Position, lat. $44^{\circ} 56' 30'' N.$, long. $66^{\circ} 44' 10'' W.$

By command of their Lordships,

Geo. Henry Richards, Hydrographer.
Hydrographic Office, Admiralty, London.
4th March, 1872.

This notice affects the following Admiralty

Charts:—Halifax to Delaware, No. 2670; Bay of Fundy, No. 352; and Quoddy Head to Cape Lepreau, No. 2013; also, Sailing Directions for Bay of Fundy, page 191.

NOTICE TO MARINERS.

(No. 22.)—JAPAN—SIMONOSEKI STRAIT.

Fixed Light on Rockuren Island.

THE Japanese Government has given notice, that a light is now exhibited from a lighthouse recently erected on Rockuren Island, western entrance to Simonoseki Strait.

The light is a *fixed* white light, visible from S.E. $\frac{3}{4}$ S. round by south and west to N. by E. $\frac{1}{4}$ E.; it is elevated 89 feet above the level of the sea, and in clear weather should be seen from a distance of 12 miles.

The illuminating apparatus is of the fourth order.

The tower, 25 feet high, is of granite. It is situated on the easternmost extreme of the island. Position, lat. $33^{\circ} 59' 15'' N.$, long. $130^{\circ} 52' 25'' E.$

The light when first seen from the northward bearing S.E. $\frac{3}{4}$ S. leads half a mile from the shallow ground north of Ai-sima.

[All bearings are magnetic. Variation 4° Westerly in 1872.]

By command of their Lordships,

Geo. Henry Richards, Hydrographer.
Hydrographic Office, Admiralty, London,
6th March, 1872.

This notice affects the following Admiralty Charts:—Nipon, Kiusiu, &c., Nos. 2347 and 358; Inland Sea, No. 2875; Hirado-no-seto to Simonoseki, No. 127; Simonoseki Strait, No. 532; and Pacific, sheet 1., No. 2459: Also, China Pilot, 4th Edition, page 480.

NOTICE TO MARINERS.

(No. 23.)—URAGUAY—RIVER PLATE ENTRANCE.

Revolving Light on Cape Santa Maria.

THE Government of Uruguay has given notice, that from the 15th day of June, 1872, a light will be exhibited from a lighthouse recently erected on Cape Santa Maria, north side of entrance of River Plate.

The light will be a *revolving* white light, attaining its greatest brilliancy *every minute*, elevated 120 feet above the level of the sea, and in clear weather should be seen from a distance of 16 miles.

Position, lat. $34^{\circ} 40' 30'' S.$, long. $54^{\circ} 9' W.$

By command of their Lordships,

Geo. Henry Richards, Hydrographer.
Hydrographic Office, Admiralty, London,
8th March, 1872.

This notice affects the following Admiralty Charts:—St. Catherine Island to Rio de la Plata, No. 2522; South Atlantic, No. 22026; also South American Pilot, Part I, page 167.

NOTICE TO MARINERS.

(No. 24.)—AFRICA—SOUTH-EAST COAST.

Sunken Rock near St. John River.

THE Harbour Master at Port Elizabeth, Cape Colony, has given notice of the existence of a sunken rock lying near St. John's River, in the usual track of vessels between Algoa Bay and Port Natal, on which the steam-vessel Bismarck struck on 29th December, 1871.

The rock (*Bismarck Rock*) lies three-quarters of a mile from the shore, has 12 feet on it, and bears east from Cape Hermes about $2\frac{1}{2}$ miles distant. There is a deep channel between it and the shore.

[All bearings are magnetic. Variation 28° Westerly in 1872.]

By command of their Lordships,
Geo. Henry Richards, Hydrographer.
Hydrographic Office, Admiralty, London,
16th March, 1872.

This notice affects the following Admiralty Charts:—Hole in the Wall to $30^{\circ} 30' S.$, No. 2088; and St. John River, No. 2566; also African Pilot for South and East Coasts, 2nd Edition, page 82.

NOTICE TO MARINERS.

(No. 25.)—SOUTH AMERICA—WEST COAST—
PATAGONIA.

Dangers between Duke of York and Cambridge Islands.

THE Pacific Steam Navigation Company has given notice, that Commander Hall, of the steam ship *Cordillera*, reports two dangers lying nearly in line between Cape St. Lucia and Cape Santiago, on the west coast of Patagonia.

1. A sunken rock on which, with a high sea running, the water broke occasionally. Approximate position, lat. $51^{\circ} 11' S.$, long. $75^{\circ} 35' W.$
2. A reef of rocks (*Cordillera Reef*), just awash, on which the sea was breaking heavily. Approximate position, lat. $50^{\circ} 58' S.$, long. $73^{\circ} 34' W.$

NOTE.—Mariners navigating this part of the West Coast of America are cautioned that the coasts and the off-lying dangers between Magellan Strait and the Gulf of Peñas have not been closely examined, and that the charts are necessarily imperfect, therefore too close an approach to this dangerous and inhospitable shore is not advisable.

UNITED STATES—CALIFORNIA.

Fog Signals at Point Arena.

The United States Government has given notice, that a steam fog whistle has been established at Point Arena lighthouse, California.

In thick or foggy weather the whistle will be sounded for *five seconds*, with an interval of *twenty-five seconds* between each blast.

By command of their Lordships,
Geo. Henry Richards, Hydrographer.
Hydrographic Office, Admiralty, London,
16th March, 1872.

This notice affects the following Admiralty Charts:—Magellan Strait to Gulf of Peñas, No. 561; Channels between Magellan Strait and Gulf of Trinidad, No. 23; Chile to South Shetland Islands, No. 2470; and Diego Bay to Cape Mendocino, No. 2530. Also, South and North America (West Coast) Lights List, No. 79; and South America Pilot, Part II, 6th Edition, page 247.

NOTICE TO MARINERS.

(No. 26.)—WEST INDIES—UNITED STATES OF
COLOMBIA.

Buoyage of Cartagena Harbour.

INFORMATION has been received that buoys have been placed at the entrance to and within the Harbour of Cartagena, in lieu of the posts which have hitherto indicated the channel.

The following system in the arrangement of the buoys has been adopted, viz.:—

The buoys on the starboard hand going in are painted *red*, and numbered with even numbers, 2, 4, 6, &c.

The buoys on the port hand going in are painted *black*, and numbered with odd numbers, 1, 3, 5, &c.

The above buoys are numbered progressively from 1 to 18, beginning at Boca Chica.

The buoys on middle, or isolated, shoals which have a channel on either side are painted *black and red*, and not numbered.

All the buoys are moored in from 4 to 5 fathoms water.

Three buoys are moored outside the Boca Chica, viz.:—Two *black* buoys, Nos. 1 and 3, on the edge of the shoal water on the north side of the entrance, and one *red* buoy, No. 2, on the south side, off Baru Island.

No. 1 *black* buoy, lies S.S.E. $\frac{1}{2}$ E. $1\frac{1}{2}$ cables from the old fort on Tierra Bomba.

No. 3 *black* buoy, lies S.E. 3 cables from the old fort.

No. 2 *red* buoy, lies S.E. $\frac{1}{2}$ S. half-a-mile from the old fort.

Ten buoys are moored in the outer harbour, viz.:—Five *black*, Nos. 5, 7, 9, 11, and 13; four *red*, Nos. 4, 6, 8, and 10; and one *black and red*.

No. 5 *black* buoy on the shoal off Fort San Fernando, and S. $\frac{1}{2}$ E. nearly a cable from the east angle of the fort.

No. 4 *red* buoy, on edge of shoal of Fort San Jose, and N.W. $\frac{3}{4}$ W. $1\frac{1}{2}$ cables from the north-west angle of Fort San Jose.

No. 6 *red* buoy, on the north point of San Jose shoal, and N. by E. $\frac{3}{4}$ E. $3\frac{1}{2}$ cables from the north-west angle of Fort San Jose.

No. 7 *black* buoy, on the south point of the Carreya bank, and E. by N. 6 cables from the east angle of San Fernando fort.

A *black and red* buoy on Carreya shoal, E. $\frac{1}{2}$ N. nearly 9 cables from the east angle of Fort San Fernando.

No. 9 *black* buoy, on Loro point shoal, and S.E. $\frac{1}{2}$ S. $3\frac{1}{2}$ cables from the church on Loro point.

No. 8 *red* buoy on the north edge of Sta. Cruz bank, and E. by N. $\frac{3}{4}$ N. $1\frac{3}{10}$ miles from the church on Loro point.

No. 11 *black* buoy, on eastern point of shoal off Mangrove cay, and E. by N. 2 cables from the cay.

No. 10 *red* buoy, on small shoal on east shore, called Bokandee shoal, is N.E. $\frac{1}{2}$ E. $1\frac{1}{10}$ miles from Mangrove cay.

No. 13 *black* buoy lies N. $\frac{1}{2}$ W. nearly half a mile from Mangrove cay.

Five buoys, viz., two *black*, Nos. 15 and 17, three *red*, Nos. 14, 16, and 18, and one *black and red* mark the entrance to the inner harbour or anchorage.

The two *black* buoys, Nos. 15 and 17, mark the edge of the shoal off the western magazine, and one *red* buoy, No. 14, marks the shoal edge off the eastern magazine; the *red and black* buoy marks the south point of the shoal inside, and the *red* buoys Nos. 16 and 18 mark the N.W. and N.E. points.

[All bearings are magnetic. Variation 6° Easterly in 1872.]

By command of their Lordships,
Geo. Henry Richards, Hydrographer.
Hydrographic Office, Admiralty, London,
18th March, 1872.

Erratum in Notice to Mariners, No. 20.—In directions for vessels proceeding eastward of

Morro Hermosa, for "should bring the light to bear E. by N." read "should bring the light to bear E. by N. $\frac{1}{2}$ N."

This notice affects the Admiralty Chart of Cartagena, No. 2434; Also, West Indian Pilot, Vol. I, page 168.

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction, consisting of one hundred pounds sterling, which has been paid to us in favour of the vicarage of Saint Martin, Lincoln, in the county of Lincoln, and in the diocese of Lincoln, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, grant and appropriate out of our common fund to the said vicarage of Saint Martin, Lincoln, to meet such benefaction, one other capital sum of one hundred pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of providing a parsonage or house of residence for the said vicarage, according to plans and a specification approved by us, such capital sum, or the balance thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage of Saint Martin, Lincoln.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, acting in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, do hereby grant and appropriate out of our common fund to the vicarage of Holmer with Huntington, in the county of Hereford, and in the diocese of Hereford, one capital sum of one hundred and fifty pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of certain additions to and improvements in the parsonage or house of residence of the said vicarage, according to plans and a specification approved by us, such capital sum, or the balance thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage of Holmer with Huntington.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction of one thousand five hundred pounds sterling, which has been paid to us in favour of the vicarage of Saint Lawrence, Birmingham, in the county of Warwick, and in the diocese of Worcester, and in respect of which we have agreed to pay to the Incumbent of the same vicarage, and to his successors, a yearly sum of fifty pounds, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, section five, grant to the Incumbent of the said vicarage of Saint Lawrence, Birmingham, and to his successors, to meet such benefaction, one other

yearly sum or stipend of fifty pounds, such yearly sum or stipend to be payable out of the common fund under our control, and to be calculated as from the day of the publication of these presents in the London Gazette, and to be receivable, in equal half-yearly portions, on the first day of May and on the first day of November in each and every year: Provided always, that if at any time lands, tithes, or other hereditaments sufficient to produce the yearly sum or stipend so payable out of our common fund, as lastly herein mentioned, or any part thereof, shall be annexed by us to the said vicarage, in substitution for such yearly sum or stipend, or for such part thereof, our liability for the payment of such yearly sum or stipend, or of such part thereof, as the case may be, shall thereupon and thereafter cease and determine.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction of seven hundred and fifty pounds sterling, which has been paid to us in favour of the benefice of Saint Paul, Werneth, in the county of Chester, and in the diocese of Chester, and in respect of which we have agreed to pay to the Incumbent of the same benefice, and to his successors, a yearly sum of twenty-five pounds, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, section five, grant to the Incumbent of the said benefice of Saint Paul, Werneth, and to his successors, to meet such benefaction, one other yearly sum or stipend of twenty-five pounds, such yearly sum or stipend to be payable out of the common fund under our control, and to be calculated as from the day of the publication of these presents in the London Gazette, and to be receivable, in equal half-yearly portions, on the first day of May, and on the first day of November, in each and every year: Provided always, that if at any time lands, tithes, or other hereditaments sufficient to produce the yearly sum or stipend so payable out of our common fund, as lastly herein mentioned, or any part thereof, shall be annexed by us to the said benefice, in substitution for such yearly sum or stipend, or for such part thereof, our liability for the payment of such yearly sum or stipend, or of such part thereof, as the case may be, shall thereupon and thereafter cease and determine.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction, consisting of one hundred pounds sterling, which has been paid to us in favour of the vicarage of Waterhead, in the county of Lancaster, and in the diocese of Manchester, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, grant and appropriate out of our common fund to the said vicarage of Waterhead, to meet such benefaction, one other capital sum of one hundred pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of improving the parsonage or house of residence of the said vicarage, according to plans and a specification approved by us, such capital sum, or the balance

thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage of Waterhead.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction of one thousand five hundred pounds sterling, which has been paid to us in favour of the vicarage of Saint Gabriel, Birmingham, in the county of Warwick, and in the diocese of Worcester, and in respect of which we have agreed to pay to the Incumbent of the same vicarage, and to his successors, a yearly sum of fifty pounds, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, section five, grant to the Incumbent of the said vicarage of Saint Gabriel, Birmingham, and to his successors, to meet such benefaction, one other yearly sum or stipend of fifty pounds, such yearly sum or stipend to be payable out of the common fund under our control, and to be calculated as from the day of the publication of these presents in the London Gazette, and to be receivable, in equal half-yearly portions, on the first day of May and on the first day of November in each and every year: Provided always, that if at any time lands, tithes, or other hereditaments sufficient to produce the yearly sum or stipend so payable out of our common fund, as lastly herein mentioned, or any part thereof, shall be annexed by us to the said vicarage, in substitution for such yearly sum or stipend, or for such part thereof, our liability for the payment of such yearly sum or stipend, or of such part thereof, as the case may be, shall thereupon and thereafter cease and determine.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction, consisting of one hundred and thirty-two pounds and ten shillings which has been paid to us in favour of the vicarage of Saint Luke, Nutford-place, (London), in the county of Middlesex, and in the diocese of London, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, grant and appropriate out of our common fund to the said vicarage of Saint Luke, Nutford-place, to meet such benefaction, one capital sum of one hundred and thirty-three pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of providing a parsonage or house of residence for the said vicarage, according to plans and a specification to be approved by us, such capital sum, or the balance thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage of Saint Luke, Nutford-place.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction of five hundred pounds sterling, which has been paid to us in favour of the benefice of Saint Martin, Low Marple, in the county of Chester, and in the diocese of Chester, and in respect of which we have agreed to pay to the Incumbent of the same benefice and to his successors, a yearly sum of sixteen pounds thirteen shillings and four pence, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, section five, grant to the Incumbent of the said benefice of Saint Martin, Low Marple, and to his successors, to meet such benefaction, one other yearly sum or stipend of sixteen pounds thirteen shillings and four pence, such yearly sum or stipend to be payable out of the common fund under our control, and to be calculated as from the day of the publication of these presents in the London Gazette, and to be receivable in equal half-yearly portions, on the first day of May and on the first day of November in each and every year: Provided always, that if at any time lands, tithes, or other hereditaments sufficient to produce the yearly sum or stipend so payable out of our common fund, as lastly herein mentioned, or any part thereof, shall be annexed by us to the said benefice, in substitution for such yearly sum or stipend, or for such part thereof, our liability for the payment of such yearly sum or stipend or of such part thereof, as the case may be, shall thereupon and thereafter cease and determine.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, in consideration of a benefaction of two hundred pounds sterling, which has been paid to us in favour of the benefice of Saint Peter, Hindley, in the county of Lancaster, and in the diocese of Chester, and in respect of which we have agreed to pay to the Incumbent of the same benefice, and to his successors, a yearly sum of six pounds thirteen shillings and four pence, do hereby, in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, section five, grant to the Incumbent of the said benefice of Saint Peter, Hindley, and to his successors, to meet such benefaction one other yearly sum or stipend of six pounds thirteen shillings and four pence, such yearly sum or stipend to be payable out of the common fund under our control, and to be calculated as from the day of the publication of these presents in the London Gazette, and to be receivable in equal half-yearly portions, on the first day of May and on the first day of November in each and every year: Provided always, that if at any time lands, tithes, or other hereditaments sufficient to produce the yearly sum or stipend, so payable out of our common fund, as lastly herein mentioned, or any part thereof, shall be annexed by us to the said benefice, in substitution for such yearly sum or stipend, or for such part thereof, our liability for the payment of such yearly sum or stipend, or of such part thereof, as the case may be, shall thereupon and thereafter cease and determine.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, acting in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, section five, do hereby, subject as hereinafter-mentioned, grant and convey to the Incumbent of the vicarage of Sandon, in the county of Hertford, and in the diocese of Rochester, and to his successors, Incumbents of the same vicarage, all those tithe commutation rent-charges which are particularly described in the first part of the schedule hereunto annexed, and are now vested in us, and also, all that piece or parcel of land and hereditaments, with the appurtenances thereunto belonging, particularly described in the second part of such schedule, to have and to hold the said tithe commutation rent-charges and piece or parcel of land and hereditaments, with the appurtenances, to the use of the said Incumbent and his successors for ever: Provided always, that the said tithe commutation rent-charges shall be and be held to be in lieu of, and in full substitution for, an annual sum or stipend of twenty pounds, heretofore payable by us the said Commissioners to the Incumbent of the said vicarage in respect of the same and other tithe commutation rent-charges and other property formerly belonging to the deanery of the Cathedral Church of Saint Paul, London, and shall also be in lieu of and in full substitution for the two annual sums or stipends of twenty-three pounds and forty-two pounds respectively, heretofore payable by us, the said Commissioners, to the Incumbent of the said vicarage, under the authority of two several Orders of Her Majesty in Council, published in the London Gazette of the thirtieth day of September, in the year one thousand eight hundred and fifty-nine, and the fifth day of September, in the year one thousand eight hundred and sixty-two, and shall further be and be held to be charged and chargeable at all times for ever hereafter in exoneration of all other property whatsoever now or formerly belonging to the said Deanery, with the liability to repair and maintain the chancel of the church of the parish of Sandon aforesaid: And provided also, that the Incumbent for the time being of the same vicarage shall be entitled to receive from us, or on our account, the net amount of the rents, profits, and proceeds of the said tithe commutation rent-charges, as from the first day of January, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, and of the said piece or parcel of land and hereditaments as from the twenty-fifth day of March, in the year one thousand eight hundred and sixty-five.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

SCHEDULE.

PART I.

EXTRACT from the Apportionment of the Rent Charge in lieu of Tithes of the parish of Sandon, in the county of Hertford.

Landowners.	Occupiers.	Numbers referring to the Plan.	Quantities.			Amount of Rent Charge payable to Appropriator.		
			A.	R.	P.	£	s.	d.
Fordham, Edward King	Himself	7	8	0	22	2	13	8
		9	29	2	36	6	16	8
		10	10	0	13	2	18	9
		19	35	1	11	7	0	4
		20	19	2	35	4	3	7
		21	12	3	30	1	1	6
		22	12	0	0	2	17	3
		392	242	0	0	52	2	5
Fordham, John	Himself	394	1	3	22	0	7	0
Fordham, Samuel	Himself	393	6	2	8	1	7	2
Hillier, Capt. George	George Pitty	388	40	1	20	5	7	8
		389	105	2	20	20	13	8
Kenrick, William	George Fordham	391	6	2	22	1	8	0
Phillips, John	George Pitty	390	29	3	36	4	14	6
						£113	11	9

PART II.

ALL that piece or parcel of land comprising four acres three roods and fifteen perches, situate in the parish of Sandon, in the county of Hertford, being part of a close known as "Park Field," numbered 51 upon the tithe map of the said parish of Sandon, which said piece or parcel of land is bounded on the north by a road which separates it from "Park Wood," on the south and east by other part of the said close known as Park Field, and on the west by the vicarage and glebe land of the said parish of Sandon, and is delineated and coloured pink upon the plan hereunto annexed.

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, acting in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, do hereby grant and appropriate out of our common fund to the vicarage of River-with-Guston, in the county of Kent, and in the diocese of Canterbury, one capital sum of one hundred and thirty-four pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of providing a new parsonage or house of residence for the said vicarage, according to plans and a specification to be approved by us, such capital sum, or the balance thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage of River-with-Guston.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, acting in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, do hereby grant to the Incumbent of the vicarage of Saint James, Hampstead-road, in the county of Middlesex, and in the diocese of London, and to his successors, Incumbents of the same vicarage, one yearly sum or stipend of one hundred pounds, such yearly sum or stipend to be payable out of the common fund under our control, and to be calculated as from the twenty-fifth day of January, in the year one thousand eight hundred and seventy-two, and to be receivable in equal half-yearly portions on the first day of May and on the first day of November in each and every year: And we do also hereby grant and appropriate, out of our said common fund, to the said vicarage, one capital sum of one thousand and five hundred pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of providing a parsonage or house of residence for the said vicarage, according to plans and a specification to be approved by us, such capital sum, or the balance thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands, at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage: Provided always, that if at any time lands, tithes, or other hereditaments sufficient to produce the said yearly sum or stipend of one hundred pounds, or any part thereof, shall be annexed by us to the said vicarage, in substitution for such yearly sum or stipend, or for such part thereof, our liability for the payment of such yearly sum or stipend, or of such part thereof, as the case may be, shall thereupon and thereafter cease and determine.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, acting in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, do hereby grant and appropriate out of our common fund, to the vicarage of Barnwood, in the county of Gloucester, and in the diocese of

Gloucester and Bristol, one capital sum of one hundred pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of providing a parsonage or house of residence for the said vicarage, according to plans and a specification to be approved by us, such capital sum, or the balance thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage of Barnwood.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

WE, the Ecclesiastical Commissioners for England, acting in pursuance of the Act of the twenty-ninth and thirtieth years of Her Majesty, chapter one hundred and eleven, sections five and eleven, do hereby grant and appropriate out of our common fund to the vicarage of Ketton, with the chapelry of Tixover annexed, in the county of Rutland, and in the diocese of Peterborough, one capital sum of seventy pounds sterling, to be applicable towards defraying the cost of providing certain outbuildings to the parsonage or house of residence of the said vicarage, according to plans and a specification to be approved by us, such capital sum, or the balance thereof unapplied to such purpose, to remain in the meantime in our hands at interest after the rate of three pounds per centum per annum, and such interest to be paid to the Incumbent for the time being of the said vicarage of Ketton with Tixover.

In witness whereof, we have hereunto set our common seal, this fourteenth day of March, in the year one thousand eight hundred and seventy-two.

(L.S.)

India Office, March 20, 1872.

THE Secretary of State for India in Council hereby gives notice, that he has received a Calcutta Gazette, containing the following Notice that the Court for the Relief of Insolvent Debtors there hath, under the provisions of the Act 11 Victoria, cap. 21, adjudged that the undermentioned person committed an Act of Insolvency.

Court for the Relief of Insolvent Debtors at Calcutta.

In the Matter of Richard Chuffon Lepage, Junior, lately carrying on business as Contractor and Agent, under the name and style of R. C. Lepage, Junior, and Company, at No. 4, Dalhousie-square, an Insolvent.

On Thursday, the 15th day of February instant, it was, on the petition of Messrs. Mookerjee, Clark, and Company, and Balmer, Lawrie, and Company, creditors of the said Insolvent, adjudged that the said Richard Chuffon Lepage, Junior, hath committed an act of insolvency under the provisions of the Act 11 Victoria, cap. 21, and by another order of the same date the estate and effects of the said Insolvent were vested in the Official Assignee.—Sims and Mitter, Attorneys. Date of Gazette containing notice, February 21, 1872.

India Office, March 20, 1872.

THE Secretary of State for India in Council hereby gives notice, that he has received a Calcutta Gazette, containing the following notices of Orders made by the Court for the Relief of Insolvent Debtors there, under the provisions of the Act 11 Victoria, cap. 21.

Court for the Relief of Insolvent Debtors at Calcutta.

In the Matter of Parke Pittar, an Insolvent.

On Saturday, the 3rd day of February instant, by an order of this Court, the said Insolvent was adjudged entitled to his personal discharge under the Act 11 Vic., cap. 21, as to all persons named in his schedule as creditors or claiming to be creditors respectively.—Berners and Co., Attorneys. Date of Gazette containing notice, February 21, 1872.

In the Matter of Parke Pittar, an Insolvent.

On Monday, the 12th day of February instant, it was ordered that the first court day in March, 1873, be appointed for the further hearing of this matter, and that unless cause be shown to the contrary on that day, the said Insolvent be discharged personally, as well as to his after-acquired property, from all liabilities for debts, claims, and demands, of and against the said Insolvent at the time of the said Insolvent being adjudicated.—Berners and Co., Attorneys. Date of Gazette containing notice, February 21, 1872.

In the Matter of Parke Pittar and Thomas Alcock, Insolvents.

On Saturday, the 3rd day of February instant, by an Order of this Court, the said Insolvent Parke Pittar was adjudged entitled to their personal discharge under Act 11 Vic., cap. 21, as to all persons named in their schedule as creditors or claiming to be creditors respectively.

—Berners and Co., Attorneys. Date of Gazette containing notice, February 21, 1872.

In the Matter of Parke Pittar and Thomas Alcock, Insolvents.

On Monday, the 12th day of February instant, it was ordered that the first court day in March, 1873, be appointed for the further hearing of this matter, and that unless cause be shown to the contrary on that day, the said Insolvent Parke Pittar be discharged personally, as well as to his after-acquired property, from all liabilities for debts, claims, and demands, of and against the said Insolvent Parke Pittar at the time of the said Insolvent being jointly adjudicated.—Berners and Co., Attorneys. Date of Gazette containing notice, February 21, 1872.

In the Matter of John Allan Grover Gilmour, an Insolvent.

On Saturday, the 3rd day of February instant, by an order of this Court, the said Insolvent, was adjudged entitled to his personal discharge under the Act 11 Vic., cap. 21, as to all persons named in his schedule as creditors or claiming to be creditors respectively.—Rogers and Remfry, Attorneys. Date of Gazette containing notice, February 21, 1872.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named the West Croydon Baptist Chapel, situate in the St. James'-road, in the parish of Croydon, in the county of Surrey, in the district of Croydon, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 15th day of February, 1872, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. IV., cap. 85.

Witness my hand this 16th of February, 1872.
Alfred G. Blake, Superintendent Registrar.

BANK OF ENGLAND.

AN ACCOUNT, pursuant to the Act 7th and 8th Victoria, cap. 32, for the Week ending on Wednesday, the 20th day of March, 1872.

ISSUE DEPARTMENT.

£				£			
Notes Issued	...	...	...	37,254,125	Government Debt	...	11,015,100
					Other Securities	...	3,984,900
					Gold Coin and Bullion	...	22,254,125
					Silver Bullion	...	...
				<u>£37,254,125</u>			<u>£37,254,125</u>

Dated the 21st day of March, 1872.

Geo. Forbes, Chief Cashier.

BANKING DEPARTMENT.

£				£			
Proprietors' Capital	...	...	14,553,000	Government Securities	...	...	13,963,444
Rest	...	...	3,736,498	Other Securities	...	...	22,852,337
Public Deposits (including Ex-				Notes	...	...	13,006,585
chequer, Savings Banks, Com-				Gold and Silver Coin	...	...	759,719
missioners of National Debt, and							
Dividend Accounts)	...	...	13,529,847				
Other Deposits	...	...	18,362,220				
Seven day and other Bills	...	...	400,520				
			<u>£50,582,085</u>				<u>£50,582,085</u>

Dated the 21st day of March, 1872.

Geo. Forbes, Chief Cashier.

SUPPLEMENT TO

AN ACCOUNT, pursuant to the Act seventh and eighth Victoria, cap. 32, of the Average Amount of BANK NOTES, of the several Banks of Issue in ENGLAND and WALES, in Circulation during the week ending Saturday, the 9th day of March, 1872.

The undermentioned Parties having omitted to transmit their Accounts in proper time to be inserted in the Gazette of Tuesday, the 19th day of March, 1872.

Name, Title, and Principal Place of Issue.						Average Amount.
						£
Farnham Bank	...	...	...	...	Farnham ... Knight and Sons	5,811

W. H. COUSINS, Registrar of Bank Returns.

Inland Revenue, Somerset House, March 21, 1872.

AN ACCOUNT of the Importations and Exportations of BULLION and SPECIE registered in the Week ended 20th March, 1872.

Countries from which Imported.	Imported into the United Kingdom.					
	GOLD.			SILVER.		
	Coin.	Bullion.	Total.	Coin.	Bullion.	Total.
	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.
Germany...	1,750	...	1,750	...	...	...
Holland ...	40	...	40	44,400	...	44,400
Australia ...	...	8,348	8,348	...	...	...
United States of America ...	1,000	...	1,000	22,336	500,436	522,772
Mexico, South America (except Brazil), and West Indies ...	617	4,136	4,753	33,208	261,868	295,076
Brazil ...	...	4,572	4,572	1,960	...	1,960
Other Countries ...	1,036	277	1,313	9,320	2,895	12,215

Aggregate of the Importations } registered in the Week ... }	4,443	17,333	21,776	111,224	765,199	876,423
Declared Value of the said } Importations ... }	£ 17,755	£ 69,332	£ 87,087	£ 27,757	£ 191,299	£ 219,056

Countries to which Exported.	Exported from the United Kingdom.							
	GOLD.				SILVER.			
	Coin.		Bullion.	Total.	Coin.		Bullion.	Total.
	British.	Foreign.			British.	Foreign.		
	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.	Ounces.
Sweden ...	...	...	2,661	2,661	...	...	...	...
France ...	...	50	1,060	1,110	...	16,160	...	16,160
Egypt ...	21,324	...	...	21,324	...	...	906,768	906,768
Bombay ...	...	...	6,700	6,700	...	...	200,000	200,000
South America (except Brazil) and West Indies ...	257	...	...	257	20,800	...	...	20,800
Other Countries ...	165	868	...	1,033	...	23,744	10,120	33,864

Aggregate of the Exportations } registered in the Week ... }	21,746	918	10,421	33,085	20,800	39,904	111,688	117,759
Declared Value of the said } Exportations ... }	£ 86,973	£ 3,566	£ 39,916	£ 130,455	£ 5,200	£ 9,997	£ 279,222	£ 294,419

Statistical Department, Custom House, London,
March 21, 1872.

S. SELDON,
Principal.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named the Free Christian Church, situate at Wellesley-road, in the parish of Croydon, in the county of Surrey, in the district of Croydon, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 7th day of March, 1872, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. IV., cap. 85.

Witness my hand this 8th of March, 1872.

Alfred G. Blake, Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named the Wesleyan Methodist Chapel, Mostyn-road, situate at Mostyn-road, Brixton-road, in the parish of Saint Mary, Lambeth, in the county of Surrey, in the district of Lambeth, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 16th day of March, 1872, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. IV., cap. 85.

Witness my hand this 16th of March, 1872.

W. B. Wilmot, Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named the Independent Chapel, situate at Harden, in the parish of Bingley, in the county of York, in the district of Keighley, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 13th day of March, 1872, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. IV., cap. 85.

Witness my hand this 14th of March, 1872.

George Spencer, Superintendent Registrar.

NOTICE is hereby given, that a separate building, named the Belgrave-road Tabernacle, situated in Belgrave-road, in the parish of St. Margaret, in the borough of Leicester, in the county of Leicester, in the district of Leicester, being a building certified according to law as a place of religious worship, was, on the 13th day of March, 1872, duly registered for solemnizing marriages therein, pursuant to the Act of 6th and 7th Wm. IV., cap. 85.

Witness my hand this 19th of March, 1872.

B. G. Chamberlain, Superintendent Registrar.

In the Matter of Letters Patent granted to Charles Wheatstone, of Hammersmith, in the county of Middlesex, Gentleman, for the invention of "improvements in electro-magnetic telegraphs and apparatus for transmitting signs or indications to distant places by means of electricity, and in the means of and apparatus for establishing electric telegraphic communication between distant places," bearing date the 10th day of October, 1860, and numbered 2462.

NOTICE is hereby given, that the said Charles Wheatstone intends to apply by petition under the 4th section of the statute 5 and 6 William IV., cap. 83, to Her Majesty in Council for a prolongation of the term of the said Letters Patent granted to him for the sole using and vending the said invention within the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Channel Islands, and Isle of Man. And notice is hereby further given, that the said Charles Wheatstone intends to apply by Counsel to the Judicial Committee of the Privy Council, on the 22nd day of April now next, or if the said Judicial Committee shall not sit on

that day, at the then next sitting of the said Judicial Committee, for a time to be fixed for hearing the matter of the said petition; and that on or before the said 22nd day of April next, notice must be given of any opposition intended to be made to the said petition, and any person intending to oppose the said application must lodge a caveat to that effect at the Privy Council Office, on or before that day.

Dated this 13th day of March, 1872.

Kimber and Ellis, of 79, Lombard-street,
London, Solicitors for the above-named
Charles Wheatstone.

Patent Law Amendment Act, 1852.

Office of the Commissioners of Patents for
762. Inventions.

NOTICE is hereby given, that the petition of Alexander Melville Clark, of 53, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Patent Agent, praying for letters patent for the invention of "an improved battery gun,"—a communication to him from abroad by William Augustus Miles, of Salisbury, county of Litchfield, and State of Connecticut, United States of America,—was deposited and recorded in the Office of the Commissioners, on the 13th day of March, 1872, and a complete specification accompanying such petition was at the same time filed in the said office.

Patent Law Amendment Act, 1852.

Office of the Commissioners of Patents for
770. Inventions.

NOTICE is hereby given, that the petition of William Robert Lake, of the firm of Haseltine, Lake, & Co., Patent Agents, Southampton-buildings, London, praying for letters patent for the invention of "improved apparatus for preventing injury to railway carriages by the displacement or removal of the rails, the slipping of the wheels therefrom, or other like accidents,"—A communication to him from abroad by Samuel Webster Emery, Erasmus Prescott Doyen, and Warren Sparrow, all of Portland, Maine, United States of America,—was deposited and recorded in the Office of the Commissioners on the 14th day of March, 1872, and a complete specification accompanying such petition was at the same time filed in the said office.

Patent Law Amendment Act, 1852.

Office of the Commissioners of Patents for
777. Inventions.

NOTICE is hereby given, that the petition of Edmund Edwards, of the firm of Edwards and Co., 22, Southampton-buildings, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Patent Agents and Engineers, praying for letters patent for the invention of "improvements in dial plates for calendar clocks and watches,"—a communication to him from abroad by James Crocker Dunn, Elam Clark Lewis, Loring Atwood, Benjamin Ware Marshall, William Brown Mussey, Bradbury Meloon Bailey, Charles Edwin Kilby, and David Balch Channell, all of Rutland, in the county of Rutland, and State of Vermont, United States of America,—was deposited and recorded in the Office of the Commissioners on the 14th day of March, 1872, and a complete specification accompanying such petition was at the same time filed in the said office.

Patent Law Amendment Act, 1852.

Office of the Commissioners of Patents for
Inventions.

NOTICE is hereby given, that the petition of William Robert Lake, of the firm of Haseltine, Lake, & Co., Patent Agents, Southampton - buildings, London, praying for letters patent for the invention of "an improved electric torch for lighting gas,"—a communication to him from abroad by William W. Batchelder, of the city and State of New York, United States of America, Gentleman,—was deposited and recorded in the Office of the Commissioners on the 14th day of March, 1872, and a complete specification accompanying such petition was at the same time filed in the said office.

Patent Law Amendment Act, 1852.

Office of the Commissioners of Patents for
Inventions.

NOTICE is hereby given, that the petition of Martin Benson, of No. 9, Southampton-buildings, London, praying for letters patent for the invention of "improvements in washing, cleansing, and purifying petroleum and other kinds of oil, and in the apparatus for performing the same,"—a communication to him from abroad by Henry Francis Honell, of Saint Catherine, in the county of Lincoln, Province of Ontario, Canada,—was deposited and recorded in the Office of the Commissioners on the 16th day of March, 1872, and a complete specification accompanying such petition was at the same time filed in the said office.

Patent Law Amendment Act, 1852.

Office of the Commissioners of Patents for
Inventions.

NOTICE is hereby given, that provisional protection has been allowed—

3059. To Benjamin Joseph Barnard Mills, of the firm of Harris and Mills, of 35, Southampton-buildings, in the county of Middlesex, Patent Agent, for the invention of "improvements in the manufacture of folding chairs and other seats and tables."—A communication to him from abroad by Charles Joseph Everickx, of Paris, in the Republic of France.

On his petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 13th day of November, 1871.

3282. To James Gowans, of Edinburgh, in the county of Mid Lothian, North Britain, for the invention of "improvements in tramways."

On his petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 6th day of December, 1871.

402. To James Murdoch Napier, of York-road, Lambeth, in the county of Surrey, for the invention of "improvements in weighing machines, applicable especially to the weighing of coins and coin blanks."

On his petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 7th day of February, 1872.

439. To Charilaos Notara, of No. 7, Lower Castle-street, Liverpool, in the county of Lancaster, Corn and Grain Merchant, for the invention of "a new and improved method and apparatus for separating various kinds and qualities of grain and seed, and for regulating the feed or supply of grain or seed in connection therewith."

On his petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 12th day of February, 1872.

463. To Carl Heinrich Roeckner, of 11, North Carolina-terrace, Newcastle-on-Tyne, Paper-maker, and George Lunge, of South Shields, in the county of Durham, Chemical Manufacturer, for the invention of "improvements in boilers for papermakers and others."

466. And to George Printz, of Aix-la-Chapelle, in the Kingdom of Prussia, for the invention of "improvements in machinery for stamping needles."—A communication from Francis Kayser, a person resident at Iserlohn, in the Kingdom of Prussia.

On both their petitions, recorded in the Office of the Commissioners on the 14th day of February, 1872.

520. To Joseph Rice, of No. 384, Oxford-street, in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in the construction of fire grates, stoves, and furnaces."

On his petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 17th day of February, 1872.

552. To Robert Hattersley, of the city of Manchester, in the county of Lancaster, Engineer, for the invention of "improvements in mechanism or apparatus for distributing printers' type ready for hand or machine composing."

On his petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 21st day of February, 1872.

582. To Samuel Whitham, of Wakefield, in the county of York, Ironmaster, for the invention of "improvements in the manufacture of pile for bloom for weldless tires made of either iron or steel."

592. And to Otho Glynn Bolitho, Lieutenant of the 3rd Prince of Wales' Dragoon Guards, and of Penalverne, Penzance, in the county of Cornwall, for the invention of "improvements in apparatus for applying railway brakes, also for effecting communication between guards, passengers, and engine drivers."

On both their petitions, recorded in the Office of the Commissioners on the 23rd day of February, 1872.

629. To Daniel Pidgeon and William Manwaring, both of the Britannia Iron Works, Banbury, in the county of Oxon, Engineers, for the invention of "improvements in reaping machines."

On their petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 28th day of February, 1872.

646. To Anthony Gapper Southby, of Three, New Inn, in the county of Middlesex, Engineer, for the invention of "improved apparatus for warming."

On his petition, recorded in the Office of the Commissioners, on the 1st day of March, 1872.

668. To Benjamin Fothergill and Thomas William Rumble, both of George-street, Mansion House, in the city of London, Consulting Engineers, for the invention of "improvements in the construction of fire and burglar proof buildings, rooms, and safes, and appliances in connection therewith."

On their petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 4th day of March, 1872.

678. To Christopher Bradley, of Bradford, in the county of York, Wool Comb Maker, William Waring and Feargus Waring, both of the said Bradford, Overlookers, for the invention of "improvements in apparatus for the combing of wool, silk, and other fibres."

On their petition, recorded in the Office of the Commissioners on the 6th day of March, 1872.

684. To William Dalglish, of Kilmarnock, in the county of Ayr, North Britain, for the invention of "improvements in the manufacture of Scotch bonnets, and in the machinery or apparatus employed therefor."

685. To Charles Denton Abel, of No. 20, Southampton-buildings, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Patent Agent, for the invention of "improvements in the manufacture of Bessemer steel and iron, and in the production of iron castings, and in apparatus therefor."—A communication to him from abroad by Zoheth Sherman Durfee, of the city of New York, in the United States of America.

686. To John George Frei, of King-street, Snow Hill, in the city of London, Pewterer, and George Kember, of Northampton-street, Clerkenwell, in the county of Middlesex, Brass-founder, for the invention of "improvements in the construction of pumps for raising and forcing beer and other liquids."

687. To Thomas Taylor, of Glasgow, in the county of Lanark, North Britain, for the invention of "improvements in turning bowling-green bowls, and in the machinery or apparatus employed therefor."

688. To Henry Perry, of 130, Lonsdale-street, Melbourne, in the colony of Victoria, and of 28, Fetter-lane, in the city of London, Machinist, for the invention of "improvements in the manufacture of bottles for containing liquids."

689. To Jacques Drevet, of Paris, Rue Montaigne No. 9, Architect, for the invention of "an improved hydraulic beton."

690. To Charles Sargent and Charles Temple, both of New Cross, in the county of Surrey, for the invention of "improvements in steering apparatus."

691. To Walter Olive Palmer, of Clapham-road, in the county of Surrey, for the invention of "improved machinery or apparatus for working the brakes of railway and other carriages."

692. To William Henry Cope, of Old Gravel-lane, St. George's-in-the-East, in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in machinery for boring, cutting, and working rock and other hard substances, chiefly designed for mining, tunnelling, and other like operations."

693. And to Henry Josiah Griswold, of No. 273, Oxford-street, in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in knitting machines."

On their several petitions, recorded in the Office of the Commissioners on the 6th day of March, 1872.

698. To Henry Glover, of Brooklyn, in the State of New York, United States of America, for the invention of "improvements in local magnetic attraction indicators."

699. To James Arnold, of West Smithfield, in the county of Middlesex, Surgical Instrument Maker, for the invention of "a new or improved instrument or appliance for administering balls and other medicines to horses and other animals."

700. To Benjamin Smith, of the firm of John Smith and Sons, Bradford, in the county of York, Worsted Spinner, Job Stake, Richard Tolson, and Michael Firth, in the employment of the said John Smith and Sons, and Christopher Bradley, of the said Bradford, Comb Maker, for the invention of "improvements in apparatus employed in the combing of wool and other fibres."

701. To Alexander Melville Clark, of 53, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Patent Agent, for the invention of "improvements in horse shoes."—A communication to him from abroad by Arthur Quinn, of Brooklyn, county of Kings, and State of New York, United States of America.

702. To Alexander Melville Clark, of 53, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Patent Agent, for the invention of "improvements in covering top rolls of carding, spinning, and twisting machines."—A communication to him from abroad by Isaac Lindsley, of Pawtucket, and William Lewis Bartlett, of Valley Falls, both in the county of Providence, State of Rhode Island, United States of America.

703. To George White, of 68, Queen-street, Cheapside, in the city of London, Patent Agent, for the invention of "improvements in the manufacture of shuttles for weaving."—A communication to him from abroad by James Theodore Griffin and Jules Maquin, of Reims, France.

704. To Edmund Wallace Elmslie, of 43, Parliament-street, Westminster, Architect, for the invention of "improvements in the manufacture of hermetically closed cases, and the opening thereof."

705. To Albert Franklin Andrews, of the city and county of New Haven, in the State of Connecticut, United States of America, for the invention of "improvements in the process of making malleable cast iron, and in apparatus therefor."

706. To William Robert Lake, of the firm of Haseltine, Lake, & Co., Patent Agents, Southampton-buildings, London, for the invention of "an improved type-setting machine."—A communication to him from abroad by James William Paige, of Rochester, Machinist, and Dexter Reynolds, of Albany, both in the State of New York, United States of America.

707. To Ernest Ozanne, of Well-road, in the Island of Guernsey, Clerk to the Guernsey Gas Light Company, for the invention of "improvements in apparatus for opening and shutting gas valves, and in lighting and extinguishing gas lamps."

708. And to Thomas Howard Blamires and Henry Blamires, of Huddersfield, in the county of York, Spinners and Manufacturers, and Henry Marsden, of the same place, Spinner and Manufacturer, for this invention of "improvements in or applicable to carding engines."

On their several petitions, recorded in the Office of the Commissioners on the 7th day of March, 1872.

709. To Morgan Brierley, of Rochdale, in the county of Lancaster, Flannel Manufacturer, and Frederick Luke Stott, of the same place, Machine Maker, for the invention of "improvements in the manufacture of yarns or threads formed of mixed cotton and animal wool."

711. To Marshall Arthur Wier, of No. 9, Great Winchester-street, in the city of London, for the invention of "improvements in pneumatic apparatus for the transmission and indication of signals."

712. To John Smith, of Crosby Hall Chambers, Bishopsgate-street, in the city of London, Engineer, for the invention of "improvements in steam boilers and their appendages."

713. To Stephen Littlejohns, of 57, North-street, Edgeware-road, Saddle and Harness Maker, for the invention of "improvements in that part of harness called the pad to effect the

instantaneous release of the horse when fallen from accident."

714. To Cyrus Avery, of Tunkhannock, Pennsylvania, United States of America, now of Little Cross-street, Islington, in the county of Middlesex, Engineer, for the invention of "improvements in rotary steam engines and pumps."
716. To James Holden, of No. 6, Hanover Quay, in the city of Dublin, Ireland, for the invention of "a new or improved compound for use as pavement."
718. To Charles William Lancaster, of 151, New Bond-street, in the county of Middlesex, Gun Manufacturer, for the invention of "improvements in shot, shell, and other similar missiles."
719. To John George Harrison, of Birmingham, in the county of Warwick, Coach Smith, for the invention of "improvements in the manufacture of gridiron steps for carriages."
720. To Frederick Trotman, of the Zoological Gardens, Regent's Park, Refreshment Contractor, William Turner, of Augusta-street, Regent's Park, Mineral Water Maker, and William Henry Ryves, of Maitland Park-road, St. Pancras, Accountant, all in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in the closing and opening of necked vessels or bottles."
721. And to William Gray, of Highwood House, Hendon, in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in rotary engines and pumps."
- On their several petitions, recorded in the Office of the Commissioners on the 8th day of March, 1872.
723. To Thomas Dutton Templer Sparrow, of Piccadilly, in the county of Middlesex, Contractor, and Charles Green Spencer, of Piccadilly, in the said county, Contractor, for the invention of "a new or improved boomerang, and mechanical apparatus for propelling or projecting the same."
725. To Robert Edwards, of Deal, in the county of Kent, Civil Engineer, for the invention of "improvements in portable and self propelling engines, and in adapting them for the purpose of steam ploughing."
726. To Thomas Brearley, of the firm of Robert Brearley and Son, of Batley, in the county of York, Woollen Manufacturers, for the invention of "an improved finish of woollen textile fabrics, and means or apparatus for producing the same."
727. To John Frederick Cooke Farquhar, of 24, Long-acre, in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in lighthouse and other lamps."
728. To Thomas Perkins, of Hitchin, in the county of Herts, Edward Faux, of Yaxley, in the county of Huntingdon, and Samuel William Campain, of Deeping Saint Nicholas, in the county of Lincoln, for the invention of "improvements in implements for cultivating land and for actuating the same by steam power."
731. To Samuel Corbett, of Wellington, in the county of Salop, Agricultural Implement Manufacturer, for the invention of "improvements in ploughs and cultivators."
734. To William Robert Lake, of the firm of Haseltine, Lake & Co., Patent Agents, Southampton-buildings, London, for the invention of "improved apparatus for producing and utilizing artificial waterfalls for propelling vessels and operating machinery."—A communication

to him from abroad by Adolphe Mot and George Edwin Weaver, both of Providence, Rhode Island, United States of America.

735. And to Charles Weightman Harrison, and Alfred Horatio Harrison, both of Brook-street, Holborn, in the county of Middlesex, Gentlemen, for the invention of "improvements in apparatus for heating and cooking by gas."
- On their several petitions recorded in the Office of the Commissioners on the 9th day of March, 1872.
737. To Frederick Henry Ocle, of 31, New Bailey-street, Salford, in the county of Lancaster, for the invention of "improvements in dentist's busts employed in the display of artificial teeth."
738. To George William Wigner, of No. 79, Great Tower-street, in the city of London, Analytical Chemist, and John Williamson, of No. 25, Warren-street, Stockport, in the county of Chester, Pattern Maker, for the invention of "improved mechanism applicable to dry-closets and commodes."
739. To James Dove, of 45, Whitcomb-street, Pall Mall East, in the county of Middlesex, Boot and Shoe Maker, for the invention of "a new or improved metallic heel for boots and shoes."
740. To Samuel Moorhouse, of Cheadle Bulkeley, in the county of Chester, Cotton Spinner, and William John Kendall, of Heaton Norris, in the county of Lancaster, Engineer, for the invention of "certain improvements in apparatus for communicating between guard and driver and passengers on railways."
741. To Frederick Cooper, of the firm of Cooper, Wright, and Shaw, of Manchester, in the county of Lancaster, Manufacturer and Finisher, for the invention of "improvements in finishing velvets and velveteens."
743. To William Henry May, of Icknield-street East, Birmingham, in the county of Warwick, Mechanic, for the invention of "improvements in stoppers for bottles and jars."
745. To Adolph Strauss, of Basinghall-street, in the city of London, Merchant, for an invention of "improvements in apparatus for indicating the height of bilge water in ships and vessels."—A communication to him from abroad by Abraham Harris, of New York, in the United States of America.
746. To William Joseph Curtis, of Holloway, in the county of Middlesex, Civil Engineer, for invention of "improvements in the construction of the permanent way of railways and tramways and of the carriages to run thereon."
747. To Ernst Friedrich Richard Lucas, of Pennfields, Wolverhampton, in the county of Stafford, Chemist, for the invention of "improvements in the coking of pitch and in the manufacture of solid hydro-carbons therefrom."
748. To Frederick Daniel Sargent, of Lower Tottenham, in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in the construction of cornice, poles, and roller window blinds, to be used either in combination therewith or separately."
749. And to Alexander Browne, of the firm of Browne and Company, Patent Agents, of 85, Gracechurch-street, in the city of London, for the invention of "an improved machine for sewing gloves."—A communication to him from abroad by Niels Nørholm, of Copenhagen, in the Kingdom of Denmark.

On their several petitions, recorded in the Office of the Commissioners on the 11th day of March, 1872.

750. To John Henry Johnson, of 47, Lincoln's-inn-fields, in the county of Middlesex, Gentleman, for the invention of "improvements in machinery or apparatus for separating or sorting various substances."—A communication to him from abroad by Jean Jules Hignette, of Paris, in the Republic of France, Engineer.
751. To William Rose, of Halesowen, in the county of Worcester, Gentleman, for the invention of "improvements in treating waste boiler plates, and other similar plates for the manufacture of gun barrels and nail rods."
752. To Emile Watteuu, of the Royal Exchange, Middlesboro on Tees, in the county of York, for the invention of "improvements in explosive compounds."—A communication to him from abroad by Arran de Terré and E. de Mercader, both of Liège, in the Kingdom of Belgium.
753. To Samuel Gibson and James Gibson, both of Hebden Bridge, in the parish of Halifax, in the county of York, Sewing Machine Makers, for the invention of "improvements in sewing machines."
755. To Samuel Barton, the younger, of 4, Cannon-street, in the city of London, for the invention of "an improved rose and nozzle or jet to be used in connection with syringes and other apparatus for distributing water."
756. To William Luff Anderson, of the firm of Anderson, Abbott, and Anderson, of Limehouse, in the county of Middlesex, India Rubber Manufacturers, for the invention of "an improved mode of fastening gaiters, leggings, and other articles and in the fastenings employed therefor."
757. To Alexander Melville Clark, of 53, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Patent Agent, for the invention of "improved mechanism for changing the shuttles in looms."—A communication to him from abroad by Paul Heilmann, of 13, Boulevard St. Martin, Paris.
758. And to Rachel Annette Browne, of Richmond-hill, in the county of Surrey, for the invention of "an improved utensil for poaching eggs and other culinary purposes."
- On their several petitions recorded in the Office of the Commissioners on the 12th day of March, 1872.
761. To Samuel Deards, of Harlow, in the county of Essex, Engineer, for the invention of "an improved apparatus for heating water for warming conservatories and other buildings."
763. To Thomas Bradford, of Fleet-street, in the city of London, and of Cathedral Steps, in the city of Manchester, Laundry Engineer, for the invention of "improvements in the means of heating cylindrical or other surfaces used for mangling, calendering, or ironing textile or other fabrics."
765. And to Charles William Heaton and Ernest Edward Henry Francis, both of the Charing Cross Hospital, in the county of Middlesex, for the invention of "improvements in apparatus for filtering oil and other liquids."
- On their several petitions, recorded in the Office of the Commissioners on the 13th day of March, 1872.
- the 16th Vic., c. 5, sec. 2, for the week ending the 16th day of March, 1872.
730. William Robert Lake, of the "International Patent Office," No. 18, Southampton-buildings, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Consulting Engineer, for an invention of "improvements in devices for rendering gas burners self-lighting."—Communicated to him from abroad by Samuel Gardiner, junior, of the city and State of New York, United States of America, Electrician.—Dated 10th March, 1869.
731. Bashley Britten, of Red Hill, in the county of Surrey, Gentleman, for an invention of "improvements in the construction of whips."—Dated 10th March, 1869.
733. Julius Sax, of 108, Great Russell-street, Bloomsbury, for an invention of "improvements in the receiving-instruments of A.B.C. telegraphs (magnetic) and bells."—Dated 10th March, 1869.
736. Charles Drake, William Drake, and John Drake, of the firm of Drake Brothers and Reid, No. 208, New Kent-road, in the county of Surrey, for an invention of "improvements in machinery suitable for breaking stone to prepare it for the manufacture of concrete, and for other purposes, also in machinery for mixing concrete."—Dated 10th March, 1869.
740. David Johnson, of Wrexham, in the county of Denbigh, Corn Miller, for an invention of "improvements in machinery for decorticating and cleaning grain."—Dated 10th March, 1869.
741. Jean Baptiste Bernier, of 29, Wilmington-square, Clerkenwell, in the county of Middlesex, Yeast Merchant, for an invention of "an improvement for the preservation of yeast for manuring purposes."—Dated 11th March, 1869.
743. William Wells, of Ardwick, near the city of Manchester, in the county of Lancaster, for an invention of "improvements in apparatus for sanitary purposes."—Dated 11th March, 1869.
744. George Glover, of Ranelagh-road, Pimlico, in the county of Middlesex, Gas Meter Manufacturer, for an invention of "imparting colours to hydrocarbonaceous fluids."—Communicated to him from abroad by Laslo Chandor, of St. Petersburg, in the Empire of Russia.—Dated 11th March, 1869.
745. William Henry Clapp, of No. 243, Balls Pond, in the parish of Islington, for an invention of "improvements in signal lanterns."—Dated 11th March, 1869.
746. James Waddington, junior, Proprietor of the "Barrow Herald," Andrew Waddington, Builder, and Francis Bell, Engineer, all of Barrow-in-Furness, in the county of Lancashire, for an invention of "a new or improved method of, and apparatus or machinery for, condensing and utilizing steam or other vapors arising from the boiling of liquids, wort, and other ingredients, in breweries, distilleries, and other places."—Dated 11th March, 1869.
748. Charles Henry Cooper, of Birmingham, in the county of Warwick, Bridle Cutter and General Fancy Harness Manufacturer, for an invention of "certain improvements in whip sockets."—Dated 11th March, 1869.
749. James Bathgate, of Edinburgh, in the county of Mid Lothian, North Britain, for an invention of "improvements in the construction of certain parts of gas meters."—Dated 11th March, 1869.
750. William Edward Newton, of the Office for Patents, 66, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Civil Engineer, for the invention of "improvements in cases for holding cigars and other articles."—Communicated to him from

PATENTS WHICH HAVE BECOME VOID.

A LIST of the Letters Patent for Inventions which have become void by reason of the non-payment of the additional Stamp Duty of £50, before the expiration of the third year from the date of such Patents, pursuant to the Act of No. 23842. **H**

- abroad by Henry Belcher Wheatcroft, Samuel Bushnell Guernsey, and Franklin Jackson Terrell, all of the city and State of New York, United States of America.—Dated 11th March, 1869.
753. John Henry Johnson, of 47, Lincoln's-inn-fields, in the county of Middlesex, Gentleman, for and invention of "improvements in the preparation of artificial fuel and in the manufacture of gas and coke therefrom."—Communicated to him from abroad by Jean Marie Joseph Charles Du Lin and Jean Auguste Combe d'Alinas, of Paris, in the Empire of France.—Dated 11th March, 1869.
754. Henry Ormson, of Chelsea, in the county of Middlesex, Horticultural Builder and Hot Water Apparatus Manufacturer, for an invention of "improvements in boilers for hot water apparatus and steam generating purposes."—Dated 11th March, 1869.
759. William Robert Lake, of the International Patent Office, No. 8, Southampton-buildings, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Consulting Engineer, for an invention of "improvements in machinery for spinning and twisting fibrous materials."—Communicated to him from abroad by Thomas Mayor, of Providence, Rhode Island, United States of America.—Dated 11th March, 1869.
762. Henry John Broughton Kendall, of Great Winchester-street, in the city of London, Merchant, for an invention of "a new or improved preservative paint or composition for protecting ships' bottoms, preserving submarine wood work, and other useful purposes."—Communicated to him from abroad by William Babcock, a person resident at San Francisco, California, in the United States of America.—Dated 12th March, 1869.
766. George Bray, of Deptford, in the county of Kent, Cart and Van Builder, for an invention of "improvements in connecting and disconnecting apparatus, applicable to pole heads for carriages and vehicles and to other uses."—Dated 12th March, 1869.
769. Clinton Edgecumbe Brooman, of the firm of Robertson, Brooman, and Company, of 166, Fleet-street, in the city of London, Patent Agents, for an invention of "improvements in the process of and apparatus for the manufacture or the recovery of salt from salt water or brine."—Communicated to him from abroad by Barthélemy Antoine Gutton, Engineer, of Nancy, France.—Dated 12th March, 1869.
770. Laurent Labadie, of Bordeaux, France, Directeur du Registre Maritime, for an invention of "an improved magnetic regulator, applicable to the compasses of iron ships."—Dated 12th March, 1869.
778. Elizabeth Woolcott Slade and Maximelia Slade, both of Wilton, near Salisbury, in the county of Wilts, for an invention of "an improved portable oven or cooking apparatus."—Dated 13th March, 1869.
780. Charles Vero, of Atherstone, in the county of Warwick, for an invention of "improvements in machinery for hardening and felting the bodies of hats, and other coverings for the head."—Dated 13th March, 1869.
781. John Thomlinson, of Abbey-street, Carlisle, in the county of Cumberland, Merchant, and William Thomlinson, of Loughborough, in the county of Leicester, Merchant, for an invention of "improvements in the manufacture of paper and textile fabrics, and in the preparation of gypsum to be used in such, and other manufactures."—Dated 13th March, 1869.
791. Josiah George Jennings, of Palace-road, in the parish of Lambeth, Sanitary Engineer, for an invention of "improvements in apparatus for preparing sewage for irrigating land."—Dated 15th March, 1869.
794. William Robert Lake, of the "International Patent Office," No. 8, Southampton-buildings, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Consulting Engineer, for an invention of "improvements in steam vessels for ocean and river navigation."—Communicated to him from abroad by Seth Wyle Wilson, of the city and State of New York, United States of America. Dated 15th March, 1869.
795. William Robert Lake, of the "International Patent Office," No. 8, Southampton-buildings, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Consulting Engineer, for an invention of "an improved multiple drilling machine."—Communicated to him from abroad by Daniel Rice Pratt, of Worcester, Massachusetts, United States of America.—Dated 15th March, 1869.
797. William Alexander Lytle, of the Grove, Hammersmith, in the county of Middlesex, Engineer, for an invention of "improvements in the means and apparatus employed for sustaining and insulating electro-telegraphic overland line wires."—Dated 16th March, 1869.
798. William McAdam and Sigismund Schuman, both of Glasgow, in the county of Lanark, North Britain, for an invention of "improvements in packing bottles and other frangible articles."—Dated 16th March, 1869.
803. Laurence Engel, of Mumford-court, Milk-street, in the city of London, for an invention of "improvements in umbrellas, sun shades, and parasols."—Dated 16th March, 1869.
805. William Catt and Charles Shorten Catt, of the firm of Catt and Son, of Ipswich, Carriage Builders, for an invention of "improvements in the joints of carriage shafts, and in connecting splinter bars to carriages."—Dated 16th March, 1869.

A LIST of the Letters Patent for Inventions which have become void by reason of the non-payment of the additional Stamp Duty of £100, before the expiration of the seventh year from the date of such Patents, pursuant to the Act of the 16th Vict., c. 5, sec. 2, for the week ending the 16th day of March, 1872.

671. Edwin Addison Phillips, of Milwaukee, Wisconsin, United States of America, but now of No. 12, Southampton-buildings, Chancery-lane, in the county of Middlesex, Civil Engineer, for an invention of "an improved rotary spader or digging machine for tilling land."—Communicated to him from abroad by the inventor, Cicero Comstock, of Milwaukee aforesaid.—Dated 10th March, 1865.
695. John Tann, of Walbrook, in the city of London, Patent Lock and Fire-proof Safe Manufacturer, for an invention of "improvements in fire and burglar-proof safes, chests, doors, and iron rooms."—Dated 11th March, 1865.
697. Robert Martin Roberts, of Dolgelly, in the county of Merionethshire, North Wales, Mining Engineer, for an invention of "improvements in apparatus for treating metals and metallic ores."—Dated 13th March, 1865.
701. Robert Marsden, of Sheffield, in the county of York, Ivory Cutter, for an invention of "improvements in machinery or apparatus for rolling, shaping, or forging metals."—Dated 13th March, 1865.

708. Francis Augustus Braendlin, of Birmingham, in the county of Warwick, Mechanical Engineer, for an invention of "improvements in breech loading fire arms, and in cartridges for breech loading fire arms."—The same is the result partly of a communication made to him from abroad by William Montgomery Storin, of New York, in the United States of America, and partly of invention and discovery made by him.—Dated 14th March, 1865.

712. Richard Archibald Brooman, of 166, Fleet-street, in the city of London, Patent Agent, for an invention of "improved processes for the production of photographic images capable of being inked with fatty inks."—Communicated to him from abroad by Cyprien Marie Tessié du Motay and Charles Raphael Maréchal, both of Metz, France.—Dated 14th March, 1865.

718. Longin Grantert, of the Grand Duchy of Baden, but now residing at Glasgow, in the county of Lanark, North Britain, for an invention of "improvements in machinery or apparatus to be employed in the bleaching and dyeing of hanks or skeins of yarns and threads."—Dated 14th March, 1865.

722. Nathaniel Neal Solly, of Moseley Hall, near Wolverhampton, in the county of Stafford, Iron Master, for an invention of "improvements in water twyers for blast furnaces."—The same is the result partly of a communication from abroad made to him by Mr. Norris Best, of Woodstock, New Brunswick, North America, and partly the result of his own invention.—Dated 15th March, 1865.

725. Henry Owen, of London-road, Leicester, in the county of Leicester, Manufacturer, for an invention of "improvements in the manufacture of stockings and other articles of hosiery."—Dated 15th March, 1865.

730. John Frederick Brinjes, of Fieldgate-street, Whitechapel, in the county of Middlesex, Engineer, for an invention of "improvements in apparatus for cooling animal and other charcoal."—Dated 15th March, 1865.

736. John Ramsbottom, of Crewe, in the county of Chester, Engineer, for an invention of "improvements in machinery for rolling and shaping metals."—Dated 16th March, 1865.

Vice Chancellor Bacon at Chambers.

In the Matter of the Joint Stock Companies Winding-up Acts, 1848 and 1849; and the Joint Stock Companies Winding-up Amendment Act, 1857; and in the Matter of the English and Irish Church and University Assurance Society.

BY direction of the Vice-Chancellor Sir James Bacon, the Judge of the High Court of Chancery to whose Court the winding up of this Company is attached, notice is hereby given, that the said Judge will, on Thursday, the 11th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon, at his chambers, No. 11, New-square, Lincoln's-inn, in the county of Middlesex, proceed to make a call on the several persons who are settled on the list of contributories of the said Company, and that the said Judge purposes that such call shall be for twelve shillings per share. All persons interested are entitled to attend at such day, hour, and place, to offer objections to such call.—Dated this 15th day of March, 1872.

In the Court of the Vice-Warden of the Stannaries.
Stannaries of Cornwall.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and of the King Silver and Copper Mining Company Limited.

NOTICE is hereby given that a petition for the winding up of the above-named Company by the Court was, on the 15th day of March instant, presented to the Vice-Warden of the Stannaries by John Soper Perry, Philip Spear, and Jehu Perry, creditors of the said Company; and that the said petition is directed to be heard before the Vice-Warden, at 3, Onslow-square, Brompton, London, on Wednesday, the 3rd of April next, at twelve o'clock at noon. Any contributory or creditor of the Company may appear at the hearing and oppose the same, provided he has given at least two clear days' notice to the petitioners, their Solicitor, or Agent, of his intention so to do, such notice to be forthwith forwarded to the Secretary of the Vice-Warden, P. P. Smith, Esq., Truro, Cornwall. Every such contributory or creditor is entitled to a copy of the petition and affidavit verifying the same from the petitioners, or their Solicitor, within twenty-four hours after requiring the same, on payment of the regulated charge per folio. Affidavits intended to be used at the hearing, in opposition to the petition, must be filed at the Registrar's Office, Truro, on or before Thursday, the 28th day of March instant, and notice thereof must at the same time be given to the petitioners, their Solicitor, or Agent.—Dated the 19th day of March, 1872.

Edward Chilcott, of Tavistock, Solicitor of the Petitioners.

J. G. Chilcott, of Truro, Agent of the said Solicitor.

In the Court of the Vice-Warden of the Stannaries.
Stannaries of Cornwall.

In the Matter of the Companies Acts, 1862 and 1867, and of the Queen Silver and Copper Mining Company Limited.

NOTICE is hereby given, that a petition for the winding up of the above-named Company by the Court, was, on the 15th day of March instant, presented to the Vice-Warden of the Stannaries, by John Soper Perry, Philip Spear, and Jehu Perry, creditors of the said Company; and that the said petition is directed to be heard before the Vice-Warden, at 3, Onslow-square, Brompton, London, on Wednesday, the 3rd of April next, at twelve o'clock at noon. Any contributory or creditor of the Company may appear at the hearing and oppose the same, provided he has given at least two clear days' notice to the petitioners, their Solicitor, or Agent, of his intention so to do, such notice to be forthwith forwarded to the Secretary of the Vice-Warden, P. P. Smith, Esq., Truro, Cornwall. Every such contributory or creditor is entitled to a copy of the petition and affidavit verifying the same, from the petitioners, or their Solicitor, within twenty-four hours after requiring the same, on payment of the regulated charge per folio. Affidavits intended to be used at the hearing, in opposition to the petition, must be filed at the Registrar's Office, Truro, on or before Thursday, the 28th day of March instant, and notice thereof must, at the same time, be given to the petitioners, their Solicitor, or Agent.—Dated the 19th day of March, 1872.

Edward Chilcott, of Tavistock, Solicitor of the Petitioners.

J. G. Chilcott, of Truro, Agent of the said Solicitor.

CONTRACTS FOR BRITISH OAK, &c.

Contract Department, Admiralty,
Whitehall, March 9, 1872.

TENDERS will be received on Tuesday, the 2nd April next, at two o'clock, for
1,500 Loads of BRITISH OAK TIMBER, and
5,000 BOAT CROOKS.

Their Lordships reserve to themselves an unlimited power of selection, and do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

A form of tender containing all particulars may be obtained at this Office.

CONTRACT FOR VALISES AND VALISE ACCOUTREMENTS, BRUSHES, BROOMS, GLOVES, SOCKS, &c., FOR ROYAL MARINES.

Contract Department, Admiralty,
Whitehall, March 12, 1872.

TENDERS will be received on 27th instant, at two o'clock, for

Valises and Valise Accoutrements, Busbies, Brushes, Brooms, Mopheads, Braces, Holdalls, Worsted Gloves and Socks, Busby-bags, and Button-Brasses, for the several Royal Marine Divisions.

Their Lordships reserve to themselves an unlimited power of selection, and do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

A form of tender containing all particulars may be obtained at this Office.

CONTRACT FOR FINE JUTE.

Contract Department, Admiralty,
Whitehall, March 12, 1872.

TENDERS will be received on Tuesday, 26th instant, at two o'clock, for

70 Tons of FINE JUTE FOR MARKING CORDAGE.

Their Lordships reserve to themselves an unlimited power of selection, and do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

A sample of the sort of jute required may be seen, and a form of tender containing all particulars may be obtained at this Office.

CONTRACTS FOR CANVAS AND HAMMOCKS.

Contract Department, Admiralty,
Whitehall, March 15, 1872.

TENDERS will be received on Thursday, the 4th April next, at two o'clock, for

16,743 Bolts of CANVAS, and
55,812 HAMMOCKS.

Their Lordships do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

Forms of tender containing all particulars may be obtained and patterns may be seen at this office.

Particular attention is called to the altered conditions for canvas.

CONTRACT FOR VINEGAR.

Contract Department, Admiralty,
Whitehall, March 15, 1872.

TENDERS will be received on Thursday, the 4th April next, at two o'clock, for

48,000 GALLONS OF VINEGAR.

Their Lordships reserve to themselves an unlimited power of selection, and do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

A form of tender containing all particulars may be obtained at this Office.

CONTRACT FOR TOOLS.

Contract Department, Admiralty,
Whitehall, March 6, 1872.

TENDERS will be received on Thursday, the 28th March next, at two o'clock.

Their Lordships do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

A form of tender containing all particulars may be obtained at this Office.

CONTRACT FOR ENGLISH ELM TIMBER.

Contract Department, Admiralty,
Whitehall, March 16, 1872.

TENDERS will be received on Thursday, the 4th April next, at two o'clock, for

900 Loads of ENGLISH ELM TIMBER.

Their Lordships reserve to themselves an unlimited power of selection, and do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

A form of tender containing all particulars may be obtained at this Office.

Hospital for the Maintenance and Education of Exposed and Deserted Young Children.

Foundling, W.C., March 21, 1872.

NOTICE is hereby given, that the Quarterly General Meeting of the Governors and Guardians of this Corporation will be held in the Court Room of the Hospital, on Wednesday, the 27th instant, at ten o'clock in the morning precisely.

John Brownlow, Secretary.

Lead Office, March 19, 1872.

NOTICE is hereby given, that a General Court of the Corporation of the Governor and Company for Smelting down Lead with Pit Coal and Sea Coal will be held at the Company's House, in Martin's-lane, Cannon-street, on Monday, the 8th April, at twelve o'clock at noon precisely, being a Half-yearly Court; also to consider of a Dividend; and that the Transfer Book will be shut on Thursday, the 28th instant, and opened again on Wednesday, the 10th April following.

John Elliott, Secretary.

In the Matter of the South Metropolitan Co-operative Coal Company Limited.

NOTICE is hereby given, that a General Meeting of the above Company is summoned for the purpose of submitting the final accounts of the said Company, and for hearing any explanation that may be given by the Liquidators, and such meeting will be held on Monday, the 22nd day of April, 1872, at seven o'clock in the evening, at 16, Borough High-street, London Bridge, in the county of Surrey, at which time and place all contributories of the said Company are requested to attend.—Dated this 18th day of March, 1872.

Alfred Pocock, } Voluntary
John Handford, } Liquidators.

The Sheffield Mortgage, Building, and Investment Company Limited.

AT an Extraordinary General Meeting of the Members of the said Company, duly convened and held at the Company's offices, No. 13, St. James's-row, Sheffield, on the 18th day of March, 1872, the following Extraordinary Resolutions were duly passed:—

Resolved—

1st. "That it has been proved to the satisfaction of this meeting that the Company cannot, by

reason of its liabilities, continue its business, and that it is advisable to wind up the same, and that the same be wound up accordingly.

2nd. "That Mr. Charles Colgrave, Accountant, be appointed Liquidator."

Thomas Anderton, *Chairman*.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Albert Eugene Fradelle, of 230, Regent-street, in the county of Middlesex, Photographer, and Eugenia Caroline Bolton, formerly Eugenia Caroline Leach, spinster, now the wife of Albert John Bolton, of 167, Albany-street, Regent's Park, in the county of Middlesex, Gentleman, lately carrying on business at 230, Regent-street aforesaid, as Photographers and Miniature Painters, under the style or firm of Fradelle and Leach, was dissolved on the 1st day of March, 1872, by mutual consent. All debts due and owing to or from the said firm will be received and paid by the said Albert Eugene Fradelle.—Dated this 15th day of March, 1872.

Albert E. Fradelle.
Eugenia C. Bolton.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Charles Britten and Edward Montague Browne, of No. 2, St. Giles'-square, in the town of Northampton, Attorneys and Solicitors, under the style or firm of Britten and Browne, was, on the 22nd day of February last, dissolved by mutual consent; and that all debts due and owing to or by the aforesaid late firm will be received and paid by the said Edward Montague Browne.—As witness our hands this 15th day of March, 1872.

Chas. Britten.
E. Montague Browne.

NOTICE is hereby given, that the Partnership which has for some time past been carried on by us the undersigned, Robert Hirst Atkinson and William Henry Atkinson, in the trade or business of Ironfounders' Millwrights, Machine Makers, and Stove Grate Manufacturers, at the King's Foundry, situate in Marsh Gate, in the parish of Doncaster, in the county of York, under the firm of R. and W. Atkinson, has been this day dissolved by mutual consent. And notice is hereby further given, that the said trade or business will from this day, continue to be carried on by the said Robert Hirst Atkinson, on his own account, by whom all debts due to and owing from the said late copartnership will be received and paid.—As witness our hands this 16th day of March, 1872.

Robert Hirst Atkinson.
William Henry Atkinson.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Alexander Davies and Thomas Davies, of 121, High Holborn, in the county of Middlesex, Linen Drapers, trading under the style or firm of Alexander and Thomas Davies, was this day dissolved by mutual consent, as from the 30th day of June, 1871. All debts due to and from the said firm will be received and paid by the said Thomas Davies, who carries on the said business alone.—Dated this 19th day of March, 1872.

Alexander Davies.
Thomas Davies.

NOTICE is hereby given, that the Partnership which has for some time past been carried on by William Lowe and Duncan Sutherland, under the firm of Lowe and Sutherland, at Kingston-upon-Hull, in the trade or business of Seed Crushers and Oil Refiners, was this day dissolved by mutual consent.—Dated this 13th day of March, 1872.

William Lowe.
Duncan Sutherland.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, William Ingham, Constantine Ingham, and William Ingram Porter, carrying on the business of Upholsterers, at Leeds, in the county of York, in co-partnership together, under the co-partnership firm of Constantine and Company, is this day dissolved by effluxion of time, so far as relates to the said William Ingram Porter, who retires therefrom. And that all debts due and owing to, and by the said co-partnership, will be received and paid by the said William Ingham and Constantine Ingham (who along with Henry Constantine Ingham and Charles Alfred Ingham, the sons of the said William Ingham), will in future carry on the said business in co-partnership together, under the said firm of Constantine and Company.—Witness our hands this 30th day of December, 1871.

William Ingham.
Constantine Ingham.
W. J. Porter.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between Edward Williams and Joseph Partington, of Claremont-buildings, Foregate-street, in the city of Chester (carrying on business as Tailors, Drapers, and General Outfitters, at the said city of Chester, under the name, style, or firm of Williams and Partington), was this day dissolved by mutual consent. All debts due to or from the said partnership will be received and paid by the said Edward Williams, by whom the said business will in future be carried on.—As witness our hands this 18th day of March, 1872.

Edward Williams.
Joseph Partington.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, Thomas Stubbs the elder and Thomas Stubbs the younger, both of Darlington, in the county of Durham, Cabinet Makers, Joiners, Picture Frame Manufacturers, Upholsterers, French Polishers, Dealers in Mouldings, Glass, and Prints, trading under the style or firm of T. and T. Stubbs, has been this day dissolved by mutual consent. All debts due to the said Thomas Stubbs the elder and Thomas Stubbs the younger, as partners in the said business, to be paid to the said Thomas Stubbs the elder, or whom he may appoint to receive the same. All claims on and accounts due from the said partnership to be sent to the said Thomas Stubbs the elder.—Dated the 14th day of March, 1872.

T. Stubbs, sen.
T. Stubbs, junr.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, as Coal Proprietors, at Brynn Hall, in Ashton, near Wigan, and in Liverpool and Manchester, under the firm of W. and J. B. Crippin, was dissolved by mutual consent on the 15th day of March instant. All debts due and owing from or by the said firm will be paid and received by the undersigned William Crippin.—Dated this 16th day of March, in the year of our Lord, 1872.

William Crippin.
J. B. Crippin.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, David Kendrick, Frederick Vernon Smith, and Richard Pearson, carrying on business together at the Willingsworth Iron Works, near Wednesbury, in the county of Stafford, as Ironmasters, under the firm of the Willingsworth Iron Company, is this day dissolved by mutual consent, so far as the said Frederick Vernon Smith is concerned. All debts due and owing to or by the said partnership will be received and paid by the said David Kendrick and Richard Pearson, by whom the said business will in future be carried on, under the style or firm of the Willingsworth Iron Company.—As witness our hands this 20th day of March, 1872.

David Kendrick.
F. V. Smith.
Richd. Pearson.

NOTICE is hereby given, that the Partnership formerly subsisting between the undersigned, Samuel Beach Hawkes, Edward Hawkes, and John Alfred Hawkes, as Bakers and Grocers, at Quedgeley, near Gloucester, has been dissolved by mutual consent.—Dated this 29th day of February, 1872.

Samuel Beach Hawkes.
Edward Hawkes.
John Alfred Hawkes.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, George William Cumming and John Henry Kemp Edmonds, trading under style or firm of Cumming and Edmonds, as Horticultural Builders and Hot Water Engineers, at Lillie Bridge, Fulham, in the county of Middlesex, has been this day dissolved by mutual consent. All debts due from or to the said late partnership will be paid and received by the said John Henry Kemp Edmonds, by whom the business will in future be carried on.—Dated this 20th day of March, 1872.

George William Cumming.
John Henry Kemp Edmonds.

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Samuel Sheaf, Henry Thomas Mapleston, and William Hall, carrying on business as Wood Turners and Saw Mill Proprietors, at No. 100, Spa-road, Bermondsey, in the county of Surrey, under the style or firm of S. Sheaf and Co., has been dissolved, by mutual consent, as and from the 5th day of December last. All debts owing to or by the said partnership will be received and paid by the undersigned, Samuel Sheaf.—Dated this 20th day of March, 1872.

Samuel Sheaf.
H. T. Mapleston.
William Hall.

NOTICE is hereby given, that the Partnership existing between us the undersigned, Charles Evan Goddard and William Goddard, carrying on the business of Hardware and Toy Merchants, Tin and Ironmongers, Cutlery Dealers, and Dealers in Fireworks, under the firm of Goddard Brothers, at New Brentford, in the county of Middlesex, has been dissolved by mutual consent, as and from this 16th day of March, 1872.—Dated this 16th day of March, 1872.

*William Goddard.
Charles Evan Goddard.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore existing between us, James Baylie and William Louis Anset, Accountants, of Burney-street, Greenwich, in the county of Kent, is, this 9th day of March, 1872, dissolved by mutual consent. All debts due to and from the said partnership will be respectively received and paid by the said James Baylie, who will continue to carry on the business by himself alone.—As witness our hand, the 9th day of March, 1872.

*James Baylie.
L. Anset.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership lately existing between Allison Whitfield and Robert McCulloch, carrying on the business of Merchants and Commission Agents, at 7, Clavering-place, in Newcastle-upon-Tyne, under the style of Whitfield and McCulloch, has this day been dissolved by mutual consent. The said business will be carried on by the said Allison Whitfield in his own name and on his separate account, and by whom alone all debts due to and from the said copartnership will be received and paid.—Dated this 16th day of March, 1872.

*Allison Whitfield.
R. McCulloch.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Charles Dudley, of Over, in the county of Chester, Licentiate of the Society of Apothecaries, and James Cooke, of Over aforesaid, Surgeon and Licentiate of the King's and Queen's College of Physicians, Ireland, carrying on business as Medical Practitioners, at Over aforesaid, under the firm of Dudley and Cooke, has been dissolved by mutual consent as from the day of the date hereof.—Dated this 14th day of March, 1872.

*Charles Dudley.
James Cooke.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership lately subsisting between us the undersigned, George Banks and Francis Handley, as Mortice and Rim Lock Manufacturers, at Willenhall, in the county of Stafford, under the firm of Banks and Handley, was this day dissolved by mutual consent.—As witness our hands this 5th day of February, 1872.

*George Banks.
F. Handley.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, John Dooley Lomax and James Sharples, carrying on business at Clough Side, Outwood within Pilkington, in the county of Lancaster, as Dyers and Finishers, under the style or firm of Lomax and Sharples, has been dissolved as and from the 30th day of June, 1871, by mutual consent. All debts owing to and by the said partnership firm will be received and paid by the said John Dooley Lomax, by whom the said business will in future be carried on.—Dated this 12th day of March, 1872.

*John D. Lomax.
J. Sharples.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the sole surviving executor of William John Harvey deceased, and John Shillingford, carrying on business as Tea Dealers and Grocers, under the firm of Harvey and Shillingford, at No. 139, Upper-street, Islington, Middlesex, has been dissolved by mutual consent; and that all debts due to or owing by the said late partnership will be received and paid by the said John Shillingford, who will continue to carry on the said business on his own account.—Dated this 14th day of March, 1872.

*Stanford Hotting,
Executor of Mr. W. J. Harvey, deceased,
John Shillingford.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership lately subsisting between us the undersigned, as Attornies and Solicitors, at No. 23, Charles-street, Saint James's-square, in the county of Middlesex, under the firm of Du Pasquier, Tremlett, and Eardley-Holt, was dissolved by mutual consent as from the 1st day of January, 1872.—Dated the 19th day of March, 1872.

*John McM. Du Pasquier.
G. G. Tremlett.
Eardley W. B. Holt.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership which has for some time past been carried on by Peter Woodnorth and Mary Barratt, Spinster, under the firm of P. Woodnorth and Company, at No. 4, Benson-street, Liverpool, in the county of Lancaster, in the trade or business of Window Blind Manufacturers, was this day dissolved by mutual consent. And the business will in future be carried on by the said Mary Barrett and George Barrett, of Liverpool aforesaid, Window Blind Manufacturer, under the firm of Woodnorth and Company.—As witness our hands this 13th day of March, 1872.

*Peter Woodnorth.
Mary Barratt.*

NOTICE is hereby given, that the Copartnership heretofore subsisting between us the undersigned, Frederick Jonathan Blackburn and John Christopher Teasdale, carrying on business in copartnership together, under the copartnership firm of Blackburn and Teasdale, as Dyers, at Leeds, in the county of York, is this day dissolved by mutual consent. And that all debts due and owing to and by the said copartnership will be received and paid by the undersigned, John Christopher Teasdale, who will continue the said business.—Witness our hands this 18th day of March, 1872.

*Frederick Jonathan Blackburn.
John C. Teasdale.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us, as Drapers, at 95 and 96, North end, Croydon, is this day dissolved by mutual consent.—Thursday, March 21st, 1872.

*John Wood.
Frank Wm. Wood.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, Edmund Kerry and John Somerville, both of No. 9½, Noble-street, in the city of London, Commission Agents, trading under the style or firm of Kerry, Somerville, and Co., has been this day dissolved by mutual consent. All debts due to the said firm, in the said business of Commission Agents, to be paid to Mr. Edmund Kerry, of No. 9½, Noble-street aforesaid, or whom he may appoint to receive the same. All claims on, and accounts due from, the said partnership, to be sent to the said Edmund Kerry.—Dated this 22nd day of March, 1872.

*Edmund Kerry.
John Somerville.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, Eugenio Romeo Lotterio and Carlo Lavagna, carrying on business as Ship Brokers, at Liverpool, under the style of Lotterio, Lavagna, and Co., has been dissolved.—Dated this 26th day of February, 1872.

*E. Romeo Lotterio.
Carlo Lavagna.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership which has for some time past been carried on by Charles Gunton Browne, and Eliza his wife, and Mary Susanna Rogers, under the firm of Browne and Rogers, in the trade or business of a Lady's Under Clothing Establishment, at No. 16, High-street, Notting Hill, was this day dissolved by mutual consent.—As witness our hands this 5th day of February, 1872.

*Chas. G. Browne.
Mary Susanna Rogers.
Eliza Browne.*

NOTICE is hereby given, that the Copartnership lately subsisting between us, in the trade or business of Tailors, and carried on at No. 87, Saint James's-street, in the parish of Saint James', Westminster, in the county of Middlesex, under the style or firm of McAlpin and Cooper, was on the 1st day of January last, dissolved by effluxion of time.—As witness our hands this 16th day of March, 1872.

*John McAlpin.
Elijah Cooper.
James Cooper.
J. McAlpin, jr.*

NOTICE is hereby given, that the Co-partnership lately subsisting between us, in the trade or business of Opera Agents and Book-sellers, and carried on at No. 168B, New Bond-street, in the county of Middlesex, under the style or firm of Lacon and Ollier, was this day dissolved by mutual consent.—As witness our hands this 15th day of March, 1872.

*George Orlitts Lacon.
Charles Ollier.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, Samuel Ware and Charles Thomas, as Tailors Drapers, and Undertakers, in the city of Bristol, carrying on business under the firm of Samuel Ware, Charles Thomas, and Son, was this day dissolved by mutual consent, as from the 1st day of January, 1872.—Dated this 18th day of March, 1872.

*Samuel Ware.
Charles Thomas.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between James Andrews and John De Liefde, in the professions or businesses of Surgeons, Physicians, Apothecaries, and Accoucheurs, carried on under the firm of Andrews and De Liefde, at Nos. 149 and 41, Camden-road, N.W., in the county of Middlesex, was this day dissolved by mutual consent. All assets will be received and all debts paid by the said James Andrews, by whom the said business will be carried on in future.—As witness our hands this 20th day of March, 1872.

*Jas. Andrews.
J. De Liefde.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between Israel Jacobs, William Jacobs, and Augustus Jacobs, under the name, style, or firm of Jacobs Brothers, carrying on the trade or business of Upholsterers and General House Furnishers, at No. 29, Tottenham-court-road, and No. 137, Brompton-road, in the county of Middlesex, and at No. 232, Westminster Bridge-road, in the county of Surrey, was dissolved by mutual consent on the 16th day of March instant. And that all debts due to and owing by the said partnership, in respect of the business carried on at No. 137, Brompton-road, will be received and paid by the said William Jacobs, by whom in future the said business at No. 137, Brompton-road, will be carried on. And that all debts due to and owing by the said partnership, in respect of the business carried on at No. 29, Tottenham-court-road, and No. 232, Westminster Bridge-road, will be received and paid by the said Augustus Jacobs, by whom in future the said business at No. 29, Tottenham-court-road, and No. 232, Westminster Bridge-road, will be carried on.—Dated this 19th day of March, 1872.

*Israel Jacobs.
William Jacobs.
Augustus Jacobs.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between the undersigned, Edward Higgin, Thomas Higgin, and Edward Higgins, at Liverpool, in the county of Lancaster, Anderton, in the county of Chester, and Middleport, Shelton, Stoke, Tunstall, and Wolverhampton, in the county of Stafford, as General Carriers, under the style or firm of the Weaver Carrying Company, was this day dissolved by mutual consent. All debts owing to or by the said Company will be received or paid by the said Thomas Higgin.—Dated this 4th day of March, 1872.

*Edwd. Higgin.
Thomas Higgin.
Edward Higgins.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore existing between the undersigned, Thomas and Charles Hinson, carrying on business as Builders and Contractors, and Manufacturers of Pozzolana Flooring, at Bourn, in the county of Lincoln, was dissolved by mutual consent on and from this 18th day of March, 1872. All debts owing to and by the said late partnership will be received and paid by the said Thomas Hinson, who alone will carry on the said trade or business at Bourn, as heretofore.—Witness our hands this 18th day of March, 1872.

*Thomas Hinson.
Charles Hinson.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Charles Ayling and David Ayling, carrying on business as Licensed Victuallers, at the Angel Public House, Whitechapel, in the county of Middlesex, was this day dissolved by mutual consent, and in future the business will be carried on by the said David Ayling on his sole account, and who will pay and receive all debts due and owing from and to the said partnership in the regular course of trade.—As witness our hands this 20th day of March, 1872.

*Charles Ayling.
David Ayling.*

NOTICE is hereby given, that the Partnership heretofore subsisting between us the undersigned, Sidney W. Hopkins, Frank Howard Collins, and Robert John Carpenter, carrying on business as Merchants, at No. 71, Broadway, New York, United States, and at No. 53, Old Broad-street, London, under the firm of S. W. Hopkins and Co., has been dissolved by mutual consent, as and from the 1st day of February, 1872, and that all debts and monies due to and from the said co-partnership will be received and paid by the said Sidney W. Hopkins and Robert John Carpenter, of New York aforesaid, who will in future carry on the said business under the said style or firm of S. W. Hopkins and Co., on their own account at the places aforesaid.—Dated this 1st day of February, 1872.

*Frank H. Collins.
Sidney W. Hopkins.
Robert J. Carpenter.*

COUNTY COURTS' EQUITABLE JURISDICTION.

PURSUANT to a Decretal Order of the Bow County Court of Middlesex, holden at Bow, made in the suit of Thomas Wright Marten against Samuel Benford, it was declared that the Partnership carried on between the plaintiff and defendant, as Tallow Melters and Refiners, at Abbey-road, West Ham, in the county of Essex, do stand dissolved as from the 2nd day of December, 1871.—Dated this 15th day of March, 1872.

CHARLES FREDERICK HORE, Registrar.

MONTAGU HENRY TURNBULL, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all persons having any claims or demands against or affecting the estate of Montagu Henry Turnbull, late of Sheepstead House, in the county of Berks, Esquire, deceased (who died on the 1st day of February, 1872, and whose will was proved on the 5th day of March instant, in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, by Wigram Elliot Money, of No. 21, Cambridge-road, Brighton, Sussex, Esquire, one of the surviving executors named in the said will are required to send in their debts, claims, or demands to the executor, at the offices of his Solicitors, Messrs. Freshfield, of 5, Bank-buildings, London, on or before the 16th day of April next; at the expiration of which time the said executor will proceed to administer the estate, and distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard to the claims only of which the said executor shall then have had notice, and for the assets, or any part thereof, so administered or distributed, the said executor will not be liable to any person of whose debt, claim, or demand he shall not then have had notice; and all persons indebted to the estate of the said deceased are requested forthwith to pay the amount of their debts respectively to the said executor.—Dated this 14th day of March, 1872.

FRESHFIELDS, 5, Bank-buildings, E.C., Solicitors for the Executors.

Re ELIZABETH MARY WEBB, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Vic., c. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Elizabeth Mary Webb, late of the parish of Kempsey, in the county of Worcester, Widow (who died on the 3rd day of December, 1871, and whose will was proved at the District Registry attached to Her Majesty's Court of Probate at Worcester, on the 6th day of February, 1872, by John Richard Cox and Elizabeth Glasby, the executor and executrix therein named), are required to send the particulars of such claims or demands to the undersigned, Frederick Corbett, the Solicitor to the executor and executrix, on or before the 1st day of May next, after which day the said executor and executrix will proceed to distribute the assets of the said testatrix among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any creditors or other persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of March, 1872.

FREDERICK CORBETT, Solicitor to the said Executor and Executrix, Avenue House, Worcester.

THOMAS TWIGG, late of Tansley, in the county of Derby, Yeoman, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament made and passed in the 22nd and 23rd years of the reign of Her present Majesty, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that the creditors and all other persons having claims against the estate of the said Thomas Twigg (who died on the 4th day of August, 1871, and whose will was proved on the 13th day of October, 1871, in Her Majesty's Court of Probate, Derby District, by William Peters Hackett, of Tansley aforesaid, Tape Manufacturer, and Richard Blackwell, of the same place, Farmer, the executors therein named), are required to send in the particulars of their claims to the said William Peters Hackett and Richard Blackwell, or to me, on or before the 24th day of March next, after which time the said executors will distribute the assets of the said deceased amongst the parties entitled thereto, having regard only to the debts and claims of which they shall then have had notice; and will not be liable to the assets so distributed to any person or persons of whose claims they shall not have had notice at the time of such distribution.—Dated this 27th day of February, 1872.

T. H. NEWBOLD, Solicitor, Matlock.

THOMAS WEST, Esquire, Deceased.

Pursuant to an Act of Parliament made and passed in the 22nd and 23rd years of the reign of Her present Majesty, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and persons having any claims or demands upon or against the estate of Thomas West, late of No. 4, Portland-place, Bath, in the county of Somerset, Esquire, deceased (who died on the 26th day of December, 1871, and whose will was proved by the Reverend Thomas John West, of No. 2, Lansdowne Villas, East Down Park, Lewisham, in the county of Kent, and William Thomas West, of Market Deeping, in the county of Lincoln, Solicitor, the executors therein named, on the 8th day of January, 1872, in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate), are hereby required to send in the particulars of their claims or demands to the said William Thomas West, on or before the 1st day of June, 1872; and notice is hereby also given, that after that day the said executors will proceed to distribute the assets of the deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which the said executors shall then have notice; and that they will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person of whose debt or claim they shall not then have had notice.—Dated this 19th day of March, 1872.

WM. THOS. WEST, Solicitor, Market Deeping.

ERNEST HAYTHORNE REED, Deceased.

Pursuant to Act of Parliament of the 22nd and 23rd Vict., chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors or other persons having any claims or demands upon or against the estate of Ernest Haythorne Reed, of 34, Bloomsbury-square, in the county of Middlesex, Barrister-at-Law, deceased (who died on the 29th day of January, 1872, and whose will was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 20th day of February, 1872, by Ann Christiana Mills Reed, the executrix named in the said will), are hereby required to send in the particulars of their debts, claims, and demands to the said executrix, at the office of her Solicitor, Mr. Theophilus Haythorne Reed, at 1, Guildhall-chambers, Basinghall-street, in the city of London, on or before the 16th day of May, 1872, after the expiration of which time the said executrix will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which the said executrix shall then have had notice; and that the said executrix will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person of whose debt, claim, or demand she shall not have had such notice as aforesaid.—Dated this 16th day of March, 1872.

THEOPHILUS HAYTHORNE REED, Solicitor
to the said Executrix, 1, Guildhall-chambers,
Basinghall-street, London.

JOHN MOORE, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that the creditors and all other persons having any claims or demands against the estate of John Moore, formerly of No. 13, Mary-street, Botchergate, Carlisle, but late of Winder, in the parish of Lamplugh, both in the county of Cumberland, Railway Station Master (who died on the 28th day of January, 1871, and whose will was proved in the District Registry at Carlisle, on the 21st day of February, 1871, by one of the executors therein named), are, on or before the 20th day of April next, to send the particulars of such claims or demands to us, the undersigned, the Solicitors of the executor, at the expiration of which time the executor will proceed to distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard to the claims or demands of which the executor shall then have had notice; and the executor will not be liable for the assets so distributed, or any part thereof, to any person or persons of whose claim or demand he shall not then have had notice.—Dated this 20th day of March, 1872.

DOBINSON and WATSON, Solicitors, 5, Bank-street, Carlisle.

The Rev. THOMAS BURTON HOLGATE, Deceased, and WILLIAM FORSTER, Esquire, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that the creditors and all persons having or claiming any demands or liabilities affecting the estate of the Reverend Thomas Burton Holgate, late of Ivy Cottage, Cartmel, Lancashire (who died on the 13th day of August last, and probate of whose will was granted on the 1st day of September last, by the Lancaster District Registry of Her Majesty's Court of Probate, to the Reverend Robert Curteis Hubbersty, Vicar of Cart-

mel aforesaid, and James Maychell Harrison, Solicitor, Cartmel aforesaid, the executors therein named), are, or on before the 1st day of May next, to send to the undersigned, the Solicitors to the said executors, particulars of their several claims against the estate of the said deceased, and also against the estate of William Forster, late of Cartmel aforesaid, but formerly Governor of the Blue Coat Hospital, Liverpool, deceased (who died on the 22nd day of September, 1861, and of whose will the said Thomas Burton Holgate was the surviving executor, after which date the said executors will proceed to distribute the respective assets of the said deceased respectively among the parties respectively entitled thereto, having regard only to the claims of which they shall then respectively have received notice.—Dated this 19th day of March, 1872.

HARRISON and REVELEY, Cartmel, Lancashire.

ROBERT DUNDAS, Esquire, M.D., Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament of the 22nd and 23rd Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Robert Dundas, late of No. 14, Gloucester-place, Hyde Park, in the county of Middlesex, Doctor of Medicine, (who died on the 25th day of June, 1871, at No. 14, Gloucester-place aforesaid, and whose will, with five codicils, was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate on the 1st day of August, 1871, by Eliza Dundas, the daughter of the said deceased, and Fleetwood Pellow Wilson, Esquire, the executors named in the said will), are hereby required to send in the particulars of such their claims and demands, to us, the undersigned, the Solicitors for the said executors, on or before the 1st day of May next, after the expiration of which time the said executors will proceed to apply the assets of the said testator according to the directions contained in the said will and codicils, having regard to those claims and demands only of which the said executors shall then have had notice; and the said executors will not be liable for the assets so distributed, or any part thereof, to any person of whose claims and demands they shall not then have received notice.—Dated this 18th day of March, 1872.

LYNE and HOLMAN, 6A, Austin Friars, London,
Solicitors for the said Executors.

DIXON HENRY CLAPHAM, Deceased.

Pursuant to an Act of Parliament, 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any debt, claim, or demand upon or affecting the estate of Dixon Henry Clapham, late of 9, Saint Mary Abbot's-terrace, Kensington, in the county of Middlesex, Esquire, deceased, who died on the 9th day of February, 1872, and whose will was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 9th day of March, 1872, by Frederick Martin, of Beckenham, in the county of Kent, Doctor of Medicine, and Alfred Henry Clapham, of 181, Bishopsgate Without, in the city of London, Gentleman, the executors named in the said will, are hereby required to send the particulars of their debts, claims, or demands to the said executors, at the office of their Solicitors, Messieurs Clapham and Fitch, No. 181, Bishopsgate Without, in the city of London, on or before the 10th day of May, 1872, after which time the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the persons entitled thereto, having regard only to the debts, claims, and demands of which they shall then have received notice; and they will not be answerable or liable for the assets so distributed, or any part thereof, to any person of whose debt, claim, or demand they shall not have had notice.—Dated this 18th day of March, 1872.

CLAPHAM and FITCH, No. 181, Bishopsgate
Without, London, Solicitors for the said Executors.

JAMES LISTER, Deceased.

Pursuant to the Act 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of James Lister, late of Habergham Eaves, near Burnley, in the county of Lancaster, Brass Founder (who died on the 1st day of January, 1868, and whose will was proved in the District Registry at Lancaster of the Court of Probate, on the 28th day of February, 1868, by John Aspden, one of the executors therein named, or against the said John Aspden and James Graham, the latter having been appointed a trustee of the will of the said James Lister, under the power in that behalf therein contained, in respect of the business of the testator carried on by them since his decease, under the style of "The Executors of the late James Lister"), are required to send the particulars of such claims or demands to John Southern, of Burnley aforesaid, the Solicitor to the said John Aspden and John

Graham, on or before the 22nd day of April next, after which day the said John Aspden and John Graham will proceed to distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any creditors or other persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 19th day of March, 1872.

JOHN SOUTHERN, Solicitor, Burnley.

DOROTHY COURT, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Vic., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against, or any debts or liabilities affecting the estate of Dorothy Court, late of Woodhouse Cottage, in the parish of Huddersfield, in the county of York, Spinster, deceased (who died on the 6th day of January, 1871, at Woodhouse Cottage aforesaid, and whose will, dated the 18th day of December, 1863, with two codicils, respectively dated the 25th day of February, 1867, and the 5th day of August, 1870, was proved in Her Majesty's Court of Probate, the District Registry at Wakefield, on the 28th day of March, 1871, by the Reverend Robert Crowe, of The Parsonage, Woodhouse aforesaid, Clerk in Holy Orders, and Edgar Fenton, of Huddersfield aforesaid, Gentleman, the executors therein named), are required, on or before the 1st day of July, 1872, to send the particulars, in writing, of their claims to the said Edgar Fenton, at his offices, situate in Station-street, in Huddersfield aforesaid, at the expiration of which time the said executors will proceed to distribute the estate of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which the said executors shall then have had notice; and notice is hereby further given, that the said executors will not, after the date aforesaid, be liable for the estate so distributed, or any part thereof, to any person or persons of whose claim they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of March, 1872.

HESP, FENTON, and OWEN, Solicitors, Station-street, Huddersfield.

Re SAMUEL WEBB, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Vict., c. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands against the estate of Samuel Webb, late of the parish of Kempsey, in the county of Worcester, Innkeeper (who died on the 15th day of January, 1871, and whose will was proved at the District Registry attached to Her Majesty's Court of Probate at Worcester, on the 2nd day of March, 1871, by Elizabeth Mary Webb, his widow, the sole executrix therein named, who died on the 3rd day of December, 1871, and whose will was proved at the District Registry attached to Her Majesty's Court of Probate at Worcester, on the 6th day of February, 1872, by John Richard Cox and Elizabeth Glasby the executor and executrix named therein), are required to send the particulars of such claims or demands to the undersigned, Frederick Corbett, on or before the 1st day of May next, after which day the said James Richard Cox and Elizabeth Glasby will proceed to distribute the assets of the said Samuel Webb, deceased, among the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not then be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any creditors or other persons of whose claims or demands they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of March, 1872.

FREDERICK CORBETT, Solicitor to the said John Richard Cox and Elizabeth Glasby.

The Reverend CHARLES HEWETT, Deceased.

Pursuant to an Act of Parliament made and passed in the 22nd and 23rd years of the reign of Her present Majesty, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that the creditors of the Reverend Charles Hewett, formerly of Camden Lodge, Birmingham, in the county of Warwick, but late of No. 1, Grosvenor-square, in the town and county of the town of Southampton, Clerk, deceased (who died on the 10th day of November, 1871, and whose will was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 15th day of March, 1872, by Sir George John Routledge Hewett, of Albury, in the county of Surrey, Baronet, and the Reverend Charles Carey, of Kingweston, in the county of Somerset, Clerk, the executors named in the said will), and all other persons having any claim or demand against the estate of the said Charles Hewett, deceased, are to send the particulars, in writing, of such claims and demands to the said Sir George John Routledge Hewett and the Reverend Charles Carey, the said executors, at the office of Messrs. Hume and Bird, of No. 10, Great James-street, Bedford-

No. 23842.

I

row, Middlesex, Solicitors, on or before the 30th day of April, 1872, after which time the said executors will distribute the assets of the testator among the parties entitled thereto, having regard to the claims of which the executors shall then have had notice and will not be liable for the assets so distributed to any persons for whose debt or claim they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of March, 1872.

HUME and BIRD, 10, Great James-street, Bedford-row, Solicitors for the said Executors.

Mr. JOHN ELMS, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament of 22nd and 23rd Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that the creditors and all other persons having claims or demands against the estate of John Elms, late of Marshfield, in the county of Gloucester, Farmer, deceased (who died on the 15th day of February, 1872, and whose will was proved on the 8th day of March, 1872, by Mr. William Camery Harry and Mr. Alexander Cochrane, the executors thereof, in the Gloucester District Registry of Her Majesty's Court of Probate), are hereby required to send particulars of such debt, claim, or demand to us the undersigned, as Solicitors to the said executors, on or before the 31st day of May, 1872, at the expiration of which time the executors will proceed to distribute the assets of the said John Elms, deceased, among the persons entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose claim they shall not then have had notice.—Dated this 15th day of March, 1872.

INMAN and INMAN, No. 4, Queen-square, Bath, Solicitors to the said Executors.

CORDELIA ANGELICA READ, Deceased.

Pursuant to an Act of Parliament of 22 and 23 Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors or claimants and others claiming any debts, interest, duties, rights, or title in, to, or out of the estate of Cordelia Angelica Read, late of No. 43, Stamford-street, Blackfriars, in the county of Surrey, Spinster, deceased, the daughter of the late John Read, deceased, by Jane, his wife (before her marriage Jane Beetham), which said Cordelia Angelica Read died on the 6th day of December, 1871, are to send in their claims on or against the estate of the said Cordelia Angelica Read, on or before the 31st day of May, 1872, to me the undersigned, Alfred James Shephard, at my office, No. 32, Finsbury-circus, in the city of London, Solicitor for Charles Shephard, formerly of No. 24, Moorgate-street, and now of No. 32, Finsbury-circus aforesaid, Solicitor, the executor named in the will of the said deceased. And notice is hereby further given, that after the said 31st day of May, 1872, the said Charles Shephard will proceed in due course of administration to distribute the assets of the said Cordelia Angelica Read, deceased, amongst the persons appearing to be entitled thereto, having regard only to the claims or interests of which he, the said Charles Shephard, shall have notice; and will not be liable for the assets so distributed to any person of whose claim or interest he shall not have had notice at the time of such distribution.—Dated this 15th day of March, 1872.

ALFRED J. SHEPHEARD, Solicitor for the said Charles Shephard, 32, Finsbury-circus, London.

Re ELIZABETH HUMPHREYS, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, c. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claim, debt, or demands against the estate and effects of Elizabeth Humphreys, late of the parish of St. Pancras, in the city of Chichester, Widow, deceased (who died on the 18th day of January, 1872, and whose will was proved in the District Registry of Her Majesty's Court of Probate at Chichester, by James Henderson and Thomas Reynolds, the executors therein named), are hereby required to deliver and send in to the said James Henderson, at his residence, East-street, Chichester, written particulars of such debts, claims, and demands, on or before the 18th day of April next, at the expiration of which time the executors will distribute the assets of the said testator among the parties entitled thereto, having regard only to those debts, claims, and demands of which they shall then have notice; and the said executors will not be liable or accountable for the said assets, or any part thereof, so distributed, to any person, in respect of any debt, claim, or demand whatsoever, of which due notice shall not then have been delivered and sent in as aforesaid.—Dated the 20th day of March, 1872.

JOHNSON and RAPER, Chichester, Solicitors to Executors.

JAMES WHITE, Deceased.

Pursuant to the Statute the 22nd and 23rd Victoria, cap. 35; intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and others having claims against the estate of James White, late of 235, Essex-road, Islington, in the county of Middlesex, Gentleman, deceased (who died on the 17th day of November, 1871, at No. 235, Essex-road aforesaid), are, on or before the 3rd day of May, 1872, to send by post, prepaid, to Messrs. G. and W. Webb and Pearson, of 11, Austin Friars, in the city of London, the Solicitors of Alfred Barker, James Thomas White, and Alfred Allen, the executors of the said deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them. And notice is hereby further given, that after the said 3rd day of May, 1872, the said executors will proceed, in due course of administration, to distribute the assets of the said James White, deceased, amongst the persons appearing to be entitled thereto, having regard only to the claims of which they, the said executors, shall have notice; and will not be liable for the assets so distributed to any person of whose claim they shall not have had notice at the time of such distribution.—Dated this 21st day of March, 1872.

G. and W. WEBB and PEARSON, Solicitors for the said Executors, 11, Austin Friars, London, E.C.

JOSEPH EATON, Deceased.

Pursuant to the Statute the 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and others having claims against the estate of Joseph Eaton, late of Rectory Vale Cottage, Shacklewell New-road, West Hackney, in the county of Middlesex, retired Victualler (who died on the 8th day of December, 1863, at Rectory Vale Cottage aforesaid), are, on or before the 3rd day of May, 1872, to send by post, prepaid, to Messrs. G. and W. Webb and Pearson, of 11, Austin Friars, in the city of London, the Solicitors of Joseph Eaton, the son and sole surviving executor of the said deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them. And notice is hereby further given, that after the said 3rd day of May, 1872, the said executor will proceed, in due course of administration, to distribute the assets of the said Joseph Eaton, deceased, amongst the persons appearing to be entitled thereto, having regard only to the claims of which he, the said executor, shall have notice; and will not be liable for the assets so distributed to any person of whose claim he shall not have had notice at the time of such distribution.—Dated this 21st day of March, 1872.

G. and W. WEBB and PEARSON, Solicitors for the said Joseph Eaton, the Executor, 11, Austin Friars, London, E.C.

Re WILLIAM ELKINGTON, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament of 22nd and 23rd Victoria, c. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that the creditors and all other persons having any claims or demands upon or against the estate of William Elkington, late of Navenby, in the county of Lincoln, Yeoman, deceased (who died on the 29th day of January, 1872, and probate of whose will was, on the 7th day of February, 1872, granted to James Rollitt, of Navenby aforesaid, Farmer, and to Francis Roper Larken, of the city of Lincoln, Gentleman, the executors and trustees thereof), are hereby required to send the particulars, in writing, of their claims or demands to the said executors, or to one of them, or to me, the undersigned, on or before the 19th day of April, 1872, after which last-mentioned day the said executors will proceed to distribute the assets of the said deceased among the parties entitled thereto, having regard only to the claims or demands of which they shall then have had notice; and the said executors will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed or dealt with, to any person of whose claim or demand they shall not then have had notice.—Dated this 18th day of March, 1872.

ROBERT TOYNBEE, Solicitor, Bank-street, Lincoln.

HARRIOT BROWN, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Harriot Brown, late of No. 75, Tyers-street, Vauxhall, Lambeth, in the county of Surrey, Spinster (who died on the 11th day of August, 1871, and whose will, and the codicil thereto, was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 16th day of February, 1872, by Robert Harris Osborn, of No. 5, Broad-street, Gol-

den-square, in the county of Middlesex, Carpenter, the sole surviving executor therein named), are hereby required to send, in writing, to us the undersigned, Solicitors of the said executor, on or before the 1st day of May next, the particulars of their claims and demands. And notice is hereby also given, that after the said 1st day of May next, the said executor will proceed to distribute the assets of the said deceased amongst the parties entitled thereto, or will otherwise deal therewith, having regard only to the claims of which he shall then have had notice; and that the said executor will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed to any person or persons whomsoever, of whose claims or demands he shall not then have had notice at the time of such distribution.—Dated this 20th day of March, 1872.

FLETCHER, ST. PAUL, LYNCH, and SMITH, 11, Staple-inn, London, W.C., Solicitors to the said Executor.

SAMUEL DURRANS, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon the estate of Samuel Durrans, late of No. 2, Rose-cottages, Old Ford, Bow, in the county of Middlesex, Gentleman, who died on the 6th day of September, 1864, and whose will was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 14th day of October, 1864, with a codicil thereunto annexed, by Esther Durrans, Widow, Charles Durrans, and Thomas Morris Grant, the executors named in the said will, are hereby required to send in particulars of their debts, claims, and demands to George Bradbrook and Cornelius Brooks Holliday, who are the executors of the last will of Thomas Morris Grant, the surviving executor of the said Samuel Durrans, who died on the 30th day of August, 1871, and whose will was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 4th day of October, 1871, by the said George Bradbrook and Cornelius Brooks Holliday, at the office of their Solicitors, Messieurs Boulton and Sons, of 21A, Northampton-square, Clerkenwell, in the county of Middlesex, on or before the 22nd day of April next, after the expiration of which time the said executors will proceed to distribute the assets of the said Samuel Durrans amongst the parties entitled, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and the said executors will not be liable for the assets so distributed to any person of whose claim they shall not then have had notice.—Dated this 20th day of March, 1872.

BOULTON and SONS, 21A, Northampton-square, Solicitors for the said Executors.

GEORGE COOPER, Deceased.

Pursuant to an Act of Parliament of 22nd and 23rd Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims against the estate of George Cooper, of East Dereham, in the county of Norfolk, Gentleman, who died on the 27th day of January, 1871, and whose will and codicils were proved on the 25th day of February, 1871, in the Norwich District Registry of the Court of Probate, by George Halcott Cooper, Gentleman, the Reverend Louis Augustus Norgate, Clerk, and Eliza Ann Cooper, the executors, are required, on or before the 1st day of June, 1872, to send written particulars of their claims to Messrs. Cooper and Norgate, of East Dereham aforesaid, Solicitors for the executors, at the expiration of which time the executors will distribute the assets of the said George Cooper, having regard only to the claims of which they shall then have had notice; and they will not be liable for the assets so distributed to any person of whose claim they shall not then have had notice.—Dated this 18th day of March, 1872.

COOPER and NORGATE, East Dereham, Norfolk.

HENRY NICHOLLS, Deceased.

Pursuant to an Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, cap. 35, sec. 29, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands whatever on or against the estate of Henry Nicholls, late of No. 222, Roman-road, Old Ford, in the county of Middlesex, Oil and Colourman, deceased (who died on the 29th day of February, 1872, and whose will was proved by Anthony Hancock, of No. 7, York-place, Battersea, in the county of Surrey, Engineer, and John Wells, of No. 44, Vernon-road, Old Ford, in the county of Middlesex, Commission Agent, the executors, in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 15th day of March, 1872), are requested to send particulars of their claims or demands to the said executors at the office of me, the undersigned, Nathaniel Roberts, 4, Dean's-court, Doctor's-commons, in the city of London, their Proctor, on or before the 30th day of June, 1872; or at the expiration of the said period the said executors will distri-

bute the assets of the said Henry Nicholls, deceased, among the parties entitled thereto; having regard only to the just claims or demands of which the said executors may then have had sufficient notice; and that the said executors will not be liable or answerable for the assets, or any part thereof, under this estate, so distributed, to any person or persons of whose debt or claim the said executors shall not as aforesaid have had due notice.—Dated this 21st day of March, 1872.

NATHANIEL ROBERTS, 4, Deans-court, Doctor's-commons, Proctor for the above-named Executors.

Miss SELINA SITWELL, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament of the 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of Selina Sitwell, late of Quarndon, in the county of Derby, Spinster, who died on the 24th day of February, 1872, and whose will was proved on the 13th day of March, 1872, in the Derby District Registry of Her Majesty's Court of Probate, by Robert Sacheverell Willmot Sitwell, of Stainsby House, in the county of Derby, Esquire, the sole executor named in the said will, are hereby required to send in written particulars of their respective claims or demands to the said executor at our offices, situate in Saint Mary's Gate, in Derby aforesaid, on or before the 31st day of May next, at the expiration of which time the said executor will proceed to distribute the assets of the said Selina Sitwell, deceased, amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which the said executor shall then have had notice; and the said executor will not be liable for the assets, or any part thereof, so distributed, to any person of whose claim or demand he shall not have had notice at the time of such distribution.—Dated this 19th day of March, 1872.

SIMPSON, TAYLOR, and SIMPSON, Derby, Solicitors for the said Executor.

MARY BLAKE, Spinster, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22 and 23 Vict., cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and persons having any claims or demands against Mary Blake, late of Rock Ferry, in the county of Chester, Spinster, deceased (who died on or since the 17th April, 1871, and whose will was proved in the District Registry of Her Majesty's Court of Probate at Chester, on the 11th May, 1871, by William Stratford Ledger, of Grove House, West Derby, in the county of Lancaster, Land Agent, and Elizabeth Isabella Llewellyn, wife of Charles Llewellyn, of Egerton Park, Rock Ferry aforesaid, executors), are hereby required to send in to us, the undersigned, Eden, Pears, Logan, and Eden, 57, Church-street, Liverpool, in the said county of Lancaster, Solicitors to the said executors, particulars, in writing, of their claims and demands against the estate, before the 20th day of April, 1872, at the expiration of which time the said executors will proceed to the distribution of the whole of the assets of the said deceased, having regard only to the claims of which they shall then have had notice.—Dated the 16th day of March, 1872.

EDEN, PEARS, LOGAN, and EDEN.

JOHN SHEPHERD, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that creditors and all others having any claims or demands upon or against the estate of John Shepherd, late of Lymm, in the county of Chester, and of 86, King-street, in the city of Manchester, Merchant (who died on the 16th day of November, 1871, and of whose personal estate and effects letters of administration were, on the 13th day of March instant, granted to John Shirreff Dods, in the District Registry at Chester attached to Her Majesty's Court of Probate), are hereby required to send in the particulars of their claims to us the undersigned, on or before the 4th day of May next, after which day the said administrator will proceed to distribute the assets of the said John Shepherd among the persons entitled thereto, having regard only to the claims of which he shall then have had notice.—Dated this 20th day of March, 1872.

BEEVER, TAYLOR, KIRKMAN, and COLLEY, 8, John Dalton-street, Manchester, Solicitors to the Administrator.

JOHN NORMAN HARDWICH, Deceased.

Pursuant to the Act of Parliament of the 22nd and 23rd Victoria, cap. 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having claims upon or demands against the estate of John Norman Hardwich, late of West Lambrook, in the parish of Kingsbury Episcopi, in the county of Somerset, Gentle-

man, deceased (who died on the 29th day of September, 1870, and whose will, with a codicil thereto, was proved in the District Registry at Taunton, attached to Her Majesty's Court of Probate, on the 1st day of December, 1870, by Thomas William Nunn and Carrington William Ayles, the executors therein named), are hereby required to send the particulars of such claims or demands to the executors at the office of Mr. John Toller Nicholetts, of South Petherton, Somerset, Solicitor, on or before the 1st day of May next. And that after the last-mentioned day the executors will distribute the assets of the said John Norman Hardwich amongst the persons entitled thereto, having regard only to the claims or demands of which the said executors shall then have had notice; and that from the last-mentioned day the executors will not be liable for such assets, or any part thereof, to any creditors or other persons of whose claims or demands the executors shall not then have had notice.—Dated this 15th day of March, 1872.

JOHN TOLLER NICHOLETTS, Solicitor to the Executors.

JAMES PINYON, Deceased.

Pursuant to the Statute of 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claims or demands upon or against the estate of James Pinyon, formerly of Ashburnham, in the county of Sussex, but late of Boreham-street, Warling, in the said county, Farmer, deceased (who died on the 21st day of December, 1870, and whose will was proved on the 22nd day of June following, by Edward Chapman Hodgson, of Ashburnham aforesaid, Farmer, John Isted, of the same place, Farmer, and Robert Thomas Martin, of Hailsham, in the said county, Auctioneer, the executors thereof), are hereby required to send the particulars of their claims or demands to the said executors, or to me, the undersigned, their Solicitor, on or before the 18th day of May next, at the expiration of which time the said executors will proceed to distribute the assets of the said James Pinyon among the persons entitled thereto, having regard to the claims only of which the said executors shall then have had notice; and the said executors will not be liable for any claim of which such notice shall not have been given at the time of such distribution.—Dated this 19th day of March, 1872.

CHARLES SHEPPARD, Battle, Sussex.

JOHN ALDHOUS, Deceased.

Pursuant to the Statute 22nd and 23rd Victoria, chapter 35, intituled "An Act to further amend the Law of Property, and to relieve Trustees."

NOTICE is hereby given, that all creditors and other persons having any claim or demand upon the estate of John Aldhous, formerly of Victoria-place, Stoke Newington, afterwards of 23, Windsor-terrace, Queen's-road, Brighton, Sussex, and late of No. 36, Duke-street, Brighton aforesaid, Gentleman (who died on the 1st day of January, 1872, and whose will was proved in the Principal Registry of Her Majesty's Court of Probate, on the 12th day of February, 1872, by Christopher Aldhous, of Twyford-street, Islington, in the county of Middlesex, and Frederick Aldhous, of Thornhill-road, Islington aforesaid, the executors named in the said will), are hereby required to send in particulars of such their debts, claims, and demands to the said executors, at the office of their Solicitors, Messrs. Boulton and Sons, of 21A, Northampton-square, Clerkenwell, in the county of Middlesex, on or before the 22nd day of April next, after the expiration of which time the said executors will proceed to distribute the assets of the said testator amongst the parties entitled thereto, having regard only to the claims and demands of which they shall then have had notice; and the said executors will not be liable for the assets so distributed to any person or persons of whose claim or demand they shall not then have had notice.—Dated the 20th day of March, 1872.

BOULTON and SONS, 21A, Northampton-square, Solicitors for the said Executors.

In Chancery.

In the Matter of the Act 19 and 20 Victoria, chapter 120, intituled "An Act to facilitate Leases and Sales of Settled Estates;" and of the Act 21 and 22 Victoria, chapter 77, intituled "An Act to amend and extend the Settled Estates Act of 1836;" and of the Act 27 and 28 Victoria, chapter 45, intituled "An Act to further amend the Settled Estates Act of 1856;" and in the Matter of a Freehold Plot of Ground situate in Great Tower-street, in the parish of Allhallows, Barking, in the city of London, and the Messuage erected thereon, being No. 29 in the said street, now subject to the trusts of an Indenture of Settlement dated the 6th of December, 1832, and executed on the Marriage of Sir William Tite, C.B., and Dame Emily Tite, his Wife.

PURSUANT to the above-mentioned Acts of Parliament and the Consolidated General Order of this Court in that behalf, notice is hereby given, that on the 8th day of

March, 1872, Dame Emily Tite, of No. 42, Lowndes-square, in the county of Middlesex, Wife of Sir William Tite, of the same place, Knight, Companion of the Bath, M.P., by Henry Thomas Curtis, of Burfield Lodge, Old Windsor, in the county of Berks, Esquire, her next friend, the said Sir William Tite, William Dimes, of Cannes, in the French Republic, Esquire, the said Henry Thomas Curtis and John Curtis, of Haberdashers' Hall, in the city of London, Gentlemen, presented their Petition unto the Right Honourable the Lord High Chancellor of Great Britain, praying that an agreement of the 1st February, 1872, might be approved and confirmed by this Court, and upon the performance by Edwin Lake of the said agreement in his part, the petitioner Henry Thomas Curtis and John Curtis might be at liberty to accept a surrender of the existing lease of the said premises, No. 29, Great Tower-street, and the two last-named petitioners might be directed to execute, as lessors, a new lease of the said premises for the term of fifty years, and subject to the covenants and conditions mentioned in the said agreement, such lease to be settled (if necessary) by the Judge in Chambers, and for other consequential purposes mentioned in the said Petition. And notice is hereby given, that such Petition will in due course be heard before his Honour the Vice-Chancellor Sir Richard Malins, Knight, and that the place where the said petitioners are to be served with any notice or Order of the Court, or of the Judge in Chambers, relating to the subject of the said Petition, is the office of Messrs. Curtis and Bedford, Haberdashers' Hall, in the city of London.—Dated this 12th day of March, 1872.

CURTIS and BEDFORD, Haberdashers' Hall, London, Solicitors for the Petitioners.

In Chancery.

In the Matter of the Act 19th and 20th Victoria, chapter 120, intitled "An Act to facilitate Leases and Sales of Settled Estates;" and of the Act 21st and 22nd Victoria, chapter 77, intitled "An Act to amend and extend the Settled Estates Act of 1856;" and of the Act 27th and 28th Victoria, chapter 45, intitled "An Act to further amend the Settled Estates Act of 1856," and in the Matter of a Plot of Land of Copyhold or Customary Tenure, containing 96 square yards or thereabouts, called the Brick-kiln Field, with the Dwelling-house and Buildings thereon, situate in Shelton, within and holden of the Manor of Newcastle-under-Lyme, in the county of Stafford; Also a Dwelling-house, Building, and Premises, of Copyhold or Customary Tenure, situate in Cheapside, in Shelton aforesaid, and within and holden of the said Manor, and a Plot of Land of Copyhold or Customary Tenure, containing 125 square yards or thereabouts, situate in Shelton aforesaid, and within and holden of the said Manor respectively, devised by the Will of Joseph Kelsall deceased.

NOTICE is hereby given, that a Petition in the above-mentioned matters was, on the 23rd day of February, 1872, presented to the Lord High Chancellor of Great Britain, by Thomas Kelsall, of the borough of Hanley, in the county of Stafford, Fishmonger, John Kelsall, of the place, Fishmonger, Elizabeth Kelsall, of the same place, Spinster, James Peake, of the same place, Dealer in Music, and William Thomas Walley, of the same place, Provision Merchant, praying that all the hereditaments above-mentioned might be sold, under the direction of this Honourable Court, and that all proper enquiries might be made and directions given for effecting such purposes, and that the costs of and incident to the said Petition might be provided for. And notice is hereby also given, that the Petitioners may be served with any Order of the Court or notice relating to the subject of the said Petition at the office of their Solicitor, Mr. William Berry, situate at No. 62, Chancery-lane, in the county of Middlesex.—Dated this 6th day of March, 1872.

WM. BERRY, Solicitor for the Petitioners.

TO be sold by auction (pursuant to an Order made in the matter of the estate of Daniel Beak, deceased, Beak v. Beak, and with the approbation of his Honour Vice-Chancellor Sir James Bacon, the Judge to whose Court the said matter and cause is attached), by Messrs. Moore and Hill, at the King's Head Hotel, Cirencester, on Thursday, the 4th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon, the following property, in two lots:—

Lot 1. A close of pasture land, situate, lying, and being in the parish of South Cerney, in the county of Gloucester, called Wildmoor Piece, numbered 143 and 144 on the tithe apportionment award, and map for that parish, containing 5A. 1A. 20P., or thereabouts, and now in the occupation of Mrs. Elizabeth Pollard.

Lot 2. Such reversionary interest of, and in a sum of £669 12s. 11d., £3 per Cent. Consols, as described in the 9th condition of sale, expectant upon the demise of a lady, aged 65.

Lot 1 may be viewed upon application to the occupier, and printed particulars and conditions of sale may be obtained (gratis) of the Auctioneers, at their office, at Cirencester; of Messrs. Jones and Forrester, Solicitors, Malmesbury; of

Messrs. Price, Bolton, and Filder, Solicitors, No. 1, New-square, Lincoln's-inn, London; of Mr. T. H. Chubb, Solicitor, Malmesbury; of Messrs. Deane, Chubb, and Co., Solicitors, No. 14, South-square, Gray's-inn, London; of Messrs. Stanley and Washborough, Solicitors, Bristol; of Messrs. Thomas White and Sons, Solicitors, 11, Bedford-row, London; and at the said Hotel.

TO be sold by auction, pursuant to an Order of the High Court of Chancery, made in the cause of Huelin v. Wilson, with the approbation of the Vice-Chancellor Sir Richard Malins, in four lots, by Mr. Thomas Oughton, the person appointed by the said Judge, at the Commercial Hall, King's-road, Chelsea, in the county of Middlesex, on Wednesday, the 24th day of April, 1872, at two o'clock in afternoon, precisely:—

A leasehold house, No. 181, King's-road, Chelsea, held for a term of 99 years, from the 25th day of March, 1803, at a rent of £4 a-year, let to a yearly tenant at £56 per annum.

Leasehold house, No. 2, Trafalgar-square, Chelsea, held for a term of 40½ years from the 24th day of June, 1868, at a rent of £6 a-year, let under an agreement for 3 years, from the 25th day of December, 1871, at £45 per annum.

Leasehold house, No. 22, Seymour-place, West Brompton, in the parish of Kensington, held for a term of 99 years from the 25th day of March, 1807, at a rent of £3 4s. 0d. a-year, let at £36 per annum.

Leasehold house, No. 30, Seymour-place, West Brompton, in the parish of Kensington, held for a term of 95 years from the 25th day of December, 1810, at a rent of £10 a-year, let at £36 per annum.

Printed particulars and conditions of sale may be had (gratis) of Richard Wright, Esquire, Solicitor, 57, Lincoln's-inn-fields; at the place of sale; or of the Auctioneer, 258, King's-road, Chelsea, S.W.

PURSUANT to a Decree of the High Court of Chancery, made in a cause John Grant against Charles Provost and others, the creditors of Martha Stephenson, late of Slough, in the county of Bucks, Spinster, who died on or about the 7th day of November, 1866, are, on or before the 10th day of April, 1872, to send by post, prepaid, to Mr. George Frederick Cooke, of 3, Serjeants'-inn, Chancery-lane, in the city of London, the Solicitor for the plaintiff, John Grant, one of the executors of the said Martha Stephenson, deceased, their Christian and surnames, and the Christian and surnames of any partner or partners, their addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Decree. Every creditor holding any security is to produce the same before the Master of the Rolls, at his chambers, situate in Rolls-yard, Chancery-lane, in the county of Middlesex, on Saturday, the 20th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 11th day of March, 1872.

PURSUANT to a Decree of the High Court of Chancery, made in a cause Bowbeer against Cooper, 1872, B., No. 72, the creditors of Henry Wildgoose, late of No. 8, Highgrove-place, Totterdown, in the county of Somerset, and formerly of Hengrove Farm, in the parish of Brislington, in the said county of Somerset, Yeoman, who died on or about the 8th day of January, 1872, are, on or before the 18th day of April, 1872, to send by post, prepaid, to Mr. Thomas Henry Bolton, of No. 11, Gray's-inn-square, in the county of Middlesex, the Solicitor of the defendants, Thomas Cooper and James Cross, the executors of the deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Decree. Every creditor holding any security is to produce the same before the Master of the Rolls, at his chambers, situate in the Rolls-yard, Chancery-lane, Middlesex, on Thursday, the 2nd day of May, 1872, at eleven o'clock in the forenoon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 20th day of March, 1872.

PURSUANT to an Order of the High Court of Chancery, made in the matter of the estate of Frederick Hutchinson, deceased, and in a cause the Commercial Bank Corporation of India and the East, by William Hopkins Holyland, its Official Liquidator, against Mary Ann Hutchinson, Widow, the creditors of Frederick Hutchinson, late of Bombay, in the East Indies, of 100, Gresham House, in the city of London, of 19, Talbot-terrace, Bayswater, in the county of Middlesex, and of 36, Gloucester-place, Hyde Park, in the county of Middlesex, Merchant, who died at Ilfracombe, in the county of Devon, on or about the 25th day of July, 1869, are, on or before the 23rd day of April, 1872, to send by post, prepaid, to Mr. Peter Williams, of the firm of Freshfields, of 5, Bank-buildings, in the city of London, the Solicitors of the plaintiffs, their Christian

and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Order. Every creditor holding any security is to produce the same before the Master of the Rolls, at his chambers, situate in the Rolls-yard, Chancery-lane, Middlesex, on Saturday, the 4th day of May, 1872, at twelve o'clock at noon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 19th day of March, 1872.

PURSUANT to a Decree of the High Court of Chancery, made in a cause of Thomas Ratcliff and others against Charles Grey Service and others, the creditors of James Rogerson Ratcliff, late of Bishopwearmouth, in the county of Durham, Shipowner, who died in or about the month of November, 1870, are, on or before the 15th day of April, 1872, to send by post, prepaid, to Mr. William Bell, of Sunderland, in the county of Durham, the Solicitor of the defendants, Charles Grey Service and William Yeal, the executors of the deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, and the Christian and surnames of any partner or partners, and the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Decree. Every creditor holding any security is to produce the same before the Master of the Rolls, at his chambers, situated in the Rolls-yard, Chancery-lane, Middlesex, on Monday, the 29th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 16th day of March, 1872.

PURSUANT to a Decree of the High Court of Chancery, made in a cause of Dove v. Norris, 1871, D., No. 116, the persons claiming to be entitled, under the will of Bailey Hillyard, late of Devizes, in the county of Wilts, Gentleman (who died 28th October, 1867), to the share in his residuary estate bequeathed to the children of the testator's brother, George Hillyard, late of Oxford, Blacking Manufacturer, deceased, and Ruth, his wife, and the issue of such of the same children who may have died in the testator's lifetime, are, by their Solicitors, on or before the 21st day of May, 1872, to come in and prove their claims, at the chambers of the Vice-Chancellor Sir Richard Malins, at No. 3, Stone-buildings, Lincoln's-inn, Middlesex, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Decree. Thursday, the 31st May, 1872, at twelve o'clock at noon, at the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon the said claims.—Dated this 18th March, 1872.

PURSUANT to a Decree of the High Court of Chancery, made in a cause Josselyn v. Josselyn, the creditors of Charles Josselyn, late of Stanway, in the county of Essex, Farmer, deceased, who died on the 2nd day of February, 1872, are, on or before the 30th day of April, 1872, to send by post, prepaid, to Mr. Joseph Beaumont, of No. 53, Coleman-street, in the city of London, the Solicitor of the defendant, Elizabeth Sidney Josselyn, the administratrix of the estate and effects of the deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Decree. Every creditor holding any security is to produce the same before the Vice-Chancellor Sir John Wickens, at his chambers, No. 13, Old-square, Lincoln's-inn, Middlesex, on Wednesday, the 22nd day of May, 1872, at twelve o'clock at noon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 18th day of March, 1872.

PURSUANT to a Decree of the High Court of Chancery, made in a cause of Cock against Cock, the creditors of Richard Cock, late of Selsey, in the county of Sussex, Grocer, Butcher, and Farmer, who died on or about the 2nd day of October, 1871, are, on or before the 17th day of April, 1872, to send by post, prepaid, to Messrs. Green and Malim, of Chichester, in the county of Sussex, the Solicitors of the defendant, Mary Cock, the executrix of the deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Decree. Every creditor holding any security is to produce the same before the Vice-Chancellor Sir John Wickens, at his chambers, situated at No. 12, Old-square, Lincoln's-inn, Middlesex, on Monday, the 29th day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 18th day of March, 1872.

PURSUANT to an Order of the High Court of Chancery, made in the matter of the estate of Ann Freeman, and in a cause Hudson against Gray, 1872, F., No. 24,

the creditors of Ann Freeman, late of the Dundee Arms, High-street, Wapping, in the county of Middlesex, Licensed Victualler, Widow (who died on the 21st day of November, 1870), are, on or before the 16th day of April, 1872, to send by post, prepaid, to Messrs. Raven and Bradley, of 2, Harcourt-buildings, Temple, in the county of Middlesex, E.C., the Solicitors of the defendant, John Gray, the administrator of the said deceased, their Christian and surnames, addresses and descriptions, the full particulars of their claims, a statement of their accounts, and the nature of the securities (if any) held by them, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Order. Every creditor holding any security is to produce the same before the Vice-Chancellor Sir John Wickens, at his chambers, situate No. 12, Old-square, Lincoln's-inn, Middlesex, on Thursday, the 25th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon, being the time appointed for adjudicating on the claims.—Dated this 20th day of March, 1872.

PURSUANT to a Decree of the High Court of Chancery in England, made in a cause Melmoth v. Stevens, the person claiming to be the heir-at-law of Frances Paull, formerly Frances Andrews, of Henstridge, in the county of Somerset, in England, Spinster, and late the wife of Samuel Paull, of Islington, in the county of Middlesex, in England, Surveyor, living at the time of her death, in the month of September, 1853, or the person or persons now claiming, either by devise, descent, or otherwise, the real estate of the said Frances Paull, which descended to such heir-at-law, are, by their Solicitors, on or before the 25th day of June, 1872, to come in and prove their claims at the chambers of Vice-Chancellor Sir John Wickens, at No. 13, Old-square, Lincoln's-inn, London, England, or in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefit of the said Decree. Thomas Wills Andrews, a brother of the said Frances Paull, would, if living, be such heir-at-law; but it is believed that he died on his passage out to America, many years ago, leaving a widow and three children resident in North Carolina. Saturday, the 6th day of July, 1872, at twelve o'clock at noon, at the said chambers, is appointed for hearing and adjudicating upon the claims.—Dated this 6th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Bristol.

A SECOND Dividend of 1s. 6d. in the pound has been declared in the matter of a special resolution for liquidation by arrangement of the affairs of John Lang, of Highdale-road, Clevedon, in the county of Somerset, Grocer, Tea, and General Dealer, Collector of Rates, and Clerk of the Market at Clevedon, and that the same will be paid to the creditors who have proved their debts on application to the undersigned, James Collins the younger, of 39, Broad-street, Bristol, the Trustee under the liquidation, on or after the 25th day of March instant. Bills and securities must be produced.—Dated this 18th day of March, 1872.

JAMES COLLINS, jr., Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Kingston-upon-Thames.

A FINAL Dividend of 2s. in the pound has been declared in the matter of a special resolution for liquidation by arrangement of the affairs of Henry Hoare, of Guildford-street, Chertsey, in the county of Surrey, Coal and Grain Merchant, by me, the undersigned, Richard Fountain Stratton, at my offices, Kew Bridge, Brentford, in the county of Middlesex, the Trustee under the liquidation, on and after the 23rd day of March, 1872.—Dated this 20th day of March, 1872.

RICHARD F. STRATTON, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Bristol.

A FIRST and Final Dividend of 8s. in the pound has been declared in the matter of proceedings for liquidation by arrangement or composition with creditors instituted by George Jennings, of the Albion Tavern, Prince-street, in the city of Bristol, Licensed Victualler, and will be paid by me, at my offices, No. 10, Bridewell-street, in the city of Bristol, on and after the 28th day of March now instant.—Dated this 19th day of March, 1872.

EDWIN THOS. LEWIS, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Alexander Magrath, of 155, Cannon-street, in the city of London, and of 2, Grove-place, Lewisham, in the county of Kent, Civil Engineer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Mr. Samuel Henry

Perrin, of 15, King-street, Cheapside, in the city of London, on the 16th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

S. H. PERRIN, 15, King-street, Cheapside, E.C., Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Aaron Morris, of 49, Duke-street, Aldgate, in the city of London, Woollen Draper and Trimming Seller.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. Herbert Henry Poole, 58, Bartholomew-close, in the city of London, on the 4th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

H. H. POOLE, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Francis Watson, of No. 174, Culford-road, Kingsland, in the county of Middlesex, Cab Proprietor.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at No. 21, Worship-street, Finsbury, in the county of Middlesex, on the 4th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

BARKER JAMES ABBOTT, 21, Worship-street, Attorney for the said Francis Watson.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George Alfred Skinner, of 38, Lower Whitecross-street, in the city of London, Box Manufacturer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at 38, Lower Whitecross-street, in the city of London, on the 29th day of March, 1872, at one o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 12th day of March, 1872.

ROBT. WILLIS, 20, Frederick-street, Gray's-inn-road, Attorney for the Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Rowland Syers, of No. 804, Old Kent-road, in the county of Surrey, Greengrocer, Fruiterer, and Coal Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Swan Hotel, Great Dover-street, Southwark, in the county of Surrey, on the 27th day of March, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 12th day of March, 1872.

HENRY MORTON ODY, 10, Trinity-street, Southwark, Attorney for the said William Rowland Syers.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Clapham, of Hornsey, in the county of Middlesex, and of the Royal Park, Leeds, in the county of York, Manager of the said Park, and Wine and Beer Merchant.

NOTICE is hereby given, that a Substituted First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Learoyd and Learoyd, No. 11, South-street, Finsbury, in the county of Middlesex, on the 5th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

LEAROYD and LEAROYD, 11, South-street, Finsbury, London, E.C., Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Croydon.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Richard John Hayton, of High-street, Epsom, in the county of Surrey, Butcher.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the King's Head Inn, Epsom aforesaid, on the 3rd day of April, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

C. T. RICHARDS, 38, High-street, Croydon, Attorney for the said Richard John Hayton.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Croydon.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Bryan, of No. 9, Pavement, Bromley, in the county of Kent, Clothier.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at No. 17, King-street, Cheapside, in the city of London on the 9th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

JAS. H. CRUMP, 17, King-street, Cheapside, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hertfordshire, holden at Hertford.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Charles Hale (and not Hall, as erroneously printed in Gazette of 12th instant), of Hockerill, in the said county, Wheelwright.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Mr. E. D. Godwin, St. Thomas'-street, Winchester, on the 29th day of March, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 6th day of March, 1872.

E. DOUGLAS GODWIN, St. Thomas'-street, Winchester, Attorney for the said C. Hale.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hertfordshire, holden at St. Alban's.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Alexander James Farmborough, of the Roxburgh Tavern, Harrow, in the county of Middlesex, Licensed Victualler, late also Farmer and Brickmaker.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at No. 12, Hatton Garden, in the county of Middlesex, on the 4th day of April, 1872, at half-past eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 16th day of March, 1872.

E. F. MARSHALL, 9, Lincoln's-inn-fields, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Suffolk, holden at Ipswich.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Abraham Wallis and Ransome Wallis, of Ipswich, in the county of Suffolk, Corn and Seed Merchants and Copartners.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named persons has been summoned to be held at the offices of Messrs. Cooper Brothers, Accountants, Nos. 13 and 14, George-street, Mansion House, in the city of London, on the 10th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

THOMAS and HOLLAMS, Mincing-lane, London, Attorneys for the said Debtors.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Kingston-on-Thames.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Henry George Rickard, of Eden-street, Kingston-on-Thames, in the county of Surrey, Grocer, Cheesemonger, and Bottled Beer Merchant.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Chamber of Commerce, 145, Cheapside, in the city of London, on the 4th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

PIESSE and SON, 15, Old Jewry-chambers, London, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Guildford and Godalming.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George Wardle, of Haslemere, in the county of Surrey, Builder.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Public Hall, North-street, Guildford, on the 4th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 16th day of March, 1872.

GEORGE WARDLE.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Guildford and Godalming.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Caroline Clarke, of Guildford, in the county of Surrey, Grocer and Pork Butcher.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Mr. Robert Edgar Geach, Woodbridge-road, Guildford, on the 5th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

R. E. GEACH, Woodbridge-road, Guildford; Attorney for the said Caroline Clarke.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Kent, holden at Greenwich.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Albany Charles Hoggins, of St. Augustine's House, the Grove, Blackheath, in the county of Kent, Schoolmaster.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the White Hart Hotel, London-street, Greenwich, in the county of Kent, on the 10th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

JOHN TURNER, 24, Lincoln's-inn-fields, W.C., Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Kent, holden at Tunbridge Wells.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Henry Hollands, of Bentham Mill, Southborough, in the county of Kent, Miller.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of William Charles Cripps, Solicitor, Mount Calverley Lodge, Tunbridge Wells, in the county of Kent, on the 5th day of April, 1872, at ten o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

W. C. CRIPPS, Tunbridge Wells, Attorney for the said Henry Hollands.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Kent, holden at Canterbury.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Samuel Spinner Rogers, of Deal, in the county of Kent, Carpenter.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Royal Exchange Hotel, Deal, Kent, on the 1st day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 15th day of March, 1872.

EDWD. DREW, Attorney for the said Samuel Spinner Rogers.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Cardiganshire, holden at Abergystwyth.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Jones, of Aberdovey, in the county of Merioneth, Hotel Keeper.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Williams and Gittins, Solicitors, The Bank, Newtown, Montgomeryshire, on the 4th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

R. WILLIAMS, Newtown, Montgomeryshire, Attorney for the said Thomas Jones.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Oldbury.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Kendrew, of the Plough Inn, Oldbury-road, Smethwick, in the parish of Harbourne, in the county of Stafford, Licensed Victualler, and late of the Cross Guns Inn, Great Brick-kiln-street, Wolverhampton, in the said county of Stafford, Licensed Victualler.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the King's Head Hotel, Worcester-street, Birmingham, in the county of Warwick, on the 1st day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 16th day of March, 1872.

GEO. CRESSWELL, No. 161, Bilston-street, Wolverhampton, Attorney for the said Thomas Kendrew.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Stafford.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George Walker, of Rough Close, in the parish of Stone, in the county of Stafford, Farmer.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Crown Hotel, Stone aforesaid, on the 27th day of March, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

T. LAURENCE BROUGH, Stone House, Stafford aforesaid, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Walsall.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Charles Bolton, of No. 71, Union-street, Wednesbury, in the county of Stafford, Boot and Shoe Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. Walter Hamilton Phillips, The Public Office, Gateway, Moor-street, Birmingham, Solicitor, on the 3rd day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

CHARLES BOLTON.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Wolverhampton.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George William Brabbins, of Market-street, Wolverhampton, in the county of Stafford, Hair Dresser.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. George Cresswell, Solicitor, No. 161, Bilston-street, Wolverhampton aforesaid, on the 4th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

GEO. CRESSWELL, No. 161, Bilston-street, Wolverhampton, Attorney for the said George William Brabbins.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Hanley, Burslem, and Tunstall.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Henry Stephenson, of Longport, in the parish of Burslem, in the county of Stafford, Licensed Victualler.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of the undersigned, Frederick Salt, in High-street, Tunstall, in the county of Stafford, on the 8th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

FREDERICK SALT, Tunstall, Staffordshire, Attorney for the said Henry Stephenson.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Bristol.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Sarah Witchell, of Killcott, in the parish of Hawkesbury, in the county of Gloucester, Miller.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Barnard, Thomas, Tribe, and Company, Albion-chambers, Bristol, on the 4th day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 12th day of March, 1872.

CHARLES THICK, 8, Small-street, Bristol, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Bristol.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Henry Dean, of Broad-street, in the parish of Chipping Sodbury, in the county of Gloucester, Maltster and Corn Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Barnard, Thomas, Tribe, and Co., Accouants, Albion-chambers, Small-street, Bristol, on the 9th day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

CHARLES THICK, 8, Small-street, Bristol, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Northumberland, holden at Newcastle.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Grieves, of No. 137, Pilgrim-street, in the borough of Newcastle-upon-Tyne, Furniture Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. J. G. and J. E. Joel, 24, Market-street, Newcastle-on-Tyne, on the 3rd day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

J. G. and J. E. JOEL, 24, Market-street, Newcastle-upon-Tyne, Attorneys for the said John Grieves.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Northumberland, holden at Newcastle.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Wilkinson, of Newcastle-upon-Tyne, Saw Repairer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. John Jolly Bentham, Solicitor, 4, Lambton-street, Sunderland, on the 3rd day of April, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

J. J. BENTHAM, 4, Lambton-street, Sunderland, Attorney for the said William Wilkinson.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Northumberland, holden at Newcastle.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Richard Marshall, of 11, Kirton-terrace, Scotswood-road, in Newcastle-upon-Tyne, Grocer and Provision Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Robert Scott Hopper, No. 18, Grainger-street, in Newcastle-upon-Tyne, Solicitor, on the 3rd day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

ROBT. SCOTT HOPPER, 18, Grainger-street, Newcastle, Attorney for the said Richard Marshall.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Blackburn.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Zacharias Pickles, formerly of Peel-street, Accrington, in the county of Lancaster, Boot and Shoe Maker, and now residing in lodgings at No. 43, Warner-street, Accrington aforesaid, Journeyman Shoemaker.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. T. and R. C. Radcliffe, Solicitors, 25, Clayton-street, Blackburn aforesaid, on the 5th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

T. and R. C. RADCLIFFE, 25, Clayton-street, Blackburn, Attorneys for the said Zacharias Pickles.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Liverpool.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Edward Murphy and Rebecca Murphy, of 98, White-chapel, Liverpool, in the county of Lancaster, Clothiers, trading in copartnership together under the style or firm of Rebecca Jackson.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named persons has been summoned to be held at the offices of Messrs. Barrell and Rodway, 16, Lord-street, Liverpool, on the 10th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

BARRELL and RODWAY, 16, Lord-street, Liverpool, Attorneys for the said Debtors.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Liverpool.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Edward Murphy and Rebecca Murphy, of 98, White-chapel, Liverpool, in the county of Lancaster, Clothiers, trading in copartnership together under the style or firm of Rebecca Jackson.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the separate creditors of the above-named Edward Murphy, has been summoned to be held at the offices of Messrs. Barrell and Rodway, 16, Lord-street, Liverpool, on

the 10th day of April, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

BARRELL and RODWAY, 16, Lord-street, Liverpool, Attorneys for the said Debtors.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Manchester.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by James Brown, of Charles-street, Lower Byrom-street, Manchester, in the county of Lancaster, Builder and Contractor.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. John William Addleshaw, Solicitor, 67, King-street, Manchester, on the 2nd day of April, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

J. W. ADDLESHAW, 67, King-street, Manchester, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Salford.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Francis Edwin Drake, of 282, Eccles New-road, Pendleton, in the county of Lancashire, Surveyor.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at Davis's Rooms, Friar-lane, Leicester, on the 25th day of March, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

FRANCIS E. DRAKE.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Salford.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Ruston, of 371, Stretford-road, Manchester, in the county of Lancaster, Dispensing Chemist.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. John William Addleshaw, Solicitor, 67, King-street, Manchester, on the 9th day of April, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

J. W. ADDLESHAW, 67, King-street, Manchester, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Preston.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by James Grime, of Preston, in the county of Lancaster, Jeweller.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at my office, 40, Lune-street, Preston, on the 27th day of March, 1872, at ten o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

CHARLES FRYER, 40, Lune-street, Preston, Attorney for the said James Grime.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Preston.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Barton and John Hardiker, both of No. 12, Saint John's-place, Preston, in the county of Lancaster, Carvers and Cabinet Makers, trading in copartnership under the style or firm of Barton and Hardiker.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the creditors of the above-named persons has been summoned to be held at the offices of Messrs. Plant and Abbott, Solicitors, 5, Cannon-street, Preston, on the 28th day of March, 1872, at ten o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

PLANT and ABBOTT, 5, Cannon-street, Preston, Attorneys for the said Thomas Barton and John Hardiker.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Preston.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Barton and John Hardiker, both of No. 12, Saint John's-place, Preston, in the county of Lancaster, Carvers and Cabinet Makers, trading in copartnership under the style or firm of Barton and Hardiker.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the separate creditors of the above-named Thomas Barton has been summoned to be held at the office of Messrs. Plant and Abbott, Solicitors, 5, Cannon-street, Preston, on the 28th day of March, 1872, at half-past ten o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

PLANT and ABBOTT, 5, Cannon-street, Preston, Attorneys for the said Thomas Barton.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Preston.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Barton and John Hardiker, both of No. 12, Saint John's-place, Preston, in the county of Lancaster, Carvers and Cabinet Makers, trading in copartnership under the style or firm of Barton and Hardiker.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the separate creditors of the above-named John Hardiker has been summoned to be held at the office of Messrs. Plant and Abbott, Solicitors, 5, Cannon-street, Preston, on the 28th day of March, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

PLANT and ABBOTT, 5, Cannon-street, Preston,
Attorneys for the said John Hardiker.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Bolton.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Whatmough, of No. 36, Hardfield-street, within Heywood, in the county of Lancaster, Slater, Plasterer, and Painter.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at No. 9, Broad-street, Bury, Lancashire, on the 3rd day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

P. and J. WATSON, of No. 9, Broad-street, Bury,
Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Wigan.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Henry Prescott, of 63, Chapel-lane, Wigan, in the county of Lancaster, Beerseller.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Messrs. Leigh and Ellis, Solicitors, Commercial-yard, Wigan aforesaid, on the 3rd day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

LEIGH and ELLIS, Commercial-yard, Wigan
aforesaid, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Durham, holden at Sunderland.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Harkes Walton, of No. 1, South-terrace, Seaham Harbour, in the county of Durham, Boot and Shoe Maker.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. J. G. and J. E. Joel, 24, Market-street, Newcastle-on-Tyne, on the 28th day of March, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

J. G. and J. E. JOEL, 24, Market-street, Newcastle-on-Tyne, Attorneys for the said John Harkes Walton.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Durham, holden at Sunderland.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Michael Henry Dewar, of No. 11, Nelson-square, Monkwearmouth, in the borough of Sunderland, in the county of Durham, Tailor and Draper.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. J. G. and J. E. Joel, 24, Market-street, Newcastle-on-Tyne, on the 5th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

J. G. and J. E. JOEL, 24, Market-street, Newcastle-on-Tyne, Attorneys for the said Michael Henry Dewar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Cheshire, holden at Nantwich and Crewe.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Worsley, of Witton-cum-Twambrookes, near Northwich, in the county of Chester, formerly a Cabinet Maker, but now out of business.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at Temple-chambers, in Oak-street, in Crewe Town, in the township of Monks Coppenhall, in the county of Chester, on the 5th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

FREDERICK COOKE, Crewe, Attorney for the said Debtor.

No. 23842.

K

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Cheshire, holden at Macclesfield.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Swain, of Sandbach, in the county of Chester, Draper.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Clarence Hotel, Spring-gardens, Manchester, in the county of Lancaster, on the 5th day of April, 1872, at half-past three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

ROB. PYGOTT, Sandbach, Cheshire, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Cheshire, holden at Chester.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Richard Oldfield, of Holywell, in the county of Flint, Draper.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Queen's Hotel, Chester, on the 9th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

WM. DAVIES, Well-street, Holywell, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Derbyshire, holden at Derby.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Caroline White, of the Ashbourne-road, Derby aforesaid Provision Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. Abraham John Flint, situate No. 42, Full-street, Derby, on the 6th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

ABRAM. J. FLINT, Attorney for the said Caroline White.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Derbyshire, holden at Chesterfield.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Charles Fowler, formerly of Oxcroft, in the parish of Bolsover, in the county of Derby, Farmer, but now of Bolsover aforesaid, of no business or occupation.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Broomhead, Wightman, and Moore, Solicitors, at Bank-chambers, George-street, Sheffield, in the county of York, on the 4th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

BROOMHEAD, WIGHTMAN, and MOORE,
Bank-chambers, George-street, Sheffield, Attorneys for the above-named Charles Fowler.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Somersetshire, holden at Wells.
In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Sperring Parker, of Chilcompton, in the county of Somerset, Publican, also trading in copartnership at Chilcompton aforesaid with James Parker, as Builders and Coach Builders, under the style or firm of Parker Brothers.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Press and Inskip, Solicitors, 3, Small-street, in the city of Bristol, on the 4th day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

PRESS and INSKIP, 3, Small-street, Bristol,
Attorneys for the said John Sperring Parkers.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Worcestershire, holden at Kidderminster.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Millington Morgan and Richard Jones Ransom, of Kidderminster, in the county of Worcester, Steel, Iron, and Tin Plate Manufacturers, trading together in copartnership, under the name of Morgan and Ransom.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named persons has been summoned to be held at the Great Western Hotel, Birmingham, on the 5th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

DAY and IVENS, Attorneys for the said Thomas Millington Morgan and Richard Jones Ransom.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Worcestershire, holden at Stourbridge.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Birch Perry, of the Unicorn Inn, Round Oak, Brierly Hill, in the county of Stafford, Licensed Victualler.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Edward Marcus Warmington, Castle-street, Dudley, in the county of Worcester, on the 4th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

EDWD. M. WARMINGTON, Castle-street, Dudley, Attorney for the said John Birch Perry.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Herefordshire, holden at Leominster.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Sammel Steadman, of Hopesay, in the parish of Hopesay, in the county of Salop, Butcher, Grocer, and General Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Church Stretton Hotel, Church Stretton, in the county of Salop, on the 4th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

JAMES WALKER, Attorney for the said Samuel Steadman.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Carmarthenshire, holden at Carmarthen.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George White, of Bush-street, Pembroke Dock, in the county of Pembroke, Navigating Lieutenant in Her Majesty's Royal Navy.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Saracen's Head Hotel, Bristol, on the 3rd day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

GEORGE PARRY, Pembroke Dock, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at York.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Charles Shepherd, of Raskelf, in the North Riding of the county of York, Potato Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Mann and Son, No. 1, New-street, in the city of York, on the 5th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

MANN and SON, 1, New-street, York, Attorney for the said Thomas Charles Shepherd.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Wakefield.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by James Mollacrea Dillon, formerly of Ossett, in the county of York, Commission Agent; but now of Garden-street, Wakefield, in the said county, out of business.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Stocks and Nettleton, Solicitors, at 83, Wetgate, Wakefield; in the county of York, on the 4th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 14th day of March, 1872.

CHAS. EDWD. NETTLETON, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Leeds.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Hawkes, of Hulland-street, Hunslet, near Leeds, in the county of York, Coal Agent and Carrier.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Messrs. Rooke and Midgley, Solicitors, Boar-lane, Leeds, in the county of York, on the 3rd day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

ROOKE and MIDGLEY, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Leeds.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Speight, of Holbeck, in the parish of Leeds, in the county of York, Innkeeper.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. G. A. and W. Elmsley, of No. 8, East-parade, in Leeds aforesaid, Solicitors, on the 4th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

G. A. and W. ELMSLEY, Attorneys for the said William Speight.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Barnsley.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Frederick Whitehead, of Barnsley, in the county of York, Postmaster.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at my offices, No. 19, Regent-street, in Barnsley aforesaid, on the 6th day of April, 1872, at half-past ten o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

CHR. J. DIBB, Attorney for the said Frederick Whitehead.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Nottinghamshire, holden at Nottingham.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Thorpe, of No. 4, Notington-place, Sneinton, in the county of Nottingham, Merchant's Clerk.

NOTICE is hereby given, that a Second General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Mr. Thomas Whitaker Elliott, No. 6, Middle-pavement, Nottingham, on the 29th day of March, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

THOMAS WHITAKER ELLIOTT, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Nottinghamshire, holden at Nottingham.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George Woodruff, of the town of Nottingham, Hair Net Manufacturer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Messrs. Wells and Hind, Solicitors, Fletcher-gate, Nottingham, on the 3rd day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

WELLS and HIND, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Nottinghamshire, holden at Nottingham.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Samuel Henry Dobson, of the town of Nottingham, Lace Manufacturer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Messrs. Thorpe and Thorpe, Solicitors, Thurland-street, Nottingham, on the 9th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

THORPE and THORPE, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Swansea.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Harold Morgan, of Glyn, Neath, in the parish of Llantwit-juxta-Neath, in the county of Glamorgan, and George Arrowsmith Drysdale, of Swansea, in the said county, trading in copartnership at Adelaide-street, Swansea aforesaid, as Colliery Proprietors, Coal Merchants, and Ship Brokers, under the style or firm of Morgan and Drysdale.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at No. 1, Somerset-place, Swansea aforesaid, on the 5th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

SMITH, LEWIS, and JONES, 1, Somerset-place, Swansea, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Swansea.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Rowe Tremellen, of 9, Brunswick-place, Swansea, in the county of Glamorgan, and Westcross, near Swansea aforesaid, Merchant and Shipowner, also carrying on business at Llaunsamlet, in the said county of Glamorgan, as a Chemical Manufacturer, and at Oystermouth, in the same county, as a Lime Burner.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Cameron Arms Hotel, High-street, Swansea, on the 3rd day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

J. HARTLEY JOHN, Church-place, Neath, Attorney for the said William Rowe Tremellen.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Swansea.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Powell Williams, of The Castle Hotel, Swansea, in the county of Glamorgan, Hotel Proprietor.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of Messieurs Clifton and Woodward, No. 57, Wind-street, Swansea, on the 8th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 14th day of March, 1872.

HENRY D. WOODWARD, 57, Wind-street, Swansea, Attorney for the said John Powell Williams.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Swansea. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Shearman, of No. 12, Bond-street, at Swansea, in the county of Glamorgan, Boot and Shoe Maker.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at No. 7, Rutland-street, at Swansea, in the county of Glamorgan, on the 30th day of March, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 14th day of March, 1872.

HENRY MORRIS, 7, Rutland-street, Swansea, Debtor's Attorney.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Merthyr Tydfil.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Martha Price, late of Lion-street, and now of the Watton, in the town of Brecon, in the county of Brecon, Widow and Executrix of Thomas Price, late of the said town of Brecon, Builder, deceased.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. David Thomas, Solicitor, High-street, Brecon aforesaid, on the 9th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

DAVID THOMAS, High-street, Brecon, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Merthyr Tydfil.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Evans, of Union-terrace, Merthyr Tydfil, in the county of Glamorgan, Commission Agent.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Simons and Plews, situate at Church-street, Merthyr Tydfil aforesaid, on the 1st day of April, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 16th day of March, 1872.

SIMONS and PLEWS, Church-street, Merthyr Tydfil, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Merthyr Tydfil.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Lewis Watkin Jones, of Victoria-street, Merthyr Tydfil, in the county of Glamorgan, Grocer and General Provision Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Simons and Plews, situate at Church-street, Merthyr Tydfil aforesaid,

on the 1st day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 15th day of March, 1872.

SIMONS and PLEWS, Church-street, Merthyr Tydfil, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Devonshire, holden at East Stonehouse.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Penwarden Sargent, of Liskeard, in the county of Cornwall, Builder.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Bell Hotel, Liskeard, in the county of Cornwall, on the 9th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 15th day of March, 1872.

HENRY CAUNTER, Castle-hill, Liskeard, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Devonshire, holden at East Stonehouse.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Tucker, of 14, Fore-street, Kingsbridge, in the county of Devon, Corn Merchant, trading as John Tucker and Son.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Edmonds and Son, 8, Parade, Plymouth, in the county of Devon, on the 4th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 8th day of March, 1872.

JOHN TUCKER, the above-named Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Devonshire, holden at Exeter.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Thomas the younger, of Exeter, Merchant.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Lion Hotel, Broad-street, Bristol, on the 4th day of April, 1872, at half-past twelve o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

MERLIN FRYER, Gandy-street, Exeter, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Devonshire, holden at Exeter.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Samuel Thomas Essery Mudford, of Bickleigh Mills, Bickleigh, near Tiverton, in the county of Devon, Miller.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the White Lion Hotel, Sidwell-street, Exeter, on the 5th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

THOMAS FLOOD, Exeter, Attorney for the said Samuel Thomas Essery Mudford.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Devonshire, holden at Exeter.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Edward Henry Street, of Magdalen-road, in the parish of Saint Sidwell, in the county of the city of Exeter, Cabinet Maker and Upholsterer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Terrell and Petherick, Solicitors, 8, Southernhay, Exeter, on the 3rd day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

TERRELL and PETHERICK, 8, Southernhay, Exeter, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Sussex, holden at Lewes.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Edwin Walter Simmons, of Nos. 68 and 70, Terminus-road, Eastbourne, in the county of Sussex, Furniture Dealer and Upholsterer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Inns of Court Hotel, High Holborn, in the county of Middlesex, on the 3rd day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

WILLIAM GEORGE WHEATCROFT, of 44, Terminus-road, Eastbourne, Sussex, Attorney for the said Edwin Walter Simmons.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Warwickshire, holden at Birmingham.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Smith and Joseph Spencer, of Thorp-street, Birmingham, in the county of Warwick, Bellows Manufacturers, trading as Smith and Spencer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named persons has been summoned to be held at No. 8, Ann-street, Birmingham, on the 9th day of April, 1872, at three o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

JOSEPH ROWLANDS, 8, Ann-street, Birmingham, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lincolnshire, holden at Great Grimsby.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Mary Smith, of Louth, in the county of Lincoln, Grocer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. William Hyde, Junr., in Upgate, in Louth aforesaid, on the 30th day of March, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 14th day of March, 1872.

WM. HYDE, Junr., Upgate, Louth, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hampshire, holden at Newport and at Ryde.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Henry Neve, of Ryde aforesaid, late Club Steward.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at my office, 14, Union-street, Ryde aforesaid, on the 2nd day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

HENRY R. HOOPER, 158, High-street, Newport, Isle of Wight, Attorney for the said William Henry Neve.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hampshire, holden at Portsmouth. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Henry Sparshott, of No. 293, Commercial-road, Landport, in the parish of Portsea, in the county of Southampton, Wholesale and Retail Toy and General Dealer.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the Chamber of Commerce, No. 145, Cheapside, in the city of London, on the 4th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

ALFRED S. BLAKE, 21, Union-street, Portsea, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hampshire, holden at Portsmouth. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by James Stocks, of Her Majesty's ship Asia, and of Portland House, Portsea, in the county of Southampton, Engineer in the Royal Navy.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. G. H. King, 20, Union-street, Portsea, in the county of Southampton, on the 3rd day of April, 1872, at four o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

GEO. HALL KING, 20, Union-street, Portsea, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hampshire, holden at Portsmouth. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Southway, of Cosham, in the county of Hants, Builder.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Mr. John Waincoat, of No. 9, Union-street, Portsea, in the said county, Accountant, on the 4th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

FREDERICK WALKER, 9, Union-street, Portsea, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hampshire, holden at Southampton. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Clark, of High-street, Lymington, in the said county of Hants, Grocer, Brewer, Wine and Spirit Merchant.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Edmonds, Davis, and Co., 29, High-street, Southampton, on the 4th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

ROBERT HARFIELD, No. 25, Portland-street, Southampton, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Sussex, holden at Brighton.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Henry Tate, of Nos. 8 and 14, Ship Street-gardens, Brighton, in the county of Sussex, Cabinet Maker.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at 75, Ship-street, Brighton aforesaid, the offices of Mr. W. F. Gutteridge, on the 10th day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 20th day of March, 1872.

W. FRED. GUTTERIDGE, 75, Ship-street, Brighton, Attorney for the said Henry Tate.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Cornwall, holden at Truro.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Jenkin, of the Globe Hotel, Falmouth, in the county of Cornwall, Innkeeper.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the offices of Messrs. Tilly and Company, Solicitors, Falmouth, on the 2nd day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon precisely.—Dated this 18th day of March, 1872.

TILLY and CO., of Falmouth, Attorneys for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lincolnshire, holden at Lincoln.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Bailey, of Bridge-street, Gainsborough, in the county of Lincoln, Tailor and Woollen Draper.

NOTICE is hereby given, that a First General Meeting of the creditors of the above-named person has been summoned to be held at the office of William Rex, No. 7, Saltergate, in the city of Lincoln, Solicitor, on the 5th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon precisely.—Dated this 19th day of March, 1872.

W. REX, 7, Saltergate, Lincoln, Attorney for the said Debtor.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Hawley, of Newmarket-street, Bradford, in the county of York, Tea Dealer, &c.

THE creditors of the above-named John Hawley who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me the undersigned, Henry Leatherdale, of 14, Old Jewry-chambers, Old Jewry, in the city of London, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 19th day of March, 1872.

HENRY LEATHERDALE, Trustee

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Walsall.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Richard Longmore, of King's Hill, Wednesbury, in the county of Stafford, Galvanizer and Manufacturer of Screw Bolts, Nuts, and Railway Carriage Ironwork.

THE creditors of the above-named Richard Longmore who have not already proved their debts, are required, on or before the 20th day of April, 1872, to send their names and addresses and the particulars of their debts or claims to Messrs. Duijnman, Lewis, and Lewis, of Walsall, in the said county of Stafford, the Attorneys for the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of March, 1872.

SILVANUS WILKINS, Bilston, Bank Manager, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Owen Edward Wyatt, of Saint Dunstan's House, Idol-lane, in the city of London, and of No. 8, Boston-villas, Richmond, in the county of Surrey, Tea Dealer.

THE creditors of the above-named Owen Edward Wyatt who have not already proved their debts, are required, on or before the 20th day of April, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, George Bailey Yapp, of No. 4, Little Tower-street, in the city of London, Tea Broker, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of March, 1872.

GEO. B. YAPP, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Cumberland, holden at Cockermouth.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Matthew Mitchell Cowan, of No. 62, Crosby-street, Maryport, in the county of Cumberland, Boot and Shoe Maker, trading under the style or firm of Cowan and Company.

THE creditors of the above-named Matthew Mitchell Cowan who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, Arthur Hines, of 2, Victoria-street, Manchester, Accountant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 18th day of March, 1872.

ARTHUR HINES, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Nathaniel Wolno, of Burgh, in the county of Suffolk, Farmer.

THE creditors of the above-named Nathaniel Wolno who have not already proved their debts, are required, on or before the 2nd day of April, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, Benjamin Moulton, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 19th day of March, 1872.

BENJAMIN MOULTON, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Scarborough. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Joseph Miller, of 24 and 25, Market Hall, Scarborough, Bookseller and General Dealer.

THE creditors of the above-named Joseph Miller who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, William Tasker Hart, of Scarborough aforesaid, Auctioneer, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 13th day of March, 1872.

WILLIAM TASKER HART, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hampshire, holden at Portsmouth. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Thomas Marriott, of Fareham, in the county of Southampton, Corn and Coal Merchant.

THE creditors of the above-named Thomas Marriott who have not already proved their debts, are required, on or before the 2nd day of April, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, William Edmonds, of 46, Saint James-street, Portsea, in the county of Southampton, Accountant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of March, 1872.

WM. EDMONDS, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Essex, holden at Colchester. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Bruce, of Donyland Hall, East Donyland, in the county of Essex, Farmer and Cattle Dealer.

THE creditors of the above-named William Bruce who have not already proved their debts, are required, on or before the 25th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, Shepherd Thomas Daniell, the Trustee under the liquidation, at the offices of Mr. George Pye,

No. 23842.

L

No. 3, Bank-buildings, Colchester, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 18th day of March, 1872.

S. T. DANIELI, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Salford. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Samuel Kirkby Knight and George Turton, carrying on business under the style or firm of Knight and Turton, at 217, Chapel-street, Salford, in the county of Lancaster, Stationers and Publishers.

THE creditors of the above-named Samuel Kirkby Knight and George Turton who have not already proved their debts, are required, on or before the 2nd day of April, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, James McMillan, of 40, Cannon-street, Manchester, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 15th day of March, 1872.

JAMES McMILLAN, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Huddersfield. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John William Schofield, of Lockwood-road, Huddersfield, in the county of York, Shoemaker.

THE creditors of the above-named John William Schofield who have not already proved their debts, are required, on or before the 29th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, Joe Webb Tempest, of Huddersfield, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 19th day of March, 1872.

JOE WEBB TEMPEST, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Wakefield. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Joseph Robinson, of Wakefield, in the county of York, Ironmonger, Tinner, and Whitesmith.

THE creditors of the above-named Joseph Robinson who have not already proved their debts, are required, on or before the 31st day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, James Joseph Dickinson, of 8, Old Corn Exchange, Wakefield, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of March, 1872.

JAMES JOSEPH DICKINSON, Accountant, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Sheffield. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Richard Smith, of Sheffield, in the county of York, Printer, Engraver, Bookbinder, Lithographer, and Stationer, trading under the style or firm of Richard Smith and Company.

THE creditors of the above-named Richard Smith who have not already proved their debts, are required, on or before the 1st day of April, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, Thomas George Shuttleworth, of Sheffield, in the county of York, Accountant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 20th day of March, 1872.

T. G. SHUTTLEWORTH, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Somersetshire, holden at Wells. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Elizabeth Archard, of Wells, in the county of Somerset, Cabinet Maker and Upholsterer.

THE creditors of the above-named Elizabeth Archard who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, Samuel Hobbs the younger, of Wells, Somerset, the Solicitor of Cuthbert Ritson, of Highbury, in the county of Somerset, Timber Merchant, and John Thorley Knight, of Wells, in the county of Somerset, Ironmonger, the Trustees under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 16th day of March, 1872.

S. HOBBS, Jr., Solicitor acting for the Trustees.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Somersetshire, holden at Wells.
In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Giles Vinnell, of Shepton Mallet, in the county of Somerset, Stone Mason and Publican.

THE creditors of the above-named Giles Vinnell who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, Samuel Hobbs the younger, of Wells, Somerset, the Solicitor of Henry Coombs and Frederick Thomas Gait, both of Shepton Mallet aforesaid, the Trustees under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 18th day of March, 1872.

S. HOBBS, Jr., Solicitor acting for the Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Bristol.
In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of William Henry Short and John King Oldland, of Nos. 21 and 22, Union-street, and No. 1, Bridge-street, in the city of Bristol, Grocers.

THE creditors of the above-named William Henry Short who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, James Collins the younger, of 39, Broad-street, Bristol, Accountant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 19th day of March, 1872.

JAMES COLLINS, Jr., Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Bristol.
In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of William Henry Short and John King Oldland, of Nos. 21 and 22, Union-street, and No. 1, Bridge-street, in the city of Bristol, Grocers.

THE creditors of the above-named John King Oldland who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims to me, the undersigned, James Collins the younger, of 39, Broad-street, Bristol, Accountant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 19th day of March, 1872.

JAMES COLLINS, Jr., Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Gloucestershire, holden at Gloucester.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of James Butt, of High-street, Stroud, in the county of Gloucester, Ironmonger.

THE creditors of the above-named James Butt who have not already proved their debts, are required, on or before the 30th day of March, 1872, to send their names and addresses, and the particulars of their debts or claims, to me, the undersigned, John Randall, of Stroud, Gloucestershire, Accountant, the Trustee under the liquidation, or in default thereof they will be excluded from the benefit of the Dividend proposed to be declared.—Dated this 19th day of March, 1872.

JOHN RANDELL, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Tolley, of 5, Mintern-street, New North-road, Hoxton, and of 3, Rempstone-cottages, Mintern-street aforesaid, both in the county of Middlesex, Chair Manufacturer.

SYDNEY SMITH, Fellow of the London Institute of Accountants, of 65, Basinghall-street, in the city of London, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Hunt Scott, formerly of Devonshire-wharf, Lyme-street, Camden Town, in the county of Middlesex, Brick Merchant, now of 66, Belsize-road, Hampstead, in the said county of Middlesex, out of business.

HENRY ARTHUR DUBOIS, of 2, Gresham-buildings, Basinghall-street, in the city of London, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any

of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 16th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Alfred Horne, of 33, Spa-road, Bermondsey, Surrey, Grocer and Cheesemonger.

HENRY LEATHERDALE, of 14, Old Jewry-chambers, London, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 16th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by William Eaton, of 78, Rochester-row, Westminster, in the county of Middlesex, General Dealer.

MICHAEL BANES, of Weavers'-hall, 22, Basinghall-street, and Ebenezer Chambers Foreman, of No. 7, Gresham-street, both in the city of London, Accountants, have been appointed Trustees of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustees, and all debts due to the debtor must be paid to the trustees. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Thomas Willomatt Hunt and James Smith, of No. 367, High-street, Stratford, in the county of Essex, and also of No. 30, High-street, Bow, in the county of Middlesex, Provision Merchants.

WILLIAM CORNISH COOPER, of 7, Gresham-street, in the city of London, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtors. All persons having in their possession any of the effects of the debtors must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtors must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debt to the trustee.—Dated this 12th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Kent, holden at Rochester.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by James Hickman Glascock (trading as James Hickman Glass), of Rainham, in the county of Kent, Brewer's Agent and Corn Merchant.

HERBERT STEPHENSON, of Gibraltar-place, New-road, Chatham, in the county of Kent, Solicitor, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Sussex, holden at Brighton.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of William Beach and James Horatio Parish, of New-road, Church-street, and Buckingham-place, all in New Shoreham, in the county of Sussex, Builders and Copartners.

FREDERICK GEORGE CLARK, of 7, Union-street, Brighton, in the county of Sussex, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtors. All persons having in their possession any of the effects of the debtors must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtors must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 16th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Somersetshire, holden at Bridgwater.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by John Smith (and not Edward John Smith, as erroneously printed in last Gazette), of York House, Bridgwater, in the county of Somerset, Grocer and Provision Dealer.

JAMES COLLINS the younger, of the city of Bristol, Accountant, and Joseph Palmer, of Bridgwater, in the county of Somerset, Gentleman, have been appointed

Trustees of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustees, and all debts due to the debtor must be paid to the trustees. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustees.—Dated this 14th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Northamptonshire, holden at Northampton.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George Henry Hambidge, of No. 45, Woolmonger-street, Northampton, in the county of Northampton, Boot and Shoe Manufacturer.

BENJAMIN NICHOLSON, of 7, Gresham-street, in the city of London, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 18th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lincolnshire, holden at Lincoln. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Andrew Elliott, of the city of Lincoln, Boot and Shoe Maker.

GEORGE JAY, of the city of Lincoln, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 16th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hampshire, holden at Portsmouth. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Thomas Marriott, of Fareham, in the county of Southampton, Corn and Coal Merchant.

WILLIAM EDMONDS, of Portsea, in the county aforesaid, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Wiltshire, holden at Salisbury. In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by George Baker, of Fisherton Anger, Salisbury, in the county of Wilts, Brewer, Dairyman, and Brickmaker.

WILLIAM HENRY DAVIS, of Southampton, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Northumberland, holden at Newcastle.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors instituted by John Henry Dixon, of No. 26, Northumberland-street, Blyth, in the county of Northumberland, Grocer and Provision Dealer.

THOMAS YOUNG STRACHAN, of the borough and county of Newcastle-upon-Tyne, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 20th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Burnley, and by transfer in the County Court of Lancashire, holden at Manchester.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of John Riley, of Burnley, in the county of Lancaster, Draper.

JOSHUA CROWTHER, of the city of Manchester, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts

must forward their proofs of debts to the trustee, or to Mr. Francis Hartley, No. 10, Nicholas-street, Burnley, his Solicitor.—Dated this 15th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Walsall.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Richard Longmore, of King's-hill, Wednesbury, in the county of Stafford, Galvanizer and Manufacturer of Screw Bolts, Nuts, and Railway Carriage Iron Work.

SILVANUS WILKINS, of Bilston, in the said county of Stafford, Bank Manager, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Manchester.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Francis Tunstall, of Knutsford, in the county of Chester, Grocer.

WILLIAM MILNE, of No. 7, Norfolk-street, in the city of Manchester, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Barnsley.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Andrew Wright, of Worsbrough Dale, in Worsbrough, in the county of York, Shopkeeper.

CHARLES BAILEY, of Barnsley, in the county of York, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the debtor. All persons having in their possession any of the effects of the debtor must deliver them to the trustee, and all debts due to the debtor must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 18th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Worcestershire, holden at Worcester.

In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of Henry Frampton, of No. 3, Sansome-street, in the city of Worcester, Tailor.

THIS is to certify, that Arthur Shippey, of No. 22, Basinghall-street, London, Accountant, has been appointed and is hereby declared to be, Trustee under this liquidation by arrangement.—Given under my hand and the seal of the Court, this 11th day of March, 1872.

HENRY CRISP, Registrar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Northallerton.

A DIVIDEND is intended to be declared in the matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of George Rumley and John Rumley, both of Newton Plain, in the township of Newton-le-Willows, in the county of York, Market Gardeners. Creditors who have not proved their debts by the 1st day of April, 1872, will be excluded.—Dated this 19th day of March, 1872.

J. DUMVILLE BOTTERELL, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Manchester.

In the Matter of Proceedings for Liquidation by Arrangement or Composition with Creditors, instituted by Marcus Bebro, of and carrying on business at 63, King-street, and at 1, Stationer's-court, previously thereto at 35, Spring-gardens, previously thereto at 6, Palace-square, in copartnership with Joseph Bebro, under the style or firm of Marcus Bebro and Co., previously thereto at Cannon-street, under the style or firm of Bebro Brothers, and Marcus Bebro and Co., previously thereto at High-street, in copartnership with Benjamin Bebro, the said Joseph Bebro, and Henry Bebro, under the style or firm of Bebro Brothers, as Job and Fent Merchants, and now residing at 61, Elizabeth-street, Cheetham, all in the city of Manchester, in the county of Lancaster, General Merchant.]

A MEETING of the Creditors of the above-named Marcus Bebro, will be held at the offices of Mr. Edwin Storer, Solicitor, 89, Fountain-street, Manchester, on the 1st day of April next, at three o'clock in the afternoon, for the purpose of considering the propriety of extending the time for payment by the said Marcus Bebro to his creditors of the full amount of their debts, together with interest

thereon at the rate of £5 per centum per annum, payable in accordance with a resolution passed by the statutory majority of the creditors of the said Marcus Bebro, on the 23rd day of December, 1870, and duly confirmed, under the provisions of the said Act, on the 6th day of January, 1871, and for the purpose of passing any other resolution or resolutions competent to the creditors under the provisions of the said Act.—Dated this 21st day of March, 1872.

E. SAMUELSON, Trustee, 89, Fountain-street, Manchester.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Essex, holden at Chelmsford. In the Matter of a Special Resolution for Liquidation by Arrangement of the affairs of George Camping, of High-street, Maldon, in the county of Essex, Cabinet Maker and Upholsterer.

NOTICE is hereby given, that the Trustee in the above matter intends to declare a Dividend, and that all creditors who have not proved their claims are required to send their proofs to the Trustee, on or before the 1st day of April next.—March 12, 1872.

ALBERT P. CLEAR, Maldon, Essex, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1861.

In the County Court of Sussex, holden at Hastings.

WHEREAS a Petition for Adjudication in Bankruptcy was, on the 12th day of April, 1869, filed in the County Court of Sussex, holden at Hastings, by Thomas Catt, of No. 12, Church-street, Ore, in the county of Sussex, Labourer, under which the said Thomas Catt was adjudicated a bankrupt. This is to give notice, that application will be made to William Furner, Esquire, the Judge of the said County Court of Sussex, holden at Hastings aforesaid, on Monday, the 16th day of April next, at one o'clock in the afternoon, for an Order that the said adjudication of bankruptcy should be annulled, and that the petition for the same adjudication be dismissed.—Dated this 18th day of March, 1872.

WM. SAVERY, Hastings, Solicitor to the said Bankrupt.

The Bankruptcy Act, 1861.

In the Court of Bankruptcy for the Leeds District.

In the Matter of John Johnstone, a Bankrupt.

THE Creditors who have not proved their debts under a Petition for adjudication of bankruptcy originally filed in the Court of Bankruptcy for the Leeds District, on the 4th day of February, 1868, and afterwards transferred to the County Court of Yorkshire, holden at Kingston-upon-Hull, against John Johnstone, of Haxey, in the county of Lincoln, Clerk in Holy Orders, a bankrupt, are desired to meet John Connor, of Wakefield, in the county of York, Agent, the creditors' assignee of the estate and effects of the said bankrupt, on the 4th day of April next, at twelve o'clock at noon, at the offices of Messrs. Toynbee and Larken, in Bank-street, in the city of Lincoln, to assent to, or dissent from, a proposed agreement for compromising a suit now pending in the Court of Chancery, wherein Charles White is the plaintiff, and the defendants are, William Henry Palmer Franklin and Arabella Jane, his wife, the said Bankrupt, and Charlotte Ann, his wife, Henry Fletcher Pike Hart, and Maria, his wife, Frederick Peter Harrison Hart, William Mossop Shears, the said Assignee, John Connor, Thomas Parker, and Thomas Ingleman Hart.—Dated this 18th day of March, 1872.

TOYNBEE and LARKEN, Lincoln, Solicitors for the Creditors' Assignee.

In the County Court of Sussex, holden at Lewes.

A FIRST Dividend of 2s. 6d. in the pound has been declared in the matter of Stephen Doust, of East-hothly, in the county of Sussex, Miller, adjudicated bankrupt on the 3rd day of January, 1872, and will be paid by me, at the office of Mr. Edward Hillman, Solicitor, Cliffe, Lewes, on and after the 21st day of March, 1872.—Dated this 19th day of March, 1872.

BENJN. MORRIS, Trustee.

In the County Court of Yorkshire, holden at Bradford.

A FIRST Dividend of 1s. in the pound has been declared in the matter of James Fletcher, of Barker-end-road, in Bradford, in the county of York, Grocer and Provision Dealer, Bread Baker, and Dry Soap Manufacturer, adjudicated bankrupt on the 21st day of March, 1871, and will be paid by me at my offices, situate in Market-street, in Bradford aforesaid, on and after the 8th day of April, 1872.—Dated this 16th day of March, 1872.

WILLIAM GILYARD, Trustee.

In the County Court of Yorkshire, holden at Scarborough.

A FIRST and Final Dividend of 7s. 6d. in the pound has been declared in the matter of Charles Hill, of New Malton, in the county of Yorkshire, Tailor and Draper, adjudicated bankrupt on the 21st day of December, 1871, and will be paid by me, at the offices of the Anti-Bankruptcy

and United Creditors Mercantile Association, Weaver's Hall, 22, Basinghall-street, in the city of London, on and after the 12th day of March, 1872. Securities, on which proofs of debts have been made, must be produced at the time the dividend is paid.—Dated this 12th day of March, 1872.

ARTHUR SHIPPEY, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Henry Swales, of 16, Dagmar-terrace, Islington, in the county of Middlesex, and Laurel-terrace, South Tottenham, in the said county, Builder, a Bankrupt.

WHEREAS under a Bankruptcy Petition presented to this Court against the said Henry Swales, an order of adjudication was made on the 21st day of June, 1871. This is to give notice, that the said adjudication was, by order of this Court, annulled on the 9th day of March, 1872.—Dated this 9th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Kent, holden at Canterbury.

In the Matter of George Francis John Lewis Russell (who was adjudicated bankrupt in the name of George Lewis Russell), of Shorncliffe Camp, Shorncliffe, in the county of Kent, a Lieutenant in Her Majesty's Regiment of 3rd Buffs, a Bankrupt.

WHEREAS, under a Bankruptcy Petition presented to this Court, against the said George Francis John Lewis Russell, an order of adjudication was made on the 31st day of October, 1870. This is to give notice, that the said adjudication was, by order of this Court, annulled on the 19th day of March, 1872.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Croydon.

In the Matter of Charles Robins, of Redhill, in the county of Surrey, Livery Stable Keeper, a Bankrupt.

WHEREAS under a Bankruptcy Petition presented to this Court against the said Charles Robins, an order of adjudication was made on the 23rd day of February, 1872. This is to give notice, that the said adjudication was, by order of this Court, annulled on the 18th day of March, 1872.—Dated this 18th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of a Bankruptcy Petition against William Izard, of Penelope House, Hamilton-road, Grove-road, Bethnal Green, in the county of Middlesex, Builder.

UPON the hearing of this Petition this day, and upon proof satisfactory to the Court of the debt of the Petitioner, and of the trading, and of the act or acts of Bankruptcy alleged to have been committed by the said William Izard having been given, it is ordered that the said William Izard be, and he is hereby, adjudged bankrupt.—Given under the Seal of the Court this 20th day of March, 1872.

By the Court,

Wm. Hazlitt, Registrar.

The First General Meeting of the creditors of the said William Izard is hereby summoned to be held at the London Bankruptcy Court, Basinghall-street, in the city of London, on the 10th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon, and that the Court has ordered the bankrupt to attend thereat for examination, and to produce thereat a statement of his affairs, as required by the statute.

Until the appointment of a Trustee, all persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them, and all debts due to the bankrupt must be paid to William Hazlitt, Esq., one of the Registrars, at the office of Mr. Peter Paget, Official Assignee in the London Bankruptcy Court, Basinghall-street. Creditors must forward their Proofs of Debts to the Registrar, at the said address.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Berkshire, holden at Windsor.

In the Matter of a Bankruptcy Petition against Richard Wysham James, of 4, William-street, Slough, in the county of Buckingham.

UPON the hearing of this Petition this day, and upon proof satisfactory to the Court of the debt of the Petitioner, and of the trading, and of the acts of the Bankruptcy alleged to have been committed by the said Richard Wysham James having been given, it is ordered that the said Richard Wysham James be, and he is hereby, adjudged bankrupt.—Given under the Seal of the Court this 18th day of March, 1872.

By the Court,

Henry Darvill, Registrar.

The First General Meeting of the creditors of the said Richard Wysham James is hereby summoned to be held at

the County Court Office, William-street, Windsor, on the 13th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon, and that the Court has ordered the bankrupt to attend thereat for examination, and to produce thereat a statement of his affairs, as required by the statute.

Until the appointment of a Trustee, all persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them, and all debts due to the bankrupt must be paid, to the Registrar. Creditors must forward their Proofs of Debts to the Registrar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Hertfordshire, holden at Barnet. In the Matter of a Bankruptcy Petition against Edward Hunt, of No. 7, High-street, North End, Finchley, in the county of Middlesex, Hair Dresser.

UPON the hearing of this Petition this day, and upon proof satisfactory to the Court of the debts of the Petitioner, and of the act or acts of the Bankruptcy alleged to have been committed by the said Edward Hunt having been given, it is ordered that the said Edward Hunt be, and he is hereby, adjudged bankrupt.—Given under the Seal of the Court this 20th day of March, 1872.

By the Court,

Stanley Harris, Registrar.

The First General Meeting of the creditors of the said Edward Hunt is hereby summoned to be held at the County Court, Barnet, on the 6th day of April, 1872, at ten o'clock in the forenoon, and that the Court has ordered the bankrupt to attend thereat for examination, and to produce thereat a statement of his affairs, as required by the statute.

Until the appointment of a Trustee all persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them, and all debts due to the bankrupt must be paid, to the Registrar. Creditors must forward their Proofs of Debts to the Registrar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Northamptonshire, holden at Peterborough.

In the Matter of a Bankruptcy Petition against Robert Lambert, of Peterborough, in the county of Northampton, Publican.

UPON the hearing of this Petition this day, and upon proof satisfactory to the Court of the debt of the Petitioner, and of the act or acts of the Bankruptcy alleged to have been committed by the said Robert Lambert having been given, it is ordered that the said Robert Lambert be, and he is hereby, adjudged bankrupt.—Given under the Seal of the Court this 19th day of March, 1872.

By the Court,

W. D. Gaches, Registrar.

The First General Meeting of the creditors of the said Robert Lambert is hereby summoned to be held at the office of the County Court, in Peterborough aforesaid, on the 6th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon, and the Court has ordered the bankrupt to attend thereat for examination, and to produce thereat a statement of his affairs, as required by the statute.

Until the appointment of a Trustee, all persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them, and all debts due to the bankrupt must be paid, to the Registrar. Creditors must forward their Proofs of Debts to the Registrar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Leeds.

In the Matter of a Bankruptcy Petition against Abraham Graetz, of Trafalgar-street, Leeds aforesaid, Jeweller and Cloth Merchant.

UPON the hearing of this Petition this day, and upon proof satisfactory to the Court of the debt of the Petitioner, and of the trading, and of the act or acts of Bankruptcy alleged to have been committed by the said Abraham Graetz having been given, it is ordered that the said Abraham Graetz be, and he is hereby, adjudged bankrupt.—Given under the Seal of the Court this 16th day of March, 1872.

By the Court,

Thos. Marshall, Registrar.

The First General Meeting of the creditors of the said Abraham Graetz is hereby summoned to be held at this Court, on the 10th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon, and that the Court has ordered the bankrupt to attend thereat for examination, and to produce thereat a statement of his affairs, as required by the statute.

Until the appointment of a Trustee all persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them, and all debts due to the bankrupt must be paid, to the Registrar. Creditors must forward their Proofs of Debts to the Registrar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Bradford. In the Matter of a Bankruptcy Petition against George Phillips, of No. 5, Ash-grove, Great Horton-road, in Bradford, in the county of York, Contractor, Carting

Agent, Accountant's Clerk, and occasional Dealer in Stuff Goods.

UPON the hearing of this Petition this day, and upon proof satisfactory to the Court of the debt of the Petitioner, and of the trading, and of the act or acts of the Bankruptcy alleged to have been committed by the said George Phillips having been given, it is ordered that the said George Phillips be, and he is hereby, adjudged bankrupt.—Given under the Seal of the Court this 19th day of March, 1872.

By the Court,

Geo. Robinson, Registrar.

The First General Meeting of the creditors of the said George Phillips is hereby summoned to be held at this Court, on the 9th day of April, 1872, at nine o'clock of the forenoon, and that the Court has ordered the bankrupt to attend thereat for examination and to produce thereat a statement of his affairs, as required by the statute.

Until the appointment of a Trustee, all persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them, and all debts due to the bankrupt must be paid, to the Registrar. Creditors must forward their Proofs of Debts to the Registrar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Bradford. In the Matter of a Bankruptcy Petition against Robert Mortimer, of Eccleshill, in the parish of Bradford, in the county of York, Cloth Manufacturer.

UPON the hearing of this Petition this day, and upon proof satisfactory to the Court of the debt of the Petitioner, and of the trading, and of the act or acts of the Bankruptcy alleged to have been committed by the said Robert Mortimer having been given, it is ordered that the said Robert Mortimer be, and he is hereby, adjudged bankrupt.—Given under the Seal of the Court this 19th day of March, 1872.

By the Court,

Geo. Robinson, Registrar.

The First General Meeting of the creditors of the said Robert Mortimer is hereby summoned to be held at this Court, on the 9th day of April, 1872, at nine o'clock in the forenoon, and that the Court has ordered the bankrupt to attend thereat for examination, and to produce thereat a statement of his affairs, as required by the statute.

Until the appointment of a Trustee, all persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them, and all debts due to the bankrupt must be paid, to the Registrar. Creditors must forward their Proofs of Debts to the Registrar.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of George John Child and James Lorimer, both of Shipley, in the county of York, Nurserymen, Seedsmen, and Copartners in Trade, Bankrupts.

John Hartley Blackburn, of Bradford, in the county of York, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the bankrupts. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupts to take place at the London Bankruptcy Court, Lincoln's-inn, in the county of Middlesex, on the 13th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupts must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupts must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 15th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Frederick Charles Wombwell, of No. 3, Bryanston-street, Bryanston-square, in the county of Middlesex, Bankrupt.

Robert Allan McLean, of 3, Lothbury, in the city of London, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the London Bankruptcy Court, Lincoln's-inn-fields, on the 16th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 14th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Charles Wilhelm Mannett, of 121, Bishopsgate-street, in the city of London, Hardware Agent, a Bankrupt.

Henry Arthur Dubois, of 2, Gresham-buildings, Basinghall-street, in the city of London, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the

bankrupt to take place at the London Bankruptcy Court, Lincoln's-inn-fields, on the 18th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 15th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Vincent Lambert Pascoe, of the Middlesex Arms, Clerkenwell-green, in the county of Middlesex, Licensed Victualler, a Bankrupt.

Warwick Hayles, of No. 15, King-street, Cheapside, in the city of London, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the London Bankruptcy Court, Lincoln's-inn-fields, in the county of Middlesex, on the 24th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the London Bankruptcy Court.

In the Matter of Joseph Bourne Bennitt, of 16, Powis-square, Baywater, in the county of Middlesex, Gentleman, a Bankrupt.

George Pearcey, of No. 4, St. Alban's-place, Charles-street, St. James', has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the Bankruptcy Court, Lincoln's-inn-fields, in the county of Middlesex, on the 9th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 7th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Surrey, holden at Guildford and Godalming.

In the Matter of John Edwin Westbrook, of Saint Catherine's, Guildford, in the county of Surrey, Innkeeper, Grocer, and Baker, a Bankrupt.

David McCluer Stevens, of Guildford, in the county of Surrey, Accountant, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the Townhall, Guildford, on the 18th day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Warwickshire, holden at Coventry.

In the Matter of Walter Henry Moore, of 47, Grey Friars-lane, in the city of Coventry, Wine and Spirit Merchant, and Ale and Porter Merchant, trading under the style or firm of W. H. Moore and Company, a Bankrupt.

Thomas Coales, of Hardingsstone, in the county of Northampton, Common Brewer, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the County-hall, Coventry, on the 16th day of April, 1872, at one o'clock in the afternoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 13th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Warwickshire, holden at Birmingham.

In the Matter of Frederick George Crawley, of No. 62, Macdonald-street, Sherlock-street, Birmingham, in the county of Warwick, Butcher, a Bankrupt.

Charles William Elkington, of Birmingham, High Bailiff of the County Court holden at Birmingham, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the Court-house, Waterloo-street, Birmingham, on the 30th day of April, 1872, at ten o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts

must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 18th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Warwickshire, holden at Birmingham.

In the Matter of George Douglas Marbrook, living in lodgings at No. 5, Abbey-street, Lodge-road, Birmingham, in the county of Warwick, Grocer and Provision Dealer, a Bankrupt.

Robert Free, Accountant, of 31, Bennett's-hill, Birmingham, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the County Court, Waterloo-street, Birmingham, on the 8th day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 18th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Essex, holden at Colchester.

In the Matter of a Bankruptcy Petition against William Humberstone, of Walton-on-the-Naze, in the county of Essex, Builder.

George Pye, of No. 3, Bank-buildings, Colchester, Public Accountant, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the Townhall, Colchester, on the 15th day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 18th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Lancashire, holden at Oldham.

In the Matter of Fielding Roberts, of Scout Bottom, near Newchurch, in the county of Lancaster, Wheelwright, a Bankrupt.

William Butcher, of 34, Cooper-street, Manchester, Public Accountant and Auditor, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the Townhall, in Oldham aforesaid, on the 12th day of April, 1872, at twelve o'clock at noon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 20th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Yorkshire, holden at Bradford.

In the Matter of Zachariah Ashworth, of Westgate, in Bradford, in the county of York, Upholsterer, a Bankrupt.

George Newbould, of Bradford aforesaid, Draper, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the said Court, on the 23rd day of April, 1872, at eleven o'clock in the forenoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debt to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Swansea.

In the Matter of Richard William Perkins, of Swansea, in the county of Glamorgan, Merchant, a Bankrupt.

Charles Henry Glascode, of Swansea, in the county of Glamorgan, Solicitor, has been appointed Trustee of the property of the bankrupt. The Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the Guildhall, Swansea aforesaid, on the 3rd day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Glamorganshire, holden at Swansea.

In the Matter of Francis Heineken Perkins, of Llanelly, in the county of Carmarthen, Coal Shipper and Coal Merchant, a Bankrupt.

Charles Henry Glascode, of Swansea, in the county of Glamorgan, Solicitor, has been appointed Trustee of the pro-

perty of the bankrupt. The proceedings in this Bankruptcy having been transferred to this Court, and the public meeting before appointed having therefore not taken place, the Court has appointed the Public Examination of the bankrupt to take place at the Guildhall, Swansea aforesaid, on the 3rd day of April, 1872, at two o'clock in the afternoon. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 19th day of March, 1872.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Staffordshire, holden at Walsall. In the Matter of William Headford, of Ashted-row and Dartmouth-street, both in Birmingham, in the county of Warwick, Coal Dealer, a Bankrupt.

Charles Augustus Harrison, of Birmingham aforesaid, Accountant, has been appointed Trustee of the bankrupt, in the place of Alfred Harrison, deceased. All persons having in their possession any of the effects of the bankrupt must deliver them to the trustee, and all debts due to the bankrupt must be paid to the trustee. Creditors who have not yet proved their debts must forward their proofs of debts to the trustee.—Dated this 27th day of February, 1872.

In the County Court of Shropshire, holden at Madeley:

On the 10th day of April, 1872, at ten o'clock in the forenoon, Richard Nicholas, of Bridgnorth, in the county of Salop, Painter and Glazier, adjudicated bankrupt on the 12th day of July, 1871, will apply for an Order of Discharge.—Dated this 14th day of March, 1872.

In the London Bankruptcy Court.

A Dividend is intended to be declared in the matter of Frederick Hugh James, of No. 55, New Bond-street, in the county of Middlesex, Tailor, adjudicated bankrupt on the 29th day of March, 1870. Creditors who have not proved their debts by the 30th day of March, 1872, will be excluded.—Dated this 20th day of March, 1872.

Fred. Bidgood, Trustee.

In the County Court of Yorkshire, holden at Scarborough.

A Dividend is intended to be declared in the matter of Elizabeth Fountain, of Scarborough, in the county of York, Innkeeper, adjudicated bankrupt on the 3rd day of May, 1871. Creditors who have not proved their debts by the 30th day of March, 1872, will be excluded.—Dated this 13th day of March, 1872.

John Richd. Halliday, Trustee.

In the County Court of Cumberland, holden at Carlisle.

A Dividend is intended to be declared in the matter of John Brockbank, of the city of Carlisle, Timber Merchant, adjudicated a bankrupt on the 14th day of April, 1870. Creditors who have not proved their debts by the 1st day of April, 1872, will be excluded.—Dated this 20th day of March, 1872.

Thos. Wright, Trustee.

In the County Court of Yorkshire, holden at Bradford.

In the Matter of Luke Priestley and Isaac Roper, of Clarence-street Mill, Bradford, in the county of York, Worsted Stuff Manufacturers, trading under the style or firm of L. Priestley and Co., Bankrupts.

A Dividend is intended to be declared on the separate estate of Isaac Roper, adjudicated a bankrupt on the 28th day of June, 1870. Creditors who have not proved their debts by the 28th day of March, 1872, will be excluded.—Dated this 21st day of March, 1871.

A. B. Kemp, Hall Ings, Bradford, Trustee.

In the County Court of Sussex, holden at Hastings.

A Dividend is intended to be declared in the matter of Joseph C. H. the younger, of Wittersham, in the county of Kent, Licensed Victualler, adjudicated a bankrupt on the 31st day of March, 1871. Creditors who have not proved their debts by the 3rd day of April, 1872, will be excluded.—Dated this 18th day of March, 1872.

J. G. Langham and Son, 41A, Robertson-street, Hastings, Sussex, Solicitors for and on behalf of the Trustee.

In the County Court of Hampshire, holden at Newport and Ryde.

A Dividend is intended to be declared in the matter of Philip William Villiers Reade, of Dysart House, Ryde, Isle of Wight, Gentleman, adjudicated a bankrupt on the 25th day of September, 1871. Creditors who have not proved their debts by the 6th day of April, 1872, will be excluded.—Dated this 21st day of March, 1872.

James Cooper, No. 3, Coleman-street-buildings, London, Trustee.

The Bankruptcy Act, 1861.

Notice of Dividend Meetings.

Meetings of the Creditors of the Bankrupts hereinafter named will be held, pursuant to the 174th section of the said Act, at the time and place hereinafter mentioned; that is to say:—

At the Court of Bankruptcy, Basinghall-street, in the city of London, before Henry Philip Roche, Esq., a Registrar:

Robert Folthorp, of North-street, Brighton, in the county of Sussex, Bookseller and Librarian, adjudicated bankrupt on the 26th day of January, 1863. A Dividend Meeting will be held on the 12th (and not the 11th, as erroneously printed in last Gazette) day of April next, at twelve o'clock at noon precisely.

At the Court of Bankruptcy for the Manchester District, at No. 37A, Oxford-street, Manchester, before Thomas George Fardell, Esq., a Registrar:

William Bastow, of Rushford-park, Levenshulme, near Manchester, and carrying on business at No. 3, Bridgewater-place, Manchester, in the county of Lancaster, and previously in Sussex-street, Manchester aforesaid, Silk Merchant and Commission Agent, Dealer and Chapman, adjudicated bankrupt on the 11th day of February, 1868. A Dividend Meeting will be held on the 8th day of April at twelve o'clock at noon precisely.

Samuel Cochran and James Parker, of Ormond-street, Chorlton-upon-Medlock, and late of Gloucester-street, both in the parish of Manchester, in the county of Lancaster, Joiners, Builders, and Packing Case Makers, trading under the style or firm of Cochran, Parker, and Co., adjudicated bankrupts on the 22nd day of November, 1869. A Further Dividend Meeting will be held on the 10th day of April next, at twelve o'clock at noon precisely.

In the County Court of Lincolnshire, holden at the Registrar's Office, at Horncastle, before the Registrar:

John Daft the younger, of Wood Enderby Fen Allotment, in Wildmore Fen, in the county of Lincoln, Farmer, adjudicated bankrupt on the 6th day of November, 1866. A Dividend Meeting will be held on the 8th day of April next, at eleven o'clock in the forenoon precisely.

At the said Meetings the Assignees will, in pursuance of the 174th section of the said Act, submit statements of the Bankrupt's estate recovered and outstanding, and of all receipts and of all payments made or to be made thereout; and the creditors at the said respective meetings will, in pursuance of the said section, declare whether any and what Dividend shall be made, and whether any and what allowance shall be paid to the said bankrupts respectively. Proofs of Debts will be received, and creditors who have not proved, or do not then prove, will be excluded to the benefit of the Dividend. And all claims not proved will be disallowed.

In the County Court of Lancashire, holden at Bolton. In the Matter of Wilbraham Mangnall, of Hampden-street, Bolton, in the county of Lancaster, Attorney-at-Law and Solicitor, Bankrupt.

AN Order of Discharge was granted to Wilbraham Mangnall, of Hampden-street, Bolton, in the county of Lancaster, Attorney-at-Law and Solicitor, who was adjudicated bankrupt on the 30th day of October, 1871.—Dated this 20th day of March, 1872.

THIS is to give notice, that the Court acting in the prosecution of an adjudication of Bankruptcy, made on the 2nd day of November, 1865, against Humphrey Williams Wood, formerly of 17, Gracechurch-street, in the city of London, and then Secretary to the Cork and Kinsale Junction Railway Company, the West Cork Railway Company, the Waterford and Passage Railway Company, the Rath Keale and Newcastle Junction Railway Company, the Limerick and North Kerry Junction Railway Company, and the Kinsale Hotel and Baths Company, Limited, and residing at 11, Denbigh-place, Pimlico, then of 85, Belgrave-road, Pimlico, both in the county of Middlesex, then of Ostend, in the Kingdom of Belgium, and now residing at 29, South-grove, Rye-lane, Peckham, in the county of

Surrey, Non-Trader, did, on the 12th day of January, 1866, grant the Discharge of the said bankrupt; and that such Discharge will be delivered to the bankrupt, unless an appeal be duly entered against the judgment of the Court, and notice thereof be given to the Court.

The Bankruptcy Act, 1869.

In the County Court of Monmouthshire, holden at Newport. In the Matter of John Barrett, of Chepstow, in the county of Monmouth, Innkeeper and Quarryman, a Bankrupt.

UPON the application of Joseph Gibbs, the Attorney or Agent for Edward Gillman, the Trustee herein, and upon reading the affidavit of John Patchford, one of the Committee of Inspection herein, and upon reading a report of Trustee of the property of the bankrupt, dated the 9th day of February instant, reporting that the whole of the bankrupt had been realized for the benefit of his creditors, except whatever dividend might be declared from the estate of John Davies, a bankrupt, in respect of a debt of ninety-nine pounds sixteen shillings, and upon reading the resolution of the said Trustee and the Committee of Inspection, of the 8th day of February instant, that [the proceedings in this bankruptcy should be forthwith closed, the Court being satisfied that the whole of the property of the property of the bankrupt has been realized for the benefit of the creditors, except whatever dividend may be declared from the estate of John Davies, a bankrupt, in respect of a debt of ninety-nine pounds sixteen shillings, doth order that the bankruptcy of the said John Barrett has closed.—Given under the seal of the Court, this 15th day of March, 1872.

THE estates of William Lamb, senior, Joiner, Whitburn, in the county of Linlithgow, were sequestrated on the 18th day of March, 1872, by the Sheriff of the county of Linlithgow, Clackmannan, and Kinross.

The first deliverance is dated 18th March, 1872.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held at one o'clock, afternoon, on Friday, the 29th day of March, 1872, within the Bathgate Hotel, in Bathgate.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 18th day of July, 1872.

A Warrant of Protection has been granted to the Bankrupt until the meeting for election of Trustee.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

JAMES GARDNER, Solicitor, Bathgate, Agent.

THE estates of Robert Armour, junior, Plumber, in Dumfries, were sequestrated on the 19th day of March, 1872, by the Sheriff of the county of Dumfries.

The first deliverance is dated 19th March, 1872.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held at two o'clock, afternoon, on Tuesday, the 2nd day of April, 1872, within the Commercial Hotel, Dumfries.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 19th day of July, 1872.

A Warrant of Protection has been granted to the Bankrupt.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

WILL. GUN, Solicitor, Dumfries, Agent.

THE estates of James Grant Gray, Innkeeper, and residing in Tobermory, in the Island of Mull, Argyllshire, were sequestrated on the 15th day of March, 1872, by the Sheriff of Argyllshire.

The first deliverance is dated 15th March, 1872.

The meeting to elect the Trustee or Trustees and Commissioners is to be held at twelve o'clock, noon, on Monday, the 1st day of April, 1872, within the Court-house, at Tobermory.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 15th day of July, 1872.

A Warrant of Protection has been granted to the bankrupt till the meeting for election of Trustee.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

SPROAT and CAMERON, Writers, Tobermory, Agents.

THE estates of Robert Forsyth, Builder, Whitefield-road, Govan, near Glasgow, were sequestrated on 18th March, 1872, by the Sheriff of the county of Lanark.

The first deliverance is dated the 4th March, 1872.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held at twelve o'clock, noon, on Tuesday, the 26th day of March, 1872, within the Faculty of Procurators' Hall, Saint George's-place, Glasgow.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before 18th July, 1872.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

J. W. ROSS, Agent, Glasgow.

THE estates of Anthony Skeoch, Baker, Sedan-place, Paisley-road, Glasgow, were sequestrated on the 16th day of March, 1872, by the Sheriff of Lanarkshire.

The first deliverance is dated 16th March, 1872.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held at twelve o'clock, noon, on the 26th day of March, 1872, within the Faculty Hall, Saint George's-place, Glasgow.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 16th day of July, 1872.

A Warrant of Protection has been granted to the Bankrupt till the meeting for election of Trustee.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

J. B. & J. DUNBAR, Writers, 21, West Nile-street, Glasgow, Agents.

THE estates of William A. Hunter, Grocer, Duke-street, Leith, were sequestrated on the 16th day of March, 1872, by the Sheriff of the county of Edinburgh.

The first deliverance is dated 16th March, 1872.

The meeting to elect the Trustee and Commissioners is to be held at twelve o'clock, noon, on Wednesday, the 27th day of March, 1872, within Buchanan's Temperance Hotel, High-street, Edinburgh.

A composition may be offered at this meeting; and to entitle creditors to the first dividend, their oaths and grounds of debt must be lodged on or before the 16th day of July, 1872.

A Warrant of Protection has been granted to the bankrupt.

All future advertisements relating to this sequestration will be published in the Edinburgh Gazette alone.

WILLIAM A. HUNTER, Petitioner

All Letters must be Post paid, and all communications on the business of the London Gazette to be addressed to the Office, Princes Street, Storey's Gate, Westminster.

Orders for Gazettes to be addressed to the Publishers, 45, St. Martin's Lane.

Printed and Published by THOMAS HARRISON and JAMES WILLIAM HARRISON, Printers, at their Office, No. 45, St. Martin's Lane, in the Parish of St. Martin-in-the-Fields, in the County of Middlesex.

Friday, March 22, 1872.

Price One Shilling.